



This is a digital copy of a book that was preserved for generations on library shelves before it was carefully scanned by Google as part of a project to make the world's books discoverable online.

It has survived long enough for the copyright to expire and the book to enter the public domain. A public domain book is one that was never subject to copyright or whose legal copyright term has expired. Whether a book is in the public domain may vary country to country. Public domain books are our gateways to the past, representing a wealth of history, culture and knowledge that's often difficult to discover.

Marks, notations and other marginalia present in the original volume will appear in this file - a reminder of this book's long journey from the publisher to a library and finally to you.

Usage guidelines

Google is proud to partner with libraries to digitize public domain materials and make them widely accessible. Public domain books belong to the public and we are merely their custodians. Nevertheless, this work is expensive, so in order to keep providing this resource, we have taken steps to prevent abuse by commercial parties, including placing technical restrictions on automated querying.

We also ask that you:

- + *Make non-commercial use of the files* We designed Google Book Search for use by individuals, and we request that you use these files for personal, non-commercial purposes.
- + *Refrain from automated querying* Do not send automated queries of any sort to Google's system: If you are conducting research on machine translation, optical character recognition or other areas where access to a large amount of text is helpful, please contact us. We encourage the use of public domain materials for these purposes and may be able to help.
- + *Maintain attribution* The Google "watermark" you see on each file is essential for informing people about this project and helping them find additional materials through Google Book Search. Please do not remove it.
- + *Keep it legal* Whatever your use, remember that you are responsible for ensuring that what you are doing is legal. Do not assume that just because we believe a book is in the public domain for users in the United States, that the work is also in the public domain for users in other countries. Whether a book is still in copyright varies from country to country, and we can't offer guidance on whether any specific use of any specific book is allowed. Please do not assume that a book's appearance in Google Book Search means it can be used in any manner anywhere in the world. Copyright infringement liability can be quite severe.

About Google Book Search

Google's mission is to organize the world's information and to make it universally accessible and useful. Google Book Search helps readers discover the world's books while helping authors and publishers reach new audiences. You can search through the full text of this book on the web at <http://books.google.com/>

Soc 4895.14

HARVARD COLLEGE
LIBRARY



BOUGHT FROM THE
AMEY RICHMOND SHELDON
FUND

L'ÉGALITÉ DES SEXES

EN ANGLETERRE

Par
FÉLIX REMO

LE DROIT ÉLECTORAL
L'ÉDUCATION ET LES CARRIÈRES LIBÉRALES
L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE, L'ÉDUCATION DANS LA FAMILLE
L'ÉDUCATION DES FOLLES
LA PROTECTION DE LA FEMME ET LES SOCIÉTÉS D'ÉCONOMIE
LE MARIAGE. — LE MARIAGE ET LE CÉLIBAT
LA CAUSE DE PROSTITUTION. — LE MARIAGE DEVANT LA LOI
L'ÉGALITÉ DES SEXES
LA FEMME, RÉSERVE DE L'AVENIR.

PARIS
NOUVELLE REVUE
23, BOULEVARD POISSONNIÈRE, 23
1886

Droits de reproduction et de traduction réservés.

HARVARD
UNIVERSITY
LIBRARY

L'ÉGALITÉ DES SEXES

EN ANGLETERRE

Par

FÉLIX REMO

LE DROIT ÉLECTORAL
L'ÉDUCATION ET LES CARRIÈRES LITTÉRAIRES
L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE, L'ÉDUCATION DANS LA FAMILLE
L'ÉDUCATION DES FILLES
LA PROTECTION DE LA FEMME ET LES SOCIÉTÉS D'UNION
LE MARIAGE. — LE MARIAGE ET LE CÉLIBAT
MARIAGE CAUSE DE PROSTITUTION. — LE MARIAGE DEVANT LA NATURE
L'ÉGALITÉ DES SEXES
LA FEMME, RÉSERVE DE L'AVENIR.

PARIS

NOUVELLE REVUE

23, BOULEVARD POISSONNIÈRE, 23

1886

Droits de reproduction et de traduction réservés.

L'ÉGALITÉ DES SEXES

EN ANGLETERRE

L'ÉGALITÉ DES SEXES

EN ANGLETERRE

Par

FÉLIX REMO

LE DROIT ÉLECTORAL

L'ÉDUCATION ET LES CARRIÈRES LIBÉRALES

L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE, L'ÉDUCATION DANS LA FAMILLE

L'ÉDUCATION DES FILLES

LA PROTECTION DE LA FEMME ET LES SOCIÉTÉS D'UNION

LE MARIAGE. — LE MARIAGE ET LE CÉLIBAT

LE MARIAGE CAUSE DE PROSTITUTION. — LE MARIAGE DEVANT LA NATURE

L'ÉGALITÉ DES SEXES

LA FEMME, RÉSERVE DE L'AVENIR.

PARIS

NOUVELLE REVUE

23, BOULEVARD POISSONNIÈRE, 23

—
1886

Droits de reproduction et de traduction réservés.

Soc 4895.14
✓



Sheldon fund

1000 3

A MADAME ADAM

(Juliette-Lambert)

Prendre le parti des femmes, est-ce vouloir redresser les erreurs des hommes ou leur mauvaise foi ? Je ne sais, mais il me semble qu'il y a un peu de jalousie au fond de la question, et je crois en tout cas faire preuve d'honnêteté et de courage en saluant et en appelant, de toute ma conviction, l'avènement de la femme à l'égalité légale et sociale avec l'homme.

A qui offrir l'hommage de ce plaidoyer sinon à vous, Madame, qui êtes la justification même de ce livre.

Puisse cette bonne étoile m'être un guide à travers les ignorances et les préjugés, et conquérir de courageux adeptes à cette grande cause humanitaire, derrière laquelle se cache la solution de tous les problèmes sociaux de notre temps.

Félix REMO.

L'ÉGALITÉ

DES SEXES

EN ANGLETERRE



Comblér la différence de niveau social qui existe entre l'homme et la femme, sera un des plus beaux fleurons de la civilisation moderne.

I.

GÉNÉRALITÉS.

C'est la femme, dans l'histoire de l'humanité, qui nous a fait verser le plus de sang et le plus d'encre. Elle est non seulement l'âme de toutes les littératures, surtout de cette littérature d'alcôve qui fait le fond des écrits du jour, mais elle a inspiré les moralistes, les philosophes, les légistes, les utopistes de toutes les époques.

Au point de vue de la justice absolue, il ne devrait pas y avoir de différence sociale entre deux êtres qui sont les manifestations de l'intelligence sous deux formes similaires qui se complètent.

Mais, comme dit Assolant, les philosophes, tout enduits de métaphysique, n'ont rien compris à la question, les jurisconsultes l'ont embrouillée, les politiciens l'ont dédaignée et les poètes n'ont fait que divaguer.

Aussi a-t-elle toujours été l'objet des inconséquences les plus flagrantes des légistes, dont les réticences ont formé des lois d'exception

Dans ce travail, en partie documentaire, mes sources, que je suis non seulement heureux de citer, mais auxquelles je renvoie les lecteurs désireux d'approfondir ces questions, ont été : M^{me} Clarisse Coignet (De l'Affranchissement des Femmes), M^{me} Paterson (Rapports annuels de la Ligue des femmes) et quelques autres dont les noms sont cités dans le texte ou en notes ; et enfin The women's suffrage, The women's Union, et les deux excellents journaux français *Le Devoir*, de M. Godin, et le *Mouvement social*, de M. Limousin, qui m'ont fourni de précieux renseignements. Je dois également à M. Pagliardini quelques faits qui ne sont généralement pas connus.

frappant presque toujours des incapacités conventionnelles.

En effet, la première phrase qui arrête nos yeux en ouvrant le code est celle-ci : « Tous les Français sont égaux devant la loi. »

Quant aux Françaises il n'en est pas soufflé mot. Mais attendez et continuez. Le code ne distingue la femme de l'homme que quand il s'agit de la frapper. C'est ce que dit fort bien M. Paul Bert dans le remarquable discours prononcé le 4 septembre 1881 à la distribution des prix de l'école communale des filles, à Auxerre, et que je regrette vivement de ne pouvoir citer en entier : ses crimes, ses délits sont punis des mêmes peines que ceux de l'homme et l'on inscrit même pour elle des délits et des crimes spéciaux (1). Cet incroyable illogisme n'a pas d'excuse. Si elle est infé-

(1) Voir le préambule et le programme des statuts de la *Ligue Française pour le Droit des Femmes*, par M. Léon Richer. On y trouvera réunis dans une page frappante, toutes les contradictions de la loi et tous les délits spéciaux qui concernent les femmes. Voir aussi « Le Code des Femmes, par le même ».

rieure à l'homme, ayez pour ses fautes une indulgence particulière ; si elle ne l'est pas, rendez-lui l'égalité des droits en lui imposant celle des devoirs.

La loi civile est en contradiction évidente avec le droit naturel. Nous faisons la femme notre égale devant le code pénal et devant le code d'instruction criminelle, pourquoi alors pas devant le code civil ? La femme a droit à son droit. Il ne devrait y avoir qu'un code applicable indistinctement à l'homme et à la femme. (L. Richer).

Aussi qu'arrive-t-il en face des lois qui ne savent pas protéger les femmes ? Elles se font justice à elles-mêmes. Leur vengeance n'est qu'un retour au droit naturel en face de la défaillance du droit écrit. Que s'ensuit-il ? Que le public et même le juge y est entraîné, met la justice supérieure au-dessus de la justice des lois. Et les coupables sont acquittés. *Les lois sont en retard sur les mœurs.* (Mv. soc.). Nos codes fourmillent des erreurs d'un autre âge.

D'un autre côté, les hommes abusent de

leurs privilèges pour légiférer dans leur intérêt exclusif. Les programmes électoraux sont des programmes d'hommes libres voulant augmenter leur liberté, mais qui n'empêchent pas ceux qui les font de conserver leurs privilèges et leur autorité sur la femme (4).

Et cependant nous reconnaissons, et l'histoire nous le démontre, que toutes les civilisations qui ont élevé la femme ont marqué un progrès sur leurs devancières.

Tacite nous dit que les Germains considéraient la femme comme sacrée et ne dédaignaient pas ses avis. Chez les Gaulois, elle était admise à l'honneur de rendre les jugements les plus solennels et figurait dans les conseils des Druides.

Amédée Thierry nous montre, dans son Tableau de l'Empire Romain, que chaque progrès de la législation concorde avec une amélioration dans la condition des femmes.

Les vieilles lois russes, connues sous le

(4) Mlle H. Auclert, dans le journal *La Citoyenne*, 14 août 1881.

nom de rouskaïa pravada et remises en vigueur au dixième siècle, étaient beaucoup plus justes envers les femmes que nous le sommes aujourd'hui. Elles reconnaissaient entre autres que la veuve est la tutrice naturelle des enfants.

Voltaire dit : Pour réussir il faut avoir les femmes avec soi.

Assolant nous prouve fort bien que l'infériorité sociale de la femme est l'une des causes permanentes de nos révolutions.

M^{me} de Staël l'avait également formulé quand Bonaparte lui ayant demandé : « Depuis quand les femmes se mêlent-elles donc de politique ? » elle répondit : « Depuis qu'on les guillotine ! »

Chaque fois que la femme a été mise à l'épreuve, elle a affirmé sa supériorité. Appelées au trône, elles ont presque toujours laissé un passage beaucoup plus glorieux que les hommes. Telles Elisabeth d'Angleterre, Isabelle 1^{re} d'Espagne, Catherine II de Russie, Berthe de Bourgogne, Marguerite de Danemark, Marie-Thérèse d'Autriche, Pulchérie

de Constantinople, Ulrique de Suède, l'intrépide Maria II de Portugal, Hedwige de Pologne, Thamar de Georgie, etc.

Ne refusons pas non plus aux femmes leur part dans les grands travaux intellectuels : M^{me} Huber (de Genève), a contribué aux admirables découvertes de son mari sur la monarchie des abeilles. Le système du grand Newton a été révélé à la France par la marquise de Chastelet. Sophie Germain, auteur des recherches sur la théorie des surfaces élastiques (1820), a trouvé les lois de vibrations de ces lames et a été couronnée par l'Institut de France. Les Italiennes ont rehaussé l'éclat des Universités renommées de Bologne et Padoue, par leur érudition et leur capacité. L'économie politique doit beaucoup à Miss Martineau, et le Journal des Économistes, publié à Paris, comptait parmi ses collaborateurs plusieurs femmes, telles que M^{lle} Royer, auteur d'un livre sur l'impôt et de la traduction du fameux ouvrage de Darwin sur l'origine des espèces. Michelet rappelle avec quel bonheur M^{me} Pouchet, femme de l'illustre

physiologiste, a travaillé avec son mari à découvrir les principes de l'ovologie et de la génération. M^{me} Somerville, dont les écrits ont été traduits en italien par M^{me} Pepoli, occupe le premier rang parmi les physiciens et les astronomes. Dans les sciences historiques, les femmes apportent une pénétration naturelle, qui ne s'exerçait autrefois que dans le domaine des fictions, à étudier le génie des peuples lointains ou les annales de notre Europe. Il suffit pour le prouver de citer parmi tant d'autres, les noms de Miss Strickland et d'Ida Pfeiffer (1).

Aussi, pour l'aider à conquérir cette place qui lui est strictement due, en revendiquant ses droits naturels, sociaux, civils, politiques, ses droits d'intérêt matériel, ses droits moraux et de justice, M. Waïse proposait de former une association universelle des femmes, dont le mot d'ordre devait être : « Nous voulons

(1) Ce tableau pourrait être prolongé à l'infini. Je renvoie pour ce paragraphe et son développement à l'admirable ouvrage de Dora d'Istria : *Des femmes par une femme* (1869).

voter ! (1), droit qui devait entraîner tous les autres à sa suite.

Eh bien ! sans recourir à ces nombreux comités que M. Waise conseillait de former dans chaque ville, l'association pour ne pas s'être organisée, s'est imposée par la puissance progressive des choses qui arrivent fatalement à leur heure. Elle existe, tacite, latente, justifiant ce mot de Balzac : Un désir constant est une promesse que nous fait l'avenir.

A cette époque troublée où les questions sociales sont aux prises avec le vieil édifice européen, encore mal purifié de ses entraves théologiques et aristocratiques, et tendent à créer sur des bases laïques et démocratiques la nouvelle société, la femme a sa place marquée dans la lutte. Si leur ignorance, leur

(1) Les femmes ont autrefois voté et fait partie des conseils municipaux, droit qui fut octroyé au 12^e siècle, par la *Loy Beaumont*, aux femmes non mariées, aux veuves et aux femmes mariées en l'absence de leur mari. Chose curieuse, il a fallu les bouleversements de 1793 pour faire tomber en désuétude ce droit qui s'était exercé jusque-là dans presque toute la France.

frivolité, le progrès du célibat et ses conséquences dissolvantes sont un signe certain de la décadence des nations, il faut à cette heure de réédification et de revendications sociales, écouter la voix de celles qu'on a toujours écartées. Car leurs intérêts, leurs qualités, leur moralité, leur plus grande pénétration et leur sens pratique, leur font envisager les choses à un autre point de vue, et elles peuvent apporter à la discussion un courant nouveau qui, flambeau dédaigné, peut jeter une vive lumière sur le chemin du progrès. Leur influence sera le lest qui tient à sa ligne de flottaison le navire social ; et ne l'oublions pas, négliger ce facteur tout puissant pourrait bien être le caillou qui ferait chavirer le char de notre société moderne.

Heureusement l'élan est donné, la question de l'égalité civile et civique de la femme fait partout des progrès. Le temps des réformateurs isolés, ces prophètes qu'on appelait utopistes, est passé. Les réformateurs sont des jalons ; le grand réformateur qui les réunit en faisceau est le temps. Il mûrit les idées par une trans-

formation, une infusion lente qu'accomplit régulièrement la société elle-même, puis il les fait éclore quand elles sont passées dans le sang des masses, et elles s'imposent alors avec une telle autorité, une telle unanimité, que le législateur n'a pour ainsi dire qu'à les formuler, qu'à sanctifier, qu'à codifier, légaliser ce que l'opinion générale a débattu et accepté. Et c'est là l'histoire de tous les progrès et le secret des lenteurs qu'il leur faut pour éclore.

Mais quand, à l'heure de maturité d'un de ces progrès, les gouvernements commettent la faute de ne pas le sanctionner par une loi, ce progrès déborde, les envahit ; sa marche constante, l'heure dépassée font sentir l'oppression et préparent les révolutions, parce que le besoin reconnu engendre les situations fausses d'où découlent les résistances, les antagonismes, les luttes.

Aussi verrons-nous bientôt disparaître cette anomalie flagrante qui établit une distinction légale entre les sexes.

L'historique de cette évolution lente est

intéressante et instructive, et je regrette de devoir la limiter à l'Angleterre, heureux cependant de présenter son histoire dans un pays où ses conquêtes ont été les plus fructueuses et les plus complètes.

Les points que nous allons examiner, laissant de côté les réformes et les victoires qui en seront la conséquence, sont :

Le droit électoral.

L'éducation et les carrières libérales.

L'éducation de l'enfance.

L'éducation dans la famille.

L'enseignement des filles.

La protection de la femme et les sociétés d'union.

Le mariage : Le mariage et le célibat.

Le mariage, cause de prostitution.

Le mariage devant la nature.

La femme, la réserve de l'avenir.

Puisse le proverbe populaire : « Ce que femme veut, Dieu le veut ! » accomplir en sa faveur une œuvre de justice et de réparation !

LE DROIT ÉLECTORAL

LE DROIT ÉLECTORAL

Peut-il être juste qu'un sexe exerce
sur l'autre un pouvoir légal ?

Clarisse Coignet.



Diderot l'encyclopédiste, l'apôtre du beau, l'utopiste Rousseau rêvant le juste, Voltaire le philosophe, toujours à la recherche du vrai, et Turgot le physiocrate tourné vers l'utile, Musset et Byron les chantres de la femme, et tous les autres grands rêveurs de la pensée, ont interrogé dans leurs préoccupations les destinées de l'être étrange que le Créateur a placé à nos côtés.

A Fourier, le plus idéaliste de ces rêveurs ou le plus égaré sinon le plus clairvoyant des chercheurs, est due la formule du problème

tel qu'il se pose aujourd'hui. Quand, le premier, il proposa dans son journal social la *Phalange*, (1) l'émancipation des femmes, leur droit au vote, une clameur d'ironie lui jeta ce mot qui accueillait toutes ses théories : Utopie ! Mais les utopies d'aujourd'hui sont les vérités de demain, les réalités prochaines.

Peu après sa mort, un savant italien, Tito Pagliardini, dont la plume fut la première à saluer la république de 48, reprit son idée qu'il jeta en pâture aux assoiffés de progrès et de liberté de l'attentive Albion, et eut la satisfaction de voir venir à lui, la main tendue, le grand homme d'État John Stuart Mill, qui plus tard se fit l'apôtre de ses doctrines dans ses divers écrits. (2)

Cependant on ne fait pas de loi par surprise

(1) Fourier avait indiqué la question en 1808 dans la *Théorie des Quatre Mouvements*, mais il ne la traita ouvertement qu'en 1822 dans son livre : *La Théorie de l'Unité Universelle*, après lequel parut bientôt *La Phalange*, qui fut converti ensuite en revue, sous le même titre, par ses disciples.

(2) Surtout dans ses ouvrages : *L'Assujettissement des Femmes*, et *Histoire de ma vie*.

en Angleterre, et dans ce pays où la législation a établi dans le mariage les plus injustes inégalités, l'idée ne trouvera pas un écho immédiat chez celles qu'on n'avait pas encore habituées à entrevoir l'heure de la libération.

On sentait à une oppression dans toutes les lois, que de nombreuses réformes, alors mal formulées, étaient nécessaires, mais ce n'est que lorsque les esprits les plus pénétrants eurent attaché le grelot qu'on se rejeta sur cette planche de salut, qu'on comprit que pour changer le sort de la femme il était juste qu'elle eût voix aux délibérations où se débattaient ses intérêts, et que la réforme électorale était la première à conquérir. Ce point parut d'autant plus important que la population féminine en Angleterre excède de plus de six cent mille femmes la population mâle.

Le premier effort tenté appartient, quoique réel, au domaine anecdotique, et, chose curieuse, remonte à 1832, avant les tentatives de propagande généreusement entreprises par M. Pagliardini. Cet effort fut d'ailleurs

accueilli comme une excentricité qui égaya un moment le Parlement, et rentra dans le silence sans avoir excité autre chose qu'une curiosité passagère. Voici les faits :

Le ministre de la marine, M. Hunt, présenta à la Chambre des Communes une pétition de Mary Smith de Stanmore, riche lady du comté d'York, qui sans s'en douter, précisa la question, telle qu'elle est depuis restée posée. (1) Elle revendiquait son droit de vote qu'elle appuyait sur sa situation de propriétaire payant de larges impôts, situation qui l'assimilait absolument à la classe d'électeurs désignée par le suffrage restreint d'alors. Elle se plaignit en outre qu'il n'y eût pas de femmes parmi les jurés.

Il est inutile de dire que ses revendications furent promptement écartées, non sans avoir jeté quelque gaieté dans les rangs de ces aveugles infailibles, qui ne pressentirent pas là les luttes qu'un avenir prochain ferait rejaillir jusqu'à eux.

(1) Mme Clarisse Coignet. De l'Affranchissement des femmes en Angleterre, 1874.

Ce n'est que treize ans plus tard, après la campagne entreprise par M. Pagliardini, que cette question fut relevée par Richard Cobden et J. Stuart Mill. Les brochures et les meetings commencèrent à éveiller l'attention publique.

Fait curieux, John Stuart Mill ne craignit pas, en 1865, d'appuyer sa candidature sur cette question dont il resta l'avocat fervent. L'année suivante, en 1866, il remit à la Chambre des Communes une première pétition couverte de 1500 signatures de femmes demandant le suffrage.

Disraeli répondit « que dans un pays gouverné par une femme, alors que l'on reconnaît aux femmes le droit de former une partie de l'état en qualité de *païresses*, qu'on admet qu'elles possèdent la terre, soient *Dames du manoir* (Lady of the mannor) et tiennent des cours de justice, qu'elles puissent être gardiennes de l'église et surveillantes des pauvres, il ne voyait pas pourquoi on les excluerait du droit de vote. » (1)

(1) Hansard's Parliamentary debates. Traduction de Madame Coignet.

Cobden disait : Il est étrange qu'elles ne puissent pas voter elles-mêmes alors que dans beaucoup de cas elles peuvent conférer le vote.

Mill présenta en 1867 une deuxième pétition couverte de 12,247 signatures, et le bill proposé obtint 82 voix ; c'était déjà un acheminement vers le succès.

Cette même année, lors de la révision de la loi électorale, une certaine confusion dans les termes permit à des femmes de prétendre au vote, et plusieurs votèrent. Chose curieuse, la validité de ces votes n'a jamais été contestée. Malheureusement un incident ouvrit les yeux et les urnes furent par la suite fermées aux femmes. (1)

En 1868, les pétitions aux *commons* (chambre des communes) comptaient 49,780 signatures ; le nombre s'accrut d'année en année et atteignit plusieurs centaines de mille.

Présenté de nouveau en 1871, le projet de

(1) Ceux qui voudraient se rendre un compte exact de l'incident, le trouveront in extenso dans le livre de Madame Coignet qui est tout entier à lire.

loi enleva 151 votes. En 1872, il fut appuyé de nouveau par 355,801 pétitionnaires.

Sir John Coleridge, l'avocat général, reconnut le premier mai, en plein Parlement, la justesse de ce droit.

En quelques mois, du 29 février au 13 juin de la même année, vingt pétitions de différents comtés furent successivement présentées.

En 1873, le bill qui revient opiniâtrement chaque année devant les chambres, obtint 155 votes.

Mais alors, la question qui jusque là avait grondé sourdement, fut dominée par les préoccupations de la politique extérieure et en partie écartée.

Avant d'aborder sa seconde phase, voyons comment elle se pose et comment elle est envisagée par les politiciens.

Disons d'abord qu'en Angleterre, les droits des femmes dans l'histoire ont toujours, sur beaucoup de points, été égaux à ceux de l'homme. Cette question, qui dépasserait le cadre de mon étude, a été admirablement

traitée par J. Stuart Mill, Thomas Hughes etc. (1).

Le droit y est donc traditionnel et ce n'est pas une innovation que demande la femme, c'est ce droit en usage autrefois qu'elle revendique ; elle ne fait que retourner à la tradition. On ne demande d'ailleurs pas que chaque femme jouisse d'un vote, mais celles seulement dont la situation peut s'assimiler à celle des électeurs mâles.

La question, parfaitement posée par sir J. Bright, se résume à ceci :

« Que toute femme *veuve ou non mariée*, propriétaire et payant l'impôt, ait le droit d'émettre son vote dans les élections législatives. »

Il faut bien remarquer que ceci ne s'adresse pas aux femmes mariées, et qu'il ne s'agit que de ce genre de suffrage, car elles possèdent tous les autres. Elles ont le vote municipal et sont non-seulement électrices mais éligibles, et cela sans restriction, sans

(1) Vie d'Alfred le Grand.

condition, même mariées, même sans payer d'impôt (1).

School-Board. Voyons ce que sont ces School-Boards ou Comités scolaires qui ont appelé les femmes à leurs délibérations. On nomme ainsi de véritables petits parlements qui ont, dans le domaine de l'instruction publique, tous les droits parlementaires. Ils règlent toutes les questions, lèvent des impôts, achètent des terrains, bâtissent des écoles, etc. L'extension des villes les force sans cesse à de nouvelles constructions, car la loi anglaise ne permet pas aux enfants d'avoir à marcher plus d'un demi-mille pour se rendre à l'école.

Chaque ville possède un school-board ; ses membres sont élus pour trois ans par le suffrage universel ; femmes et hommes, tout le monde vote.

Tous ces petits parlements relèvent d'un comité pris au sein des deux chambres et faisant office de ministère de l'instruction

(1) Dans la seule ville d'Edinbourg il y avait en 1882 : 34,477 électeurs municipaux, et 7599 électrices.

publique, ce ministère n'ayant pas ici de titulaire.

Les femmes y tiennent très bien leur place et y rendent de grands services. La première qui se mit sur les rangs fut Elisabeth Garrett, mariée depuis et connue de tous sous le nom de Dr Anderson. Elle est docteur en chef d'un hôpital et jouit d'une grande réputation médicale et de la confiance générale. Elle fut élue au School-board par une écrasante majorité.

On n'était pourtant pas sans quelque appréhension à l'égard de l'influence cléricale qu'elle pourrait subir et chercher à apporter dans le conseil. Aussi fut-elle soigneusement questionnée sur ses vues religieuses par les électeurs influents, avant d'être acceptée comme candidate; ses dispositions rassurèrent les suffrages, d'abord éffarouchés, et ils vinrent à elle en masse.

L'essai fut heureux et d'autres femmes furent bientôt admises. Au bout de trois législatures, c'est-à-dire trois sessions, chacune de trois années, la préoccupation reli-

gieuse fut complètement écartée et la confiance des électeurs leur fut acquise. On aperçut bien vite les avantages qu'on pouvait en tirer et les services qu'elles sont encore appelées à rendre sur d'autres terrains, dans les questions politiques et sociales. C'est que, disons-le, la femme secoue vite ses préjugés et change complètement de vues en politique le jour où elle se sent appelée à y jouer un rôle.

Poor Law Guardians. Une autre branche des services municipaux, le conseil d'administration des hospices et hôpitaux et des sociétés de bienfaisance (1), admet aussi les femmes. Elles y rendent des services appréciés et reconnus, surtout en ce qui concerne les malheureuses appelées à bénéficier de ces institutions. Ces conseils comptaient, à la date du 21 juin 1884, 44 femmes.

Les femmes ont tout autant d'intérêt que les hommes à avoir un bon gouvernement et

(1) Ce conseil relève de la Vestry (mairie). Il ne faut pas oublier que Londres n'a pas encore son autonomie (dont le bill se discute en ce moment au Parlement) et se trouve composé de 25 à 30 mairies ayant chacune leur conseil municipal.

des lois équitables. La différence de sexe n'a pas plus d'importance que la différence de tempérament.

On prétend qu'elles voteront avec passion ; l'expérience jusqu'ici a pourtant démontré qu'elles votent plus froidement que nous, qu'elles sont plus clairvoyantes, en même temps que guidées par une sorte d'instinct.

J'admets qu'il y aura une secousse au début. Chaque extension du suffrage est d'abord un recul, parce que les nouveaux appelés ne sont pas préparés ; c'est ainsi que l'on a vu l'Empire sortir du suffrage universel, lequel était la conquête de la révolution de 48. Mais les tâtonnements sont eux-mêmes un apprentissage et la machine régularise bientôt son fonctionnement.

D'ailleurs, ce serait une erreur de croire (à Londres au moins) que les femmes sont moins préparées à ce devoir que les deux millions d'électeurs nouveaux appelés par la dernière extension du suffrage, extension d'où est sortie plus vivace que jamais la question irlandaise. Elles ne votent pas, c'est vrai,

mais ce sont elles en grande partie qui font la propagande et conduisent les élections, par l'influence qu'elles exercent sur ceux qui votent.

Cette assimilation à l'homme est le seul moyen qu'elles aient d'assurer la prise en considération de leurs intérêts dans les lois de réforme qui les concernent. Leur immixtion infusera dans la teneur de ces lois un peu plus de philanthropie et de déférence.

Une société a été instituée pour attirer autant que possible les votes en leur faveur et augmenter à chaque élection le nombre d'élues. Le rôle qu'elles jouent dans cette branche de l'administration est celui de sœurs de charité ; leur dévouement, leurs soins infatigables, commandent l'émotion et le respect.

Or, ce sont les femmes et les enfants qui fournissent le plus fort contingent à la misère.

Au *Guardian* revient le soin de leur fournir des vêtements ; de s'occuper de leur vie intime, de leur ménage ; de leur donner des conseils ; de choisir des nourrices et des garde-malades ; de procurer des places aux filles, aux jeunes femmes ! de s'occuper des alités et des mourants.

N'est-ce pas là un service qui réclame une main féminine, surtout lorsqu'il s'agit de femmes et d'enfants ?

Une pauvre vieille me disait : « Quel bonheur qu'on ait remplacé les hommes par les femmes ! Ils étaient vite endurcis, ils se contentaient de traverser le *ward* sans s'arrêter à s'enquérir de nos besoins et de nos misères. Les femmes viennent à chacune de nous, causent, s'informent de tout, et n'ont que de bonnes et consolantes paroles qui nous réconfortent. »

Leur cause n'est-elle pas toute gagnée d'avance ? grâce surtout à des missionnaires comme M. L. Stacpoole.

La classe moyenne se sentit opprimée

jusqu'à ce qu'en 1832 ses droits politiques fussent enfin reconnus. Il en était de même de la classe ouvrière avant le bill de réforme de 1867. Les femmes, en suivant à leur tour ce mouvement, en réclamant aussi et enfin ce principe de liberté et d'affirmation, obéissent à une juste conséquence.

Le moment est venu de combattre les préjugés séculaires qui consacrent abusivement l'infériorité de la femme. Mais le premier devoir est de réclamer la révision de la loi, car c'est la loi qui perpétue le mal et éternise l'injustice (1).

Objections. On a objecté qu'elles n'étaient pas préparées par leur éducation aux devoirs civiques. Si la différence venait en effet de l'éducation, ce serait un pauvre argument, car il suffirait de les instruire pour y remédier. Et l'homme devrait-il se vanter d'une supériorité qu'il ne tiendrait que de cette

(1) Léon Richer. Ligue pour le droit des femmes.

différence ? Non, pas plus qu'il ne serait bien venu à exalter son courage en battant un homme dont les mains seraient liées. La femme s'assouplit vite aux idées, et, suffisamment préparée, il n'y a pas de doute que son appoint en politique n'ait sa valeur.

Mais peut-on prétendre que nos milliers d'électeurs, la plupart d'une ignorance absolue, étaient plus préparés qu'elles ne le sont, le jour où le suffrage universel les a appelés à l'urne. Ne valent-elles pas ces électeurs improvisés qui surgissent au lendemain de toute réforme électorale ?

M. Chamberlain, le *home secretary* (ministre de l'intérieur) nous donne raison : Pouvons-nous, dit-il, refuser à nos femmes propriétaires et imposées, le droit qu'ont tout français, tout allemand, tout anglais dans nos colonies, les nègres aux Etats-Unis, les indiens rouges au Canada, les caffres au Cap ?

La privation de leurs droits les met en outre au rang des mineurs, des interdits, des faillis, des faussaires, des repris de justice, des criminels, des fous. En un mot, quelle est

leur place ; sont-elles en dessous de la loi, ou hors la loi ?

Reprenons la suite des arguments invoqués comme titres d'incapacité.

J'écarte d'abord l'opinion de ceux qui ne font pas la part des exceptions et s'en prévalent contre toute réforme.

J'écarte également l'opinion de ceux qui, habitués à envisager les questions graves par leurs petits côtés, voudraient reléguer la femme au sérail et prétendent qu'elle n'est faite que pour plaire ou pour obéir.

Ils entrevoient la question à travers les êtres frivoles qui sont au service de leurs plaisirs ; étayant des raisonnements surannés sur ce point de départ faux, ils veulent prouver que la femme doit rester un objet de luxe.

Ce n'est pas par ces femmes-là qu'il faut juger la femme, mais par celles qui nous ouvrent les trésors de leur nature noble et dévouée. A celles-ci précisément incombera la tâche de transformer celles-là, qui vous les font juger mal.

D'autres, sans aller jusque là, ont agité la question de savoir si l'émancipation lui ferait perdre de ses charmes. L'expérience nous enseigne qu'elle lui a assuré un peu plus de respect, mais, loin de lui enlever rien de ce qui fait la femme, il en est résulté moins de frivolité, de jugements inconsidérés ; son influence sur l'homme a été plus saine, elle lui a été un guide plus sûr, plus intelligemment dévoué.

Quant à changer sa nature par un plus d'instruction, non ; on ne change pas la nature, la femme sera toujours femme de par la loi de création.

Beaucoup, d'ailleurs, qui ont atteint les résultats que nous demandons pour toutes, nous ont donné la preuve que la femme veille toujours à ses heures, sous quelque écorce qu'elle soit enveloppée, et obéit à ses besoins de plaire ou d'aimer, comme toutes les autres.

Je ne sache pas chez l'homme qu'aucun être qui se soit élevé haut au-dessus de sa génération, ait jamais transgressé et combattu

les besoins et les lois physiologiques. L'émancipation est au contraire pour nous une garantie contre le danger des actions passionnées, plus que réfléchies ; ce sera la bride au cheval indiscipliné, la main du pilote au gouvernail ; la girouette folle s'orientera et ses fantaisies feront moins de victimes.

J'aurai occasion de revenir sur cette question au chapitre suivant.

A bout d'arguments justes, on a été, en France, jusqu'à faire valoir cette spécieuse objection que, ne faisant pas le service militaire, elles ne devaient pas être assimilées aux citoyens électeurs. Pas électrices, parce qu'elles ne contribuent pas à la guerre ! Cet argument me semble une monstruosité ; c'est ériger la guerre en principe, c'est comparer un mal, une plaie, à une institution d'utilité de premier ordre, c'est fiancer nos plus belles conquêtes de progrès aux horreurs réprouvées d'un reste de barbarie.

Et c'est à la Chambre des députés de France (1881) que cette énormité a été dite en réponse péremptoire à M. de Gasté, qui demandait que

les femmes commerçantes participassent à la nomination des membres des Chambres et des Tribunaux de Commerce. Et pas un député ne s'est levé pour étouffer le rire inconvenant qu'a provoqué la proposition. On ne serait cru aux plus mauvais jours de Carthage ou de Rome.

D'ailleurs s'il faut une réponse, nous dirons que d'abord bon nombre d'électeurs ne sont pas astreints au service militaire. Ensuite, pour n'être pas soldats, les femmes ne font-elles pas un service équivalent comme ambulancières, comme infirmières, voire même comme vivandières. Je dirai plus, beaucoup ont fait le service militaire comme les hommes, et ceux qui voudraient se convaincre du rôle que les femmes ont joué dans les périodes belliqueuses, liront avec intérêt un travail sur ce sujet de M. Jean Aleson, intitulé : *Les Femmes Militaires*. Il faudrait donc pour être conséquents, vous empresser de donner le vote à celles-là.

Je renvoie aussi le lecteur au magnifique

plaidoyer d'Alexandre Dumas sur cette question, dans son ouvrage : *Les femmes qui tuent et les femmes qui votent*. Sa réponse vaut mieux que toutes celles qu'on peut faire : « Elle ne va pas à la guerre, mais elle crée vos soldats, elle les enfante dans la douleur. » Et le droit de vote me paraît un bien pauvre équivalent à ce rôle tout aussi héroïque que celui des guerriers.

La femme n'est pas soldat, Dieu merci ! c'est bien assez que nous le soyons ! Mais on ne peut pas nier son héroïsme, un héroïsme si intimement lié à sa nature que chez les sauvages même on trouve des exemples de sublime patriotisme.

Nous en avons eu tout récemment encore un exemple, à Madagascar, dans l'engagement du 28 juin 84 avec les *Malagasy* : Une troupe de femmes Betsimaovah se montrèrent sur le champ de bataille, armées de javelots, et même de fusils. Questionnées, elles répondirent qu'elles avaient apporté de la nourriture à leurs soldats et que, s'il le fallait, elles mour-

raient avec eux, ajoutant : Nous ne pouvons pas faire plus pour notre pays.

Nous n'en sommes pourtant plus à ce temps des Teutons, où la femme était élevée dans la pensée constante qu'elle devait « souffrir et oser » autant que l'homme sur les champs de bataille ; ni à cette période héroïque où les anciennes mères du pays de Galles avaient l'habitude de donner aux enfants leur première bouchée à la pointe d'un sabre.

Les adversaires du bill prétendent encore que les devoirs de la vie domestique incombent à la femme, les devoirs et travaux extérieurs à l'homme. Mais ils oublient que cette loi se modifie chaque jour sous l'empire des faits. Le nombre des femmes indépendantes, vivant de leur fortune ou de leur travail, augmente sans cesse. En assumant la responsabilité de leur propre existence, elles assument les charges qui appartiennent d'ordinaire aux hommes. Il y a là une inégalité et

une injustice qui demandent des réformes (1).

En effet, le seul fait d'être propriétaire, d'avoir des intérêts à étudier, à sauvegarder, ne place-t-il pas cette femme dans la position d'un électeur éclairé qui sait pourquoi il vote, qui a quelque chose à défendre, et, en tout cas, bien au-dessus de la masse des électeurs ignorants qui votent au hasard sous des influences ou des pressions intéressées ?

Cette femme-là connaît ses intérêts tout aussi bien que l'homme, et les défend généralement mieux. Elle comprend qu'il y va de son existence sociale de s'affirmer au milieu du grand mouvement qui tient en alerte nos gouvernants, ceux-ci moins clairvoyants souvent que les masses. Elle sent avec raison qu'on la sacrifierait moins facilement si on avait plus à compter avec elle. Car n'est-il pas injuste d'imposer des lois à une partie de la population sans lui donner le pouvoir de les contrôler que possède l'autre partie ? D'ailleurs elles demandent le vote, non comme personnes

(1) Discours de M. Gladstone au Parlement, en 1871. Traduction de Mme Coignet.

morales et civiles, mais simplement comme propriétaires payant l'impôt; et ayant les charges elles veulent les droits, c'est logique.

N'est-il pas curieux d'en retrouver une espèce de sanction dans la Déclaration des Droits, du 26 août 1789, en France, à l'article 14 :

« Ceux qui paient l'impôt ont le droit d'en contrôler, par eux-mêmes ou par leurs représentants, la nécessité; de le consentir librement d'en suivre l'emploi, le recouvrement, la durée. »

Cela n'ouvre-t-il pas le champ à leurs réclamations ? Ou sinon, pourquoi ne les exonérez-vous pas au lieu d'en faire des esclaves rançonnées ? (comme disait fort justement il y a quelques mois une pétition de femmes françaises, adressée au gouvernement).

Non-seulement il y a en Angleterre plus de six cent mille femmes de plus que d'hommes, mais il y a aussi deux à trois millions environ de veuves et de femmes non mariées, ce qui augmenterait le nombre actuel des électeurs d'environ un septième, en ne prenant que

celles qui répondent aux clauses du suffrage restreint actuel (1).

Voici les divers arguments qu'invoquent les pétitionnaires :

1^o La propriété et le paiement des impôts étant admis comme base des droits politiques, il n'est pas juste qu'une partie de la nation, qui possède, et qui paie ces impôts, soit exclue du privilège de voter.

2^o On perd, par l'absence des femmes, l'influence d'une classe nombreuse dont le sens moral est d'ordinaire hautement développé, et dont la faiblesse l'attache naturellement à la cause de la justice et de l'ordre.

3^o Dans un gouvernement représentatif, les intérêts de toutes les classes doivent être représentés.

4^o En faisant de la femme une caste à part,

(1) Le chiffre total des électeurs était en novembre 1883:

Angleterre et Galles	2,591,402.
Ecosse	315,121.
Irlande	228,278.

c'est habituer l'homme à la considérer comme inférieure et incapable.

5° En refusant aux femmes le droit de se défendre, c'est les coaliser d'une autre manière pour leur défense, leur ouvrir les voies détournées et tortueuses de l'intrigue, de l'influence occulte ou de la rébellion.

6° Enfin, la femme étant considérée comme un être faible, il est de l'honneur des sociétés modernes, que le faible, au lieu d'être opprimé, soit entendu, que sa voix ne soit point étouffée.

Alexandre Dumas dit : « La meilleure de toutes les raisons est qu'il n'y a aucune raison pour que les femmes ne votent pas comme les hommes. »

Une chose curieuse, c'est qu'on les craint trop conservatrices et que c'est précisément des conservateurs que vient en grande partie l'opposition du Parlement.

Ajoutons que son influence est bien reconnue et que nos gouvernants savent parfaitement

avoir recours à elle quand ils y voient leur intérêt. Je ne citerai que deux faits au milieu du grand nombre de documents que je possède à ce sujet :

L'admirable Association de la Grande Bretagne et de l'Irlande pour la Paix et l'Arbitrage International, a senti que le plus puissant moteur de son œuvre était la femme, et a fait un pressant appel à l'immense influence et la puissance civilisatrice des femmes de tous les pays.

Le Parlement a accordé le droit de plébiscite communal au pays de Galles pour régler la fermeture des débits de boisson le dimanche, et s'est empressé de conférer aux femmes le droit de vote, comprenant que c'était conquérir des alliées à la cause de la tempérance ; car la femme est la première à souffrir de l'ivrognerie du mari. Aussi ont-elles fait fermer un nombre considérable de cabarets.

Enfin, j'ajoute avec répugnance ce fait peu glorieux : La police secrète et l'espionnage international se sont toujours servis des femmes avec succès.

Plusieurs, et ceci est plus louable, ont été chargées d'ambassades, où elles se sont toujours montrées supérieures aux hommes.

Avant de reprendre l'historique des progrès du bill, jetons un rapide coup d'œil sur les conquêtes à l'étranger :

L'île de Man (une île anglaise) qui possède son petit parlement spécial, a accordé le droit de vote aux femmes possédant une propriété d'au moins une livre sterling par an. On ne peut pas dire que les conceptions de la loi n'ont pas été libérales.

Les femmes d'Islande (île appartenant au Danemark), possèdent le vote municipal depuis quatre ans ; la Croatie depuis six ans.

La loi de mai 1882, qui accordait le vote aux Islandaises, a été confirmée par le roi de Danemark. Ce dernier peut-il refuser à son propre pays ce qu'il a sanctionné dans une de ses dépendances ?

En Amérique, dans les territoires d'Utah et du Wyoming, les femmes jouissent depuis seize ans des droits municipaux et politiques.

Au Wisconsin existe l'égalité la plus complète des droits.

Le Sénat d'Indiana s'est déclaré favorable en 1881, à la proposition de soumettre aux citoyens un amendement constitutionnel, accordant aux femmes le droit de suffrage.

Le 27 janvier 1882, la législature du Kentucky entendit deux femmes, Mesdemoiselles James Bennett et Mary Hoggart, cette dernière fort éloquente et jurisconsulte savante, au sujet des droits de leur sexe. Le jour même, un bill fut présenté, conférant aux femmes l'administration absolue de leurs biens et assurant aux mères une autorité sur les enfants égale à celle du père. (Mv. Soc.).

Pour finir l'année 1863, la législature de l'état de Washington a conféré aux femmes le droit de suffrage ; le bill est déjà en vigueur.

Le 23 janvier, sir John Macdonald, porte-étendard de la vive agitation qui remue le Canada, a présenté le bill à la Chambre, qui

l'a repoussé le 29 avril suivant après un débat de 31 heures. La durée du combat prouve combien la lutte a été acharnée et fait pressentir une victoire prochaine.

La législature de Nova Scotia vient également de l'adopter.

En Italie, le gouvernement lui-même a proposé aux chambres un projet de loi accordant le vote municipal et provincial aux femmes.

En Suède, la loi présentée le 5 avril 1884 par M. Borg, n'a été repoussée qu'à la majorité de 53 voix, contre 44.

Enfin à St-Pétersbourg, après l'assassinat du Czar, c'est-à-dire en pleine réaction, M. Baranof, le gouverneur de St-Pétersbourg, fit élire une commission municipale par le suffrage bi-sexuel. Il y a d'ailleurs dans ce pays d'arbitraire, un journal « L'ami des femmes » qui est à la tête de ces questions (Mv. Soc.).

D'autres, comme le Helsingfors Dagblatt de Finlande, luttent sur le même terrain. En Finlande d'ailleurs, les femmes possèdent le vote communal et clérical.

La Russie a dans tous les rangs de la société de fervents adeptes de leur cause ; on en trouve jusque dans l'entourage immédiat de l'Empereur, tels par exemple les gouverneurs de Tavastehns et de Viborg.

Je ne parlerai pas des tentatives collectives ou isolées faites en France, cela sortirait de mon cadre et les faits sont présents à toutes les mémoires.

Un seul mot en conclusion de ce qui précède : Les pays ou les institutions qui ont donné le vote à la femme, ont-ils eu à s'en plaindre, à en souffrir, à le regretter ? Apparemment non, car aucun n'a proposé de loi de régression. Cette preuve de satisfaction est le meilleur plaidoyer en faveur de sa généralisation (1).

Ceci posé, reprenons l'histoire des progrès du bill.

(1) Voir dans *Le Devoir*, 16 juillet et 10 septembre 1882, les résultats excellents de l'épreuve faite au Wyoming.

Les meetings deviennent partout plus abondants et plus importants ; les femmes se font les avocats de leur propre cause et y prennent leur propre défense avec l'éloquence entraînante d'orateurs convaincus. Elles sont partout écoutées avec respect et déférence. Un certain nombre de journaux et de revues sont entièrement acquis à leur cause. En tête nous trouvons la *Revue de Westminster*, puis l'*Examiner*, le *Macmillian magazine*, le *Fortnightly Review*, *The English woman's Review*, le *Daily News*, le *Pall Mall Gazette*, et enfin et surtout le *Women's suffrage Journal* et le *Women's Union Journal*. J'en passe et de nombreux.

En un mot, l'agitation se réveille avec une unanimité et une force qui, d'après l'état actuel de l'opinion, font présager une victoire prochaine ; car elles y arriveront tout aussi bien qu'on est arrivé en France au suffrage universel, bien qu'on traitât de fou le pauvre plébéien Thomas, qui, au siècle dernier, demandait à participer au gouvernement du pays.

En 1882, par une majorité de 73 voix, comprenant celles de 7 ministres, le Parlement a promulgué une loi donnant aux femmes mariées la libre et entière disposition de leurs biens et leur conférant les mêmes droits civils que possèdent les hommes. La loi, entrée en vigueur le 1^{er} janvier 1883, permet à toute femme, mariée ou non, d'acheter ou de vendre des meubles ou immeubles, de consentir ou accepter tout engagement, de passer tout contrat, de comparaître en justice comme demanderesse ou défenderesse, sans avoir besoin d'aucune autorisation.

Nous retrouvons cette même loi en Russie où la femme a toujours conservé la propriété de sa fortune. Personne n'a le droit de lui enlever la libre et complète administration. Elle peut hypothéquer ses biens sans le consentement de son mari. Le mari n'a à intervenir par son autorisation que dans le cas de lettres de change à signer en matières commerciales, quand ils exercent leur trafic en commun.

Le 29 mai 1883, M. Hugh Mason présenta au premier ministre un mémoire signé de 108 députés libéraux et conservateurs, en faveur de l'octroi de la franchise parlementaire aux femmes qui possèdent les qualités statutaires.

Le bill présenté de nouveau aux Commons par M. Mason, vit se réduire à 16 la majorité des voix hostiles. Le tableau suivant montre éloquentement le progrès réalisé :

Chambre des Communes. Nombre de voix :

	pour	contre	majorité contre
1878	155	234	79
1879	103	217	114
1883	161	177	16

Lorsque M. Gladstone annonça le bill connu sous le nom de *Franchise Bill*, ayant pour objet d'étendre le droit de suffrage à environ deux millions de votants de plus, en abaissant à dix livres le loyer requis pour pouvoir être électeur, 110 membres libéraux du Parlement présentèrent au chef du gouvernement un mémoire démontrant que le Franchise Bill ne paraîtrait satisfaisant qu'à la condition de

s'étendre, sans distinction de sexe, à toute personne possédant les qualités exigées par le Bill pour être électrice.

M. Gladstone, tout en reconnaissant la justesse de leur demande, fit des réserves. Le vieil homme d'état, ébranlé par les menaces grondantes de l'agitation irlandaise qu'il sent faire trembler la terre sous ses pieds ; indécis et inquiet au sujet de l'hydre Egyptienne qu'il voudrait et n'ose frapper, ployant sous le faix de l'âge et des responsabilités, est dans cette période d'hésitation qui fait perdre les occasions, occasions que savait si bien saisir Lord Beaconsfield. Ces hésitations enraient les déterminations énergiques et promptes, seule solution dans le désarroi de la politique anglaise actuelle, et font commettre ces fautes toujours si chèrement payées par le pays.

On se rappelle encore la célèbre conférence de Leeds au mois de novembre 1883, au sujet des droits électoraux, conférence dans laquelle Miss Bright Clarke et Miss Cobden, demandè-

rent si chaleureusement que la réforme s'étendit aux femmes.

Nous arrivons enfin aux luttes plus récentes de 1884. Après avoir insisté pour unir au Franchise Bill le sort des femmes, ses adeptes ont cru plus prudent de ne pas le compromettre en le rattachant à un projet de loi qui devait soulever des passions étrangères à la vraie nature du bill. En effet, M. Gladstone, en le proposant, visait indirectement mais surtout l'Irlande. On crut donc préférable de se tenir sur une prudente réserve, d'observer la manière dont il serait reçu, et, s'il y avait lieu, de proposer une clause additionnelle qui y incorporât les femmes.

En attendant, les pétitions en 1884 continuent à pleuvoir au Parlement, 6 en février chez les Lords, 42 aux Communes.

249 députés étaient acquis dès ce même mois de février au succès du bill, 236 voteraient contre, 155 ne s'étaient pas prononcés.

Le nombre de ses défenseurs s'était élevé en

avril à 260, et de nouvelles recrues s'y rallient chaque jour.

Le nombre des conservateurs qui ont promis un vote favorable, s'élevait, fin mai, à 77 et comprenait dans ses rangs sir Stafford Northcote.

Enfin, fortifié, poussé, pressé par ces manifestations sympathiques, M. Woodall proposa à la Chambre la clause de rattachement au Franchise Bill, précipitation mal calculée qui fit repousser l'amendement. C'est un projet de loi spécial qu'il fallait apporter et qui ne peut manquer d'être présenté bientôt.

La conclusion de cette longue campagne approche. Les meetings redoublent sur tous les points de l'Angleterre avec un enthousiasme, un acharnement, une unanimité qui rendent la lutte passionnante. C'est comme un immense Hosanna qui monte, qui étreint la vieille silhouette silencieuse du Parlement, de ce Westminster aux lignes pures dont les gothiques clochetons, les sveltes ciselures, cherchent depuis tant d'années à dégager des

brouillards somnolents, leur image difforme dans les eaux bourbeuses de la Tamise.

Je suis forcé de m'arrêter au seuil de l'enceinte où va se livrer la grande bataille, mais les échos du scrutin seront si rapides et si retentissants, qu'après avoir ébauché l'histoire du suffrage des femmes, le dernier mot de cette mémorable lutte vous sera apporté aussitôt que prononcé.

Restriction. Je me vois obligé, avec un poignant regret, de convenir que ce beau résultat, si ardemment désiré, si strictement juste, ne pourrait pas, en principe, s'appliquer à notre pays sans une réserve.

Le vote des femmes en France dans l'état actuel, dans les campagnes surtout, serait le triomphe à courte échéance de la réaction et du clergé, et ne sera pas possible aussi longtemps que le prêtre ne restera pas loyalement dans son église, abandonnant toute immixtion

dans la politique. Balzac exclamait très justement : Le prêtre patriote est un non-sens, le prêtre n'appartient qu'à Dieu !

Il faut bien le dire, le vote doit être exercé par des femmes libres, sachant faire preuve de force et d'indépendance, en secouant l'influence pernicieuse et accaparante de ce clergé qui, à son insu, par le seul ascendant qu'il a peu à peu conquis sur elle, est toujours là, sans qu'elle s'en doute, assis à son foyer, à sa table, au chevet de son lit, aux heures de veillée où s'échangent les conversations intimes de la famille. Il la tient plus encore par le confessionnal, ce dernier lambeau de l'Inquisition, que par la chaire.

Les femmes mettront l'Église au-dessus de la philosophie, aussi longtemps que cette philosophie les rabaissera et combattra leurs droits. Le jour où la philosophie sera avec elles et pour elles, l'Église sera détruite.

Jusque-là, la femme politicienne n'est pas possible dans notre cher pays ; ce serait un

•

danger des plus graves, qui, en une seule élection, nous ferait perdre le fruit de progrès si chèrement acquis.

**L'ÉDUCATION ET LES CARRIÈRES
LIBÉRALES**

L'ÉDUCATION

ET LES CARRIÈRES LIBÉRALES

De la culture de l'esprit des
femmes, dépend la sagesse des
hommes. *Sheridan.*



Ici le terrain est plus ferme. Nous n'en sommes plus aux luttes, nous n'avons à enregistrer que les victoires. La loi électorale est, dans le fait, le dernier point en litige ; les réformes qui suivront seront les déductions inéluctables, et nous verrons bientôt tomber sous les stigmates de la justice, toutes les autres exceptions dont souffre la femme.

En matière d'éducation, elle n'a plus rien à revendiquer, elle a tout, non parce qu'on le lui a donné, mais parce qu'elle l'a justement

conquis, pied à pied, sachant répondre par des faits probants à toutes les objections, et combattre l'implacable routine, l'inertie des préjugés.

A ceux qui refusaient à leurs facultés intellectuelles le pouvoir de s'assimiler l'instruction supérieure, elles répondaient :

— Essayez-nous. Vous ne nous connaissez pas ; vous semblez nous doser l'instruction parcimonieusement comme à des cerveaux incapables de cette ingestion. La femme cesse son éducation à 18 ans, juste quand commence sérieusement celle de l'homme.

L'éducation, dit Legouvé, c'est réaliser pour la femme l'égalité dans la différence.

De quelle autorité lui refusons-nous le droit de s'instruire ? Gardienne de la paix et de la famille, elle exercera sa puissance civilisatrice avec d'autant plus de lumière que nous lui ouvrirons plus vaste le champ de l'instruction.

La femme, cette faiseuse d'hommes qui nous a tous élevés, préparera d'autant mieux des hommes qu'elle sera elle-même mieux préparée.

Par quelle injustice voulez-vous la condamner aux métiers inférieurs où l'ignorance conduit, alors que chaque jour davantage la femme est appelée à pourvoir à son propre entretien. Il y a en Angleterre, je l'ai dit, près de deux millions de femmes (je ne compte pas les jeunes filles) qui, veuves ou non mariées, luttent dans l'arène sociale pour arriver à suffire à leurs besoins honorablement. En vertu de quelle tyrannie voudrions-nous les refouler vers les bas-fonds de la société, où tant d'infortunées débordent du flot d'affamées et glissent sur la pente souriante de la vie galante ? Pourquoi leur refuser des moyens d'occupation, pourquoi chercher à les confiner à l'oisiveté, mère du vice, hélas ! mère aussi de toutes les servitudes, dont elles s'agitent noblement pour sortir ? Dois-je mentionner cette énormité courante : il n'y a déjà pas de quoi vivre, pas assez de travail pour les hommes, et vous voulez le partager avec les femmes !

Cette parole égoïste revient à dire : Nourrissez les hommes d'abord, les femmes après,

s'il en reste. Et s'il n'en reste pas, qu'elles meurent de faim !

Voulez-vous prendre à votre charge toutes ces filles qui grandissent pour la lutte de la vie ? Avez-vous un mari à donner à chacune ? Que ferez-vous des veuves, des abandonnées ? Vous le voyez bien, il faut qu'elles se suffisent, il faut donc bien leur ouvrir les carrières du travail, et pour cela commencer par les instruire.

Sinon, qu'arrive-t-il ? L'ouvrière qui ne peut pas trouver d'ouvrage tombe dans les *workhouses*, mendie ou arpente les trottoirs, quand elle ne va pas grossir cette grande charrieuse de cadavres, la Tamise, qui en rejette en moyenne un par jour sur ses rives. La femme de la classe moyenne qui se trouve sans ressource, est forcée d'en faire autant ; elle travaillerait volontiers, mais à quoi ? Elle ne sait rien, on ne lui a rien enseigné d'utile. En revanche, l'homme qui encourage sa frivolité, lui a appris et lui apprend chaque jour les ressources de sa beauté. Les chroniques mondaines et les romans entretiennent

ce mirage. Elle est presque persuadée, elle entrevoit un métier fécond, facile, agréable, et le premier qui se présente n'a plus qu'à l'y conduire par la main.

Et, croyez-le bien, même pour celles que la vie conjugale met à l'abri du besoin, l'instruction est la bienfaitrice de la famille. Instruire la femme, c'est l'initier à la vie intellectuelle de l'homme, l'associer à ses travaux, donner un guide et une aide de plus à l'humanité. De cette instruction surgit une triple influence bienfaisante : sur l'enfant, sur le mari, sur la société. En l'associant à nous, son jugement nous éclaire, son angélique persévérance nous soutient dans les combats de la vie, son enthousiasme et son admiration exaltent notre courage, aplanissent le chemin aride des luttes avec l'inconnu. Elle est l'ange gardien et le fil conducteur de ces héros du progrès : pionniers, éclaireurs, chercheurs, créateurs.

Notre amour du prestige est-il fait de la

vanité de nous croire seuls les dépositaires autorisés des secrets de la science ? Et même, alors, en ne la mettant pas à même de nous comprendre, la mettons-nous à même de nous apprécier ?

N'avons-nous pas sous les yeux mille exemples de femmes que nous appelons supérieures et en parlant desquelles nous disons qu'elles se sont élevées au-dessus de leur sexe. Non, elles se sont élevées au-dessus du préjugé pour conquérir elles-mêmes la véritable place où on avait refusé de les mettre. Elles se sont élevées jusqu'à elles-mêmes, jusqu'à ce qu'elles pouvaient et devaient être. Nous devons donc aider à réparer au plus tôt le coupable aveuglement de nos devanciers et faire de toutes, non des femmes supérieures, mais des femmes supérieures à ce qu'elles sont aujourd'hui, et leur rendre la vraie place qu'elles doivent occuper dans l'humanité.

En Angleterre elles ont fait preuve d'une profonde sagacité en se plaçant de suite sur le vrai terrain, sur celui des preuves. *Elles ont fait leurs preuves*, ce qui était la meilleure réponse aux préjugés et aux objections. Le premier examen est celui où nous les voyons se présenter pour l'obtention du diplôme de Bachelor of arts (Bachelières ès-lettres et ès-sciences), et l'on a constaté qu'elles réussissent presque toujours mieux que les jeunes gens. Les premières étudiantes en médecine ont donné des docteurs illustres comme Mistress Anderson, et bien d'autres. L'Université s'est inclinée et leur a ouvert les portes de toutes les facultés. Des trois Universités de l'Angleterre (proprement dite, sans l'Ecosse et l'Irlande), celle de Londres fut la première qui admit les jeunes filles à ses cours et à ses examens. Cambridge, qui ne pouvait se soustraire au mouvement, éblouie d'ailleurs du résultat, les accueillit peu d'années après. Des collèges spéciaux comme celui de Girton, si connu, facilitent les études et préparent les jeunes filles aux examens

universitaires. On n'en est plus, en Angleterre, à établir des lycées de jeunes filles, ils abondent ; c'est-à-dire, pour être plus conforme à la distinction entre lycée et collège, ce sont ici toujours des collèges, (1) car lycée suppose une intervention de l'Etat et en Angleterre l'Etat n'intervient dans rien. Il fait les lois et laisse aux particuliers le soin de les appliquer ; il autorise les institutions et confie au public le soin de les fonder. Les femmes furent également admises au nouveau collège de Manchester en 1876 et à la Société pharmaceutique en 79. L'Ecole de Médecine pour les femmes fut fondée en 1874, et l'Université de Londres leur ouvrit ses portes en 77.

Restait à conquérir l'Université d'Oxford,

(1) Souvent même ils s'appellent tout simplement Ladies' School, ou School for young ladies, High School, Collegiate School, etc. Ceux qui voudraient se rendre un compte exact de tous les établissements d'éducation de l'Angleterre, consulteront avec intérêt le merveilleux ouvrage du capit^e Dumaresq de Carteret-Bisson, intitulé : *Our Schools and Colleges*.

Je reviendrai d'ailleurs sur ce sujet au chapitre spécial de l'enseignement des filles.

foyer de routine et d'aristocratiques préjugés, dernière citadelle à prendre pour effacer toute distinction dans les études entre les deux sexes. Enfin, et cela remonte à la date toute fraîche de fin avril 1884, un jury venu de tous les foyers intellectuels de l'Angleterre, fut appelé à se prononcer sur la question. Les femmes montrèrent dans leurs examens une si indéniable compétence, que 143 voix de majorité se sont élevées en leur faveur (464 pour, 361 contre) leur ouvrant cette Université, dernière étape qui les met sur le pied de l'égalité la plus parfaite avec les hommes dans la question de l'enseignement, et de la pratique des professions libérales.

A part la députation, la femme peut donc désormais exercer toutes les professions indistinctement, et nous devons dire à leur honneur que les fonctions nouvelles où elles se sont produites jusqu'à présent, ont été remplies avec une compétence, un sentiment du devoir et de la justice, un dévouement, qui ne font

pas un instant regretter les concessions consenties en leur faveur.

Les femmes médecins ont beaucoup occupé l'attention du monde. On les a combattues sans se donner la peine de raisonner. Loin du médecin, la femme est le médecin naturel de l'enfant. Dans les pays où cette profession est inconnue, elle y supplée par sa divination et son merveilleux instinct.

Son existence est un bienfait. Que de jeunes filles qui y auront recours, se laissent mourir plutôt que d'avouer à un homme certaines maladies. Les femmes préfèrent aussi en général être accouchées par des femmes.

En France, la question d'internat a fait jeter les hauts cris. En Angleterre, où elle est résolue pratiquement dans certains hôpitaux, la femme a prouvé avec quelle autorité, quel zèle, quel admirable dévouement, elle sait affirmer sa compétence.

Ceci nous conduit à envisager le rôle des infirmières. En temps de guerre, leur mission,

réparatrice et consolatrice, est de ne plus quitter le blessé qui leur est remis. Mieux que l'homme, elle lui prodigue les menus soins de chaque minute. Elle n'a ni répugnances ni défaillances. Elle dépouille la femme et nous montre l'ange.

Je citerai à ce sujet les lignes suivantes empruntées à l'ouvrage du Dr Boulanger :

Elle s'habitue plus facilement que lui au sanglant spectacle des opérations, et conserve mieux son sang-froid en présence de la douleur. Aussi, instruites pendant la paix en vue des services qu'elles auraient à rendre pendant la guerre, les femmes peuvent-elles, grâce à une préparation et à une organisation sérieuses, occuper dignement dans les sociétés de secours une place que les hommes occuperaient mal, et contribuer ainsi, matériellement et moralement, à fortifier l'armée : matériellement, en remplissant des fonctions qui détourneraient de l'effectif combattant un grand nombre d'hommes ; moralement, en assurant à ceux qui tombent les soins délicats et dévoués d'une mère ou d'une sœur.

Ceci est d'autant plus important et d'autant plus vrai que, dans la plupart des maladies du soldat, procédant presque toutes d'infections (fièvre typhoïde, typhus, dysenterie, variole, etc.), ce sont les soins assidus, journaliers, minutieux, les soins de garde-malade, en un mot, qui jouent le plus grand rôle. La thérapeutique, dans ces cas, est loin d'avoir l'importance de l'hygiène et des petits soins maternels pour ainsi dire ; on pourrait citer de nombreux exemples de guérisons dues à la constante sollicitude des Sœurs placées dans les hôpitaux militaires auprès de certains malades, et l'on comprend de quel respect et de quelle affection sont entourées celles qui ont le sentiment précis de leurs devoirs.

Combien ce rôle serait doux à remplir pour une mère qui, ses fils étant à l'armée, pourrait se dire : « Ce que je donne aux enfants des autres, une autre mère le rend à mes enfants, » et combien, dès lors, les soins qu'elle prodiguerait seraient bons, assidus, efficaces !

Je dois faire un retour en arrière pour mentionner le fait auquel nous devons la grande diffusion de l'instruction en Angleterre.

Il se fonda à Birmingham en 1875, une ligue soutenue par un journal social intitulé : « La Ligue Nationale de l'éducation » qui avait pour but d'entreprendre une campagne en faveur de l'instruction gratuite, obligatoire et laïque. Le mouvement se propagea avec une telle rapidité et fit de tels adeptes, que le gouvernement s'en inquiéta. Afin d'y couper court, M. Forster, collègue de M. Gladstone au ministère, prit les devants pour ne pas être débordé, et proposa lui-même une loi dans ce sens en faisant quelques légères restrictions sur la question laïque, qui devint facultative. La question ainsi posée fut acceptée par la ligue, et la loi est aujourd'hui en vigueur dans tout le pays.

Dois-je rappeler que la statistique nous montre une diminution dans la criminalité

•

en proportion de la diminution même de l'ignorance.

J'ouvre une courte parenthèse pour insister sur un point que je voudrais voir inscrire dans toutes les législations, c'est le certificat de capacités ou diplôme. La liberté n'a certainement pas de partisan plus passionné que moi, mais elle a certaines limites qui sont sa propre garantie. L'Amérique permet d'exercer sans contrôle beaucoup de professions ; le jeu est dangereux, les charlatans en profitent et la masse en souffre. Ainsi que l'ouvrier fait un apprentissage, je voudrais que toute profession libérale, des plus humbles jusqu'aux plus hautes fonctions sociales, dût s'appuyer sur des études, et que ces études fussent contrôlées et certifiées officiellement. Le diplôme est une garantie pour le travailleur contre des concurrences déloyales, et pour le public contre les dangers de l'ignorance et du

charlatanisme. Chaque fois qu'une profession a été défendue par un diplôme, elle s'est élevée ; tout ce qui n'a pas sa marque légale tombe dans la contrefaçon, la spéculation, la fraude. Et puisque nous parlons de l'instruction, je ne voudrais pas qu'il y eût une seule branche de l'enseignement qu'on pût exercer sans diplôme. Vous verriez alors disparaître ces professeurs de langue en relations tendues avec la grammaire, ces professeurs de musique qui, plus embarrassés que l'élève, gardent un silence prudent au coin du piano, et tant de professions et de professeurs improvisés qui auraient bien plus besoin de leçons eux-mêmes que d'élèves, ces victimes rançonnées de leur ignorance.

Et pour rendre pratique l'obtention du diplôme, je l'accorderais à tous, quels que soient l'âge et la nationalité, sans frais, sans formalités, à première demande, sur simples preuves de capacités, avec des grades d'excellence, mais en ayant soin d'écarter des examens toute matière étrangère à la profession, et de n'exiger strictement des candidats que ce qui se

rattache directement à leurs besoins futurs. (1)

Un mot également sur la liberté de l'enseignement. Comme toutes les libertés elle demande un certain apprentissage, une certaine maturité. Les divisions religieuses en feraient un danger, surtout dans les pays où l'Eglise, encore toute puissante, met habilement la main sur toutes les libertés pour les faire servir à ses fins. Une liberté dans ses mains devient un instrument de servitude.

Il n'est pas sans intérêt de comparer les résultats obtenus dans les professions similaires, entre hommes et femmes.

On a remarqué que les hommes sont plus

(1) M. Gréard, recteur du nouveau Conseil Académique de Paris, nous donne raison, quant à la nécessité d'alléger les programmes, dans un très savant et très ingénieux mémoire dont il a tout récemment donné connaissance au Conseil et dont celui-ci a décidé l'impression.

philosophes, les femmes plus moralistes. L'homme procède surtout des facultés du cerveau, la femme des qualités du cœur. Les hommes ont plus le sentiment des vues d'ensemble, la femme saisit mieux les détails. Elle a, comme dit Michelet, des inspirations spontanées, des facultés sibylliques qui l'entraînent aux grandes choses. Elle est plus propre à l'administration qu'à la politique, parce qu'elle a plus l'esprit d'ordre que l'esprit générateur. Il ajoute : « L'homme et la femme sont deux êtres incomplets et relatifs, n'étant que deux moitiés d'un tout. »

En effet, on doit admirer avec quelle harmonie la sagesse divine a façonné les facultés de la femme en la plaçant à côté de l'homme, combien dans leur dissemblance ces deux êtres se complètent, ce qui est la loi de rapprochement, ce qui est notre meilleure raison pour lui restituer la place qui lui est due.

« Elle a, comme dit si bien Daudet, le secret de ces avertissements, de ces confidences que la destinée lui chuchote à l'oreille. » Aussi cette divination, cet instinct, cette perspicacité

sont-ils souvent pour nous le plus sûr conseiller, le guide intuitif, le grand avertisseur du danger.

On me pardonnera de faire une courte digression dans le domaine sentimental, afin de répondre à ceux qui ne considèrent la femme que comme l'instrument de leurs plaisirs, et qui craignent de lui voir enlever par l'instruction son charme et sa grâce.

On a dit la même chose dans les siècles passés quand il s'est agi de l'enseignement à lire et à écrire. Loin de lui rien enlever, je voudrais bien savoir comment aujourd'hui s'accommoderait d'une femme qui ne sût ni lire ni écrire, le mari le plus complaisant.

N'avons-nous pas tous les jours sous les yeux des femmes dont l'esprit cultivé rehausse l'attrait ; leur commerce est plus aimable, leur conversation moins banale n'est pas empoisonnée de cet écœurant cancanage qui fait le fond de la conversation de tant de femmes. Je

connais à Londres la fille d'une très grande dame qui se prépare à passer dans quelques mois son examen de *Bachelor of art* à Oxford, et je puis assurer qu'elle n'a perdu ni son charme ni sa grâce. Sa conversation y a gagné au contraire un attrait qui ne fait pas regretter les bavardages banals de chiffons et de lieux communs des salons.

Certes, il existe des femmes pédantes, des précieuses insupportables, des bas-bleus horripilants, mais elles forment l'exception; elles ont existé de tout temps, elles existeront toujours, que l'éducation s'étende ou non. Le vice est en elles, la faute n'en est pas à l'éducation; nous avons des femmes de lettres charmantes, et femmes autant qu'on peut l'être.

Le pédantisme est trop disgracieux, dit M. Paul Bert, pour être un vice commun parmi elles.

D'ailleurs nous ne voulons pas en faire des savantes et des pédantes, pas plus que le commun des hommes ne le sont eux-mêmes malgré l'instruction qu'ils ont reçue. Nous

voulons seulement les initier à une certaine somme de connaissances, afin qu'elles puissent suivre et comprendre les besoins de notre temps, afin de les mettre à même, au cas échéant, de pouvoir appuyer sur ces études préparatoires, les études spéciales qui, dans certains cas, pourraient leur devenir nécessaires.

Et pour citer encore M. Paul Bert : Que fera-t-elle de tant d'instruction ? Eh ! ce que nous en faisons nous-mêmes.

Que la jeune fille fasse son collège comme le jeune garçon, mais que l'Université, de même que pour les hommes, reste au petit nombre de celles qui voudraient poursuivre des carrières libérales. Et je crois que celles qui en arriveront à l'*Andrée* de M. Duruy resteront toujours l'exception.

Un mari n'a-t-il pas intérêt à ce qu'il ne se creuse pas un abîme entre lui et sa compagne par les inégalités de culture de leur esprit ? Et que d'exemples malheureux n'avons-nous pas

d'hommes qui, pour ramasser une épouse dans des sphères inférieures, n'écoutant que le langage momentané des sens et leur appétit malsain, ont payé leur égarement de toute une vie de souffrances et de perpétuels froissements. Que d'artistes, pour se marier trop hâtivement, s'unissent à des femmes que plus tard ils ne peuvent pas produire dans la société où leur talent les appelle ! Quelle union peut-on attendre d'un ménage où l'un des époux a à rougir de l'autre ? J'ai connu à Paris un de nos plus sympathiques caricaturistes qui a souffert toute sa vie de cette disproportion, expiée à toutes les minutes.

Non, laissez la femme s'instruire, vous n'en changerez jamais l'essence, elle sera toujours femme et ne perdra pas un de ses attraits. Je n'en veux pour preuve que nos grandes artistes, dont quelques-unes ont beaucoup travaillé je vous assure. Aussi n'hésitons pas, élevons la femme par l'instruction au lieu de l'abaisser par l'encouragement à la frivolité. Au lieu

d'un objet de luxe, faisons-en un objet utile.

Je ne peux résister au plaisir de citer quelques exemples curieux de ce mouvement à Londres et à l'étranger :

Il existe aux Etats-Unis, d'après le dernier recensement, 320 femmes écrivains contre 810 hommes ; 288 femmes journalistes contre 12,020 hommes ; 2061 femmes artistes contre 7042 hommes ; 154,375 institutrices contre 73,335 professeurs ; 75 avocates ; 165 prêcheuses ou prêtresses ; 2,432 femmes médecins ; 12,181 musiciennes ; puis des dentistes, des entrepreneurs de pompes funèbres, des voyageuses de commerce, des notairesses, des architectes, des sauveteurs, des capitaines de bateau, etc. (Mv. Soc.)

Quand on construisit le pont de Brooklyn, cet ouvrage gigantesque qu'on appelle la merveille du 19^e siècle, ce fut une femme ingénieur M^{me} W. A. Roebling, qui présida à une partie des travaux pendant une maladie de son mari,

lequel avait été chargé de cette merveilleuse construction. Aussi lui fit-on l'honneur de lui faire inaugurer le monument, et traverser le pont la première.

Mary Hall d'Hartford, Connecticut, est la première femme avocate qui ait été admise à la barre.

En 1883 a eu lieu à Philadelphie un congrès de femmes médecins. Une jeune doctoresse hindoue de 18 ans, fort intelligente, M^{me} Anandaibai-Jochi, en faisait partie.

Tout récemment, Miss Oates, une jeune doctoresse, a été nommée « officier de vaccination » de l'Union Fordingbridge.

Aux Indes, d'ailleurs, les femmes médecins sont assez nombreuses ; les Musulmans et les Parsies ont souscrit de fortes sommes pour s'en assurer le concours.

Une jeune veuve hindoue, la Pundita Romabai y a donné aux femmes, dans ces dernières années des conférences tellement remarquables sur l'étude de leur position sociale, sur la nécessité de s'élever par l'instruction, qu'elle a été nommée par elles leur Oukil (leur

avocate). De nombreuses prosélytes ont suivi son exemple. (Mv. Sc.)

Au Canada, les indiens ont délégué leur chef au vice-roi, le marquis de Lorne, pour exprimer leur désir d'avoir des écoles et des professeurs dont ils offrirent de supporter tous les frais.

En Russie, des collèges de jeunes filles, sous le nom de gymnases, existent depuis 1855.

Le Danemark s'honore de posséder une femme qui commande le respect et l'admiration de la nation entière, M^{me} Pauline Worm. Ceux qui désireraient lire le récit palpitant de sa vie, le trouveront dans *Dagbladet*, journal danois, n° du 18 mai 1884.

A Londres, les femmes sont au niveau de ce mouvement, et Miss Helena Gladstone, la plus jeune fille du premier ministre, n'a pas craint d'entrer comme institutrice en 1880 au Newham College. Le collège des chirurgiens d'Irlande s'est décidé à admettre les femmes aux études et à leur délivrer comme aux hommes des diplômes de chirurgiens. Les opérations qui leur sont confiées sont faites

avec beaucoup de soin et une grande délicatesse.

Elles semblent avoir l'instinct des souffrances à éviter, elles ont la main légère, sûre et prudente.

Miss Herschel, médaillée d'abord par la Société Royale Astronomique, en fut ensuite élue membre ainsi que M^{me} Somerville, en 1882.

En 1883, un nouvel hôpital de femmes s'est ouvert à Londres, conduit par quatre femmes médecins, M^{mes} Anderson, Atkins, Marshall et Chervis. Toute l'administration est féminine.

Je pourrais multiplier les exemples à l'infini, mais cela n'est pas nécessaire ; le point important est de généraliser, dans une certaine mesure, l'éducation des nouvelles couches. D'ailleurs, sommes-nous bien venus, à une époque où l'ignorance est encore si invétérée, de vouloir mettre des obstacles à l'instruction ? Nous sommes rongés de préjugés, d'idées pré-

conçues, qui ne sont que le fait de l'ignorance terrible où barbote encore l'humanité, quoi qu'on puisse en dire ; ignorance profonde qui se cache chez la plupart des êtres sous une espèce de vernis trompeur, qu'il ne faut pas égratigner de peur de rencontrer le vide. Combien peu de gens ne parlent que de ce qu'ils savent ou savent ce dont ils parlent, et pour cause !

Dans les exemples ci-dessus, j'ai dû omettre la France, où les femmes nous ont depuis longtemps prouvé jusqu'où elles savent s'élever et ce qu'elles peuvent quand les circonstances les aident, les provoquent. Il y a des noms qui me brûlent les lèvres et que je n'ose citer, cette étude étant limitée à l'Angleterre. Sans cela, dans la littérature, dans les arts, et aux heures sombres où le patriotisme révèle les héros, je pourrais grouper en foule les noms de cette phalange féminine qui est le plus beau joyau de la couronne de France.

L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE

L'ÉDUCATION DE L'ENFANCE



Je n'entrerais pas dans de longs détails sur ce sujet, bien qu'il mérite beaucoup plus d'attention qu'on ne lui en accorde généralement.

J'ai dit un jour au Grand-Orient que la première éducation était absolument incomprise et demandait une étude spéciale immédiate, conçue au point de vue de la psychologie même de ces petits êtres non préparés, qui s'en vont à l'école comme de petites victimes. Des murmures se sont élevés, il y a des gens

qui poussent le conservatisme jusqu'à ne rien trouver de perfectible. Cependant, depuis, MM. Duruy, (1) Jules Ferry, Salicis, Paul Bert, et autres, m'ont donné raison par leurs réformes ou leurs tentatives de réformes, tout comme Lackanal, Pestalozzi, Fourier, Froebel, les avaient éloquemment prêchées, sans malheureusement émouvoir l'indifférence publique.

Il y aurait ici la substance d'un volume ; je me contenterai de donner quelques aperçus qui me serviront à faire comprendre la voie où je voudrais qu'on s'engageât.

Procédons par ordre et prenons l'enfant tout petit.

On commence par faire de l'étude un épouvantail :

— Si tu n'es pas sage on t'enverra à l'école !

Il est impossible de mieux prédisposer contre le travail ces petites têtes crédules et impressionnables. C'est le contraire qu'il faut dire :

(1) M. Duruy recommandait à l'instituteur de se faire anecdotique au lieu de bourrer les jeunes têtes de dates et de faits. Je reviendrai plus loin sur les réformes de M. Duruy.

— Quand tu seras bien sage tu iras à l'école.

— Si tu n'es pas sage, tu n'iras pas à l'école.

Cette école est alors entrevue comme une récompense, ou, au moins, sans terreur, car la valeur des choses réside beaucoup dans l'idée qu'on s'en forme. On leur donne un grand prix en les faisant valoir à propos. Le fruit défendu engendre des merveilles.

Un ami, à qui j'avais donné ce conseil et qui l'avait mis en pratique, me disait : Quand mon garçon se conduit mal je le retiens à la maison, je le prive d'un jour de classe, je mets ostensiblement les livres sous clef ; et ce sont toute la journée des larmes de désespoir. Il a fini par aimer l'école comme un lieu de plaisir, et le travail par dessus le marché.

La retenue et les pensums sont une autre absurdité ; ils n'ont jamais corrigé un enfant, et les mauvais élèves s'y habituent. Au lieu de retenue, j'ai connu un maître d'école qui punissait ses élèves en les mettant simplement à la porte pendant la durée de la classe, en les

portant au tableau de déshonneur exposé extérieurement à la vue des passants. L'élève finissait par éprouver un sentiment de honte, que le professeur entretenait en ne décourageant pas les quolibets de ses condisciples.

Il était arrivé à se produire dans la classe, chaque fois qu'un élève était expulsé, un haro qui le froissait dans son amour-propre et le ramenait peu à peu. Ce maître avait ainsi créé à peu de frais un épouvantail salutaire et obtenu d'excellents résultats.

Bien comprise, la persuasion est un levier tout puissant, parce que l'enfant, comme je l'ai dit, est crédule et impressionnable. Mais pour cela, que de patience il faut déployer, car chaque caractère d'enfant demande une étude spéciale.

Voyez les terreurs de ce petit être à qui l'on dit que le loup va le croquer ; ses joies quand on lui parle du petit Noël, de St-Nicolas, de la mère Gigogne, etc. Toutes les absurdités, toutes les croyances ont prise sur ces petits

cerveaux tout neufs. Quel magnifique champ à exploiter; il ne faut que trouver des moyens d'impression sains, saisissants, convaincants. Aussi, profitons-en pour faire du travail une récompense, et non une menace, une punition.

Entrons dans l'école. Qu'y voyons-nous ? A part quelques courtes récréations et les heures de repas, l'enfant se lève pour se rendre à sa prison où il passe les meilleures heures de la journée; le soir ne lui appartient même pas : il y a encore des devoirs à faire. On les traite comme de petits forçats. On leur atrophie de bonne heure les forces cérébrales au lieu de leur imprimer une marche graduelle. L'exercice, le mouvement, si nécessaires à la santé et au développement de l'enfant, sont absolument ignorés. Quelques rares écoles ont des gymnases et c'est tout.

Eh bien, je voudrais, au lieu de bourrer dans ces jeunes mémoires surmenées une nourriture intellectuelle toujours mal digérée, qu'on n'excédât jamais quatre à cinq heures de classe, devoirs compris, et que le préau de l'école offrit aux petits élèves deux ou trois

heures d'exercices de toutes sortes, obligatoires et en commun. Je leur enseignerais la gymnastique, la natation, des jeux d'adresse qui préparent aux métiers manuels, au besoin du jardinage, de l'équitation. Je voudrais que chacun fût forcé de consacrer une heure à quelque apprentissage ; cela peut ne lui être d'aucune utilité plus tard, mais cela développe l'intérêt et la saine curiosité ; c'est un exercice et un enseignement ; c'est même un jeu auquel on peut jouer à tout âge.

Je connais un avocat qui, enfant, avait appris à *tourner* ; il fit plus tard monter un tour chez lui et il me disait : J'y donne une heure de travail quotidien ; cela m'amuse, me donne du mouvement et me conserve la santé.

Trollope sciait du bois, Gladstone est bûcheron, lord Mandeville, serrurier, etc.

Je vais plus loin. Je prétends que l'enfant n'apprend vraiment d'une manière efficace qu'avec l'aide des sens, et que s'adresser d'un seul coup à son intelligence est une erreur :

ce qui a fait dire à un illustre pédagogue anglais qu'il voulait l'école sans livres. Les sens sont le conduit, la porte qui laisse entrer les impressions durables dans le cerveau ; l'escalader en dépit des voies naturelles n'assure jamais une possession durable.

Qu'il voie donc d'abord tout ce qu'il doit apprendre. La mémoire de la vue, en se reposant sur des formes tangibles, garde plus exactement les faits ; elle les revoit en pensée. La mémoire pure, à qui l'on demande de retenir des formes expliquées, mais non entrevues, les enfouit dans la souvenance comme une succession de mots sans connexité, qui ne laissent pas d'impression et s'évaporent.

J'ouvre une parenthèse.

Sans vouloir entrer dans un examen physiologique de la mémoire, je dirai quelques mots seulement de sa fonction psychologique, afin de montrer par quel procédé logique il faut procéder avec l'enfant.

Que l'on me permette d'expliquer le mécanisme de la mémoire par une comparaison peu scientifique, mais qui paraîtra plus saisissante à ceux qui ne sont pas versés dans les questions techniques.

Le procédé de la photographie est l'image la plus rapprochée du jeu de la mémoire.

Le soleil frappe un objet pour le répercuter sur une plaque sensible. Dans la mémoire, l'encéphale est cette plaque sensible ; l'objet est communiqué aux nerfs par les sens, et les nerfs, agissant comme le soleil, reportent l'image dans le cerveau préparé à la recevoir. La succession des vibrations solaires en un nombre ininterrompu de rayons, fixe sur la plaque l'image parfaite. Un seul rayon y laisse à peine de traces, il faut une certaine durée de pose, c'est-à-dire un certain nombre de rayons ; il en est de même dans la mémoire, c'est le martellement par la répétition jusqu'à ce qu'il y ait impression sur le réceptacle, plaque ou encéphale, qui fixe l'objet.

La mémoire est donc le résultat d'une succession d'impressions reçues ; elle ne

digère et ne retient le fait qu'on lui présente, que si cette succession d'impressions est suffisante. C'est ce qui fait qu'on répète machinalement ce qu'on veut apprendre et que les choses apprises trop vite ne durent pas.

La fatigue est nuisible à la mémoire ; il n'est pas rare de voir des excès de fatigue occasionner des pertes de mémoire partielles. Les exercices intellectuels doivent donc précéder les exercices corporels.

En étudiant la manière dont elle se perd, nous voyons comment elle est constituée. On a d'abord de fréquents oublis qui portent sur les faits récents, puis les idées ne se formulent plus, les qualités intellectuelles disparaissent ; l'être pensant fait place à l'être automatique. C'est ensuite le tour des sentiments, des affections ; enfin la mémoire des actes est la dernière à s'éteindre. Cette loi de régression nous est enseignée par l'étude des amnésies

progressives. (Amnésie : maladie de la mémoire). (1)

C'est donc en proportion inverse que la mémoire, en formation chez l'enfant, doit s'organiser :

1^o Faits et actes, c'est-à-dire ce qui frappe le sens le plus parfait, les yeux. Cette mémoire est si bien la plus sensible qu'une simple impression suffit souvent à y fixer indéfiniment les faits.

2^o Affections et sentiments. Impressions morales.

3^o Idées, mouvement intellectuel. Ici, contrairement à la faculté de retenir les faits à première vue, tout, science, histoire, rôles à apprendre, demande une série d'impressions prolongées, c'est-à-dire ne peut être acquis que par une série de répétitions des faits.

Nous procédons par conséquent de la mémoire des sens, automatique et inconsciente à la mémoire pure et consciente.

(1) Un ouvrage fort curieux sur les amnésies a été publié par M. Th. Ribot sous le titre de : « Les maladies de la mémoire. »

Il faut donc commencer le travail par les yeux.

En venir ensuite à la question de sentiment, c'est-à-dire de sensation morale. On intéressera l'enfant, on piquera sa curiosité, on l'attachera aux belles choses, aux belles actions, on fera vibrer ses petites passions, son petit enthousiasme, on enflammera en lui l'amour de tous les bons sentiments.

Enfin le raisonnement, provocation des idées, viendra ensuite se greffer sur toutes les connaissances acquises sans efforts, et les groupera pour s'en servir, s'en faire un pivot et un marchepied.

Il faut donc nous baser sur ces deux faits, scientifiquement vérifiés :

— La mémoire intellectuelle s'en va la première comme elle se forme la dernière.

— La mémoire sensorielle, instinctive, la mémoire des sens, de l'inconscient, reste fidèle et inhérente à l'organisme même, comme elle a été la première à y entrer.

C'est-à-dire que les fonctions nerveuses (motrices) de la mémoire, disparaissent les

premières, les fonctions automatiques, inférieures, les dernières. Le complexe est détruit avant le simple. L'initiation doit donc se faire dans le sens inverse.

Je ferme cette parenthèse et reprends mon sujet.

M. Ernest Legouvé me donne raison dans son plaidoyer en faveur de l'enseignement par les yeux, au moyen de la reproduction photographique des lieux, des êtres, des costumes, de tous les faits rendus patents par une forme. Il veut que l'image complète le livre.

M. E. Dognée de Villers avait émis en 1864 un vœu qui fut ratifié par l'association internationale pour le progrès des sciences sociales. Ce vœu demandait des musées de reproduction attachés aux écoles, des écoles pratiques dans les centres industriels, l'étude et le développement de l'industrie locale ou d'anciennes traditions encore vivaces. Il voulait des

associations de tous genres pour former les travailleurs, et demandait qu'ils pussent participer à des récompenses publiques.

Son application visait surtout l'art industriel, mais peut se généraliser à toutes les études. M. Dognée forme l'enfant, dès l'école, par l'enseignement pratique et les musées.

Tapissez les murs, non seulement de cartes, mais de tout ce qui a rapport à ce qu'il devra connaître. On apprendra bien mieux la zoologie dans un jardin d'animaux, la botanique en herborisant, la chimie dans un laboratoire, l'astronomie dans un observatoire, et ainsi de suite. Expliquez pendant deux heures le mouvement d'une machine à celui-ci ; à celui-là montrez cette machine quelques minutes ; c'est ce dernier qui en gardera le plus durable souvenir.

Les yeux jouant ce rôle, l'enfant apprenant surtout en voyant, en touchant, en manipulant, je l'amuserais dans les heures d'exercice à des travaux qui seraient un enseignement

préparatoire, ou, en tout cas, une initiation à bien des choses que sans cela il ignorerait toujours.

Je voudrais avoir un terrain spécial (en commun aux diverses écoles d'une même ville) où, en miniature et avec des matériaux légers, je lui ferais faire des constructions volantes, creuser une rivière, y bâtir une digue, des talus, y jeter un pont, faire courir de petits rails sur des poutrelles, monter et démonter des machines, construire, au moyen de serrurerie et de menuiserie élémentaires, des charriots, des voitures, des objets de toutes sortes, etc., et une multitude de choses qui amusent, qui secouent le corps, qui rendent ingénieux et laissent des traces.

Ce serait déjà là comme une préparation à l'école professionnelle, qui est le lieu le plus pratique entre l'école proprement dite et les hauts établissements : Arts et métiers, Arts et manufactures, Ponts-et-chaussées, Ecole des mines, Ecole polytechnique. Les écoles professionnelles ne sont pas encore nombreuses

mais sont en bonne voie. J'y reviendrai plus loin.

J'aurais des parcs géographiques où l'on pourrait faire des voyages en raccourci dans les cinq parties du monde ; il n'y aurait pas d'autre chemin que les routes géographiques possibles. Chaque ville serait représentée par des attributs indiquant son industrie ou son commerce ; de l'eau réelle simulerait en petit les rivières, les lacs, les mers ; les montagnes auraient un relief proportionné. J'y ajouterais de la climatologie, de la géologie, etc. La faune et la flore auraient leur place en miniature, artificiellement. Le tout serait couvert économiquement en voliges alternant avec des carreaux, pour éviter la défiguration par les mauvais temps. Cette couverture serait utilisée pour l'étude de la cosmographie. Il n'y a pas jusqu'au soleil et la lune, que pourraient au besoin représenter des globes lumineux, dont les mouvements seraient tracés et serviraient aux démonstrations.

Il y a tout un monde dans le développement de cette petite mise en scène, et l'enfant y apprendrait plus, plus vite et d'une manière plus indélébile que dans tous les livres.

Les moyens pratiques sont toujours infail-
libles : J'ai enseigné à un enfant à dessiner de
mémoire une carte d'Europe, rien qu'en lui
montrant le moyen de retrouver ses contours
par quelques lignes de repère. Il a ensuite
fixé toutes ses capitales à leur place exacte,
toujours au moyen de quelques traits. Une
simple ligne droite, par exemple, tirée entre
Madrid et Stockholm, lui a donné la position
de six capitales : Madrid, Paris, Bruxelles, La
Haye, Copenhague et Stockholm. L'intersection
des lignes forme vérification ; ainsi la ligne
tirée de Moscou à Berlin, fixe par intersection
la position de Paris. Cela l'amusait et il
retenait. Il s'y exerçait ensuite comme s'il se
fût agi d'un jeu et en posait le problème à ses
petits camarades, ne se doutant pas qu'il
faisait ainsi de l'enseignement mutuel.

Enfin, l'histoire même, qu'il est trop jeune
pour comprendre et dont il ne conçoit pas la

portée, je la lui enseignerais par des successions de tableaux coloriés, groupant autour de chacun les faits saillants qui peuvent frapper son attention. J'aurais également soin de la limiter aux grandes lignes, laissant pour l'âge où peut s'en développer le goût, le moment de la lire avec plus de fruit.

On retient beaucoup mieux une comédie vue qu'une comédie lue. Le costume, la mise en scène, l'image d'une réalité, tout tend à planter dans la mémoire des jalons qui y fixent l'action. Si l'on pouvait jouer l'histoire aux enfants, elle prendrait possession de ces jeunes imaginations ouvertes à tous les émerveillements, avides de tout ce qui revêt une forme révélatrice pour frapper leur insatiable curiosité. L'empreinte facile entraînerait à leur insu dans le souvenir ce petit bagage de mœurs, de costumes et de tout ce qui aurait caractérisé la mise en scène de l'époque.

J'en ai fait un jour l'essai ; je m'étais amusé avec quelques amis à jouer à des enfants l'épisode jacobite du retour de Charles Stuart en Ecosse ; et quelle ne fut pas ma stupéfaction

huit jours après de les surprendre rejouant cette scène avec le plus grand sérieux et sans en rien oublier. « Jouons *au jacobite* » était le mot d'ordre.

J'en conclus, le moyen peut paraître étrange, que leur faire jouer l'histoire serait le meilleur moyen de les y intéresser et de la leur enseigner. La comédie d'école est toujours une petite fête. Tracez les scènes à grands traits et laissez à chacun le soin de compléter son rôle, vous verrez comme il piochera dans ses livres pour le rendre exact. Et l'émulation, le petit amour-propre, les applaudissements, les compliments ! Au premier succès, il serait prêt à jouer, si on le laissait faire, toute l'histoire ancienne et moderne.

J'ai connu un enfant qui avait un tas de petits bonshommes de plomb, de personnages en carton découpé, de petits soldats. Il étudiait à ce moment l'histoire romaine. Sa petite imagination frappée la lui fit mettre en action chez lui, au moyen de ses petits personnages. Jamais il ne l'oublia.

Une chose que je recommande également,

c'est l'exemple. On fait ce qu'on voit faire. Tous les enfants sont naturellement un petit peu singes, et subissent les bons comme les mauvais exemples. « Faites ce que je dis et pas ce que je fais » n'a jamais persuadé personne.

De l'assimilation des choses par la vue découle le principe de l'assimilation des choses par les unions d'idées, la ressemblance, les rapprochements, c'est-à-dire la mnémotechnie. On a fait beaucoup de plaisanteries comme toujours, au sujet de la mnémotechnie, mais j'affirme par expérience personnelle que l'étude du système Aimé Paris peut rendre, comme il m'a rendu à moi-même, des services incalculables.

Enfin je considère que de toutes, l'étude la plus importante est celle des langues, et, dès la première heure d'école, je les ferais enseigner par l'usage comme on apprend sa propre

langue dans la famille. J'aurais soin de n'en enseigner qu'une à la fois, en commençant par les plus difficiles, parce que le terrain plus neuf offre une mémoire plus fraîche.

Bien que je ne sois pas professeur, j'ai expérimenté une partie de ces moyens et j'ai été étonné de la merveilleuse rapidité avec laquelle l'enfant apprenait et retenait les faits qui, actuellement, dans les écoles, torturent le plus sa petite tête. L'étude était devenue pour lui un jeu et il se trouvait préparé beaucoup plus tôt aux travaux pratiques des carrières à embrasser.

Une question importante. Chez lui tout est neuf ; à tout ce qui frappe sa curiosité, il est armé d'un : pourquoi ? Il faut toujours être préparé à lui donner une réponse simple et explicative. Chaque *pourquoi ?* est un pas volontaire qu'il fait en avant, qui fixe mieux la chose dans sa tête ; il vous épargne un enseignement qu'anticipe un mouvement d'intérêt. La curiosité est un excellent auxiliaire

de la mémoire ; les natures curieuses sont celles qui apprennent le plus.

Que notre système actuel est loin de tout cela ! Les deux premiers points à combattre sont la routine et l'encombrement des programmes. Le grec et le latin à outrance, au lieu de la science et des langues modernes, sont une éducation platonique qu'il est temps de remplacer par une éducation positive, en rapport avec les besoins de ce siècle de fer. L'apprentissage de la vie réelle, aujourd'hui que l'expression de Darwin « la lutte pour la vie » est devenue le mot d'ordre, s'appuie fatalement sur la somme de connaissances acquises.

Écoutons M. Escoffier :

Notre jeunesse, ensevelie sous la poussière de l'antiquité, perd son temps à étudier un tas de vieilleries irrévocablement mortes. Laissez le grec et le latin à une élite de lettrés pour en conserver la pieuse tradition ; mais ce qu'il ne faut pas, c'est que la masse travailleuse

— sorte de prolétariat intellectuel — fasse les frais du dilettantisme de cette minorité privilégiée. On ne doit pas sacrifier des centaines d'innocents appelés aux luttes de la vie, aux préférences d'un rhéteur ou d'un poète.

Tout l'argent que l'on consacre à gaver de ces friperies d'autrefois les jeunes générations, aboutit à un résultat quasi nul. La foule n'y mord plus, son instinct l'avertit qu'il y a mieux à faire. Soyons de notre race et de notre terroir ; assez d'exotisme, alors qu'il soit velouté de la moisissure des siècles. Disons bien ceci, c'est que ces machines fossiles ont encore plus faussé d'intelligences qu'elles n'en ont formé. Espérons qu'on va dégager nos enfants de l'emballotement traditionnel et orienter leurs cerveaux malléables vers les exigences des âges modernes.

Donnons-leur pour les combats de l'existence des armes meilleures que les dissertations verbales d'une phraséologie décrépite, les citations rancies et les réminiscences mythologiques. Mettons les compétences professionnelles au-dessus des coquetteries littéraires.

M. Frary va plus loin encore et donne au latin le coup de grâce dans le remarquable pamphlet qu'il a dernièrement publié sur cette question.

Un danger constant pour les jeunes filles, danger qui touche à l'éducation plus encore qu'à l'instruction, ce sont les couvents religieux. Les enfants sont détournés de l'affection de la famille au profit du mysticisme de l'église. Le mensonge et la dissimulation se glissent dans leur âme, inculqués à chaque minute, par ces pratiques d'hypocrisie au moyen desquelles on prévient les épanchements. On y apprend à se détacher des choses du monde, à désaimer ses parents. On rend ces petits cœurs indépendants par la concentration au profit de notions fausses sur la vie et la société. Les uns tombent dans le piège ; les natures plus fortes résistent et se révoltent. C'est dans ces couvents fermés que l'inconnu provoque de romanesques aspirations et que se recueillent ces femmes imprégnées de dissimulation,

dont on ne peut redresser le cœur. C'est parmi elles que se recrute, ainsi que l'expérience l'a démontré, cette graine de ménages à trois, ces besoins d'essor dissimulés ; dissimulation provoquée par l'éducation cachotière du couvent et par la longue compression où ces jeunes cœurs sont retenus comme dans un étau.

Ce sont des nids à clabaudage, à médisance, à intrigues. Les jésuites se servent de leur influence, on y tient le bilan des grandes familles dont on cherchera à attirer les jeunes filles, précipitant ainsi ces pauvres âmes toutes neuves dans le moule qui les déforme et les stigmatise.

Les préjugés y sont outrés et l'éducation faussée. Une mère qui y fourvoie sa fille prend vis à vis d'elle dans l'avenir une grande responsabilité. De même que dans les établissements de jésuites, la rapacité y est proverbiale et l'impudeur des extorsions révoltante.

Il est incompréhensible que le progrès n'ait pas balayé ces repaires ténébreux et qu'on trouve encore des mères assez aveugles, assez

bornées, assez coupables, pour y emprisonner la jeunesse de leurs enfants.

Ce n'est pas chose facile que de mettre au point les intelligences, de savoir, dans leurs replis, débrouiller les aptitudes, les voies naturelles. L'éducation devrait être d'essence toute morale au lieu d'être routinière comme la font les écoles. Chaque enfant a besoin d'être pris et compris.

La verge, élément barbare et funeste avec les uns, est parfois un mal nécessaire avec les natures rebelles, mais je voudrais qu'elle fût appliquée par le père et non par le maître d'école. Tel enfant sera sensible à un reproche au point de ne jamais retomber dans la même faute. D'autres, obéissant à des instincts pernicieux, doivent dès l'enfance être redressés par la force ; ils ne tiennent aucun compte d'une admonestation, se moquent des pensums et des menaces. Leur prodiguer des injures ou leur faire de la morale n'aboutit qu'à exciter leurs ricanements. Dites : « Je le dirai à ton

père. » Il rit, il sent votre faiblesse. Mais dites-lui : « Je te tirerai les oreilles. » Il a peur, il sent votre force. Et la force seule peut dompter ceux-là ; c'est le seul correctif des mauvaises natures. Elle doit être employée de bonne heure, avant qu'ils n'aient pris un mauvais pli. Mais il faut qu'elle soit l'exception, et il faut bien se garder de battre les enfants qu'on peut redresser par des moyens plus doux. Il ne faut leur montrer, dans leur intérêt, aucune faiblesse, aucun relâchement dans la discipline, mais aussi il ne faut les rendre victimes d'aucune injustice.

Je ne pousserai pas plus loin cette rapide ébauche. Le sujet est trop vaste, trop sérieux, pour être traité dans un chapitre accidentel. J'y ai touché en passant parce qu'il est bon de réveiller l'attention publique sur ces questions trop facilement écartées par les parents, négligées par les éducateurs.

Mais je finirai par un point devenu essentiel,

par un appel de solidarité aux femmes. Si vous voulez faire triompher votre cause, unissez-vous. Pour cela, bannissez d'abord cette petite rivalité qui préside à toutes vos actions. En vous soutenant, en vous rapprochant, en vous unissant, vous deviendrez une légion formidable. Vos misérables rivalités font votre faiblesse. Ayez entre vous un peu plus de charité, un peu plus d'indulgence, un peu plus de justice. Au lieu de toujours vous adresser aux hommes en tout, pensez à celles d'entre vous qui exercent le même métier.

Dans l'éducation, rappelez-le vous, la femme enseigne avec plus de patience, plus de conviction. Elle a des finesses, des intuitions d'une fécondité égale à sa persévérance. Elle a des solutions pour tout, et la moralité a tout à gagner à leur enseignement. C'est d'elle que nous viennent tous les raffinements, toutes les délicatesses. Ce n'est pas la mère qui enseigne à ses filles les honteux pugilats des rues, les perversités précoces. Nous ne perdons jamais rien à mêler la femme à notre éducation.

Un autre conseil, Mesdames, ne rabaissez pas de gaieté de cœur la valeur des vôtres en rétribuant les femmes moins que les hommes pour le même ouvrage ; d'autant plus, l'expérience l'a prouvé, qu'il est plus consciencieusement fait par les représentantes de votre sexe que par les élus du nôtre. En repoussant vos congénères pour vous adresser au genre masculin, vous montrez combien vous avez peu de confiance dans vos semblables, ce qui par contre-coup, donne de vous-mêmes une pauvre idée. Vous vous dépréciez trop, et trop vous sacrifiez au prestige mâle. Vous vous rabaissez dans la personne de vos sœurs. Votre choix d'un homme, votre dédain pour la femme, est une accusation d'impuissance et d'ignorance que vous lancez contre vous, parce que vous jugez les autres d'après vous-mêmes.

Essayez d'un peu de concorde, d'affectueux intérêt, de charité ; rapprochez-vous, oubliez vos divisions imaginaires, et votre force fléchira à vos pieds l'humanité éblouie et conquise.

L'ÉDUCATION DANS LA FAMILLE

L'ÉDUCATION DANS LA FAMILLE



Un mot, en passant, au sujet de l'éducation des jeunes filles dans leur famille, de celles qui n'ont à redouter aucun des périls de la vie, et dont le mariage est l'objectif : des jeunes filles de la noblesse et de la bourgeoisie.

Les unes reçoivent leur petit bagage d'érudition dans les établissements publics, bagage léger, en général, mais suffisant pour ce qu'elles auront à en faire. D'autres sont confiées aux mains d'institutrices, usage qui tend à se généraliser, mais qui, dans son état présent,

est sincèrement déplorable, mal compris, mal organisé, et absolument improductif.

En général et partout, l'inexpérience, l'impéritie, la faiblesse des parents, est au comble.

Il faudrait, pour ainsi dire, des cours à l'usage des mères, sur la manière dont l'éducation des enfants doit être entendue. C'est une étude qui comprend en même temps un peu d'hygiène, une certaine philosophie et un petit groupement de connaissances toutes spéciales. Cela dissiperait bien des préjugés, de dangereuses pratiques, d'ignorances fatales. Et l'on ne verrait plus de ces jeunes recrues du mariage, sur le point d'être mères, ignorant absolument comment on manœuvre et élève un bébé, et plus tard, comment on forme son caractère et dirige son éducation.

Combien trouve-t-on de ces enfants dont on dit qu'ils sont bien élevés? Et encore ce mot ne s'applique guère qu'aux manières, qu'au savoir-vivre, non au développement des qualités du cœur et de l'esprit. En effet, il

y a des égoïstes et des ignorants fort bien élevés.

Combien, trop gâtés, tournent mal et font payer aux parents, par les larmes de toute une vie, leur faiblesse et leur négligence !

Combien peu savent donner une direction aux aptitudes de leurs fils ; combien font retomber leur propre ignorance sur ces petits êtres qu'ils fourvoient ; combien, sacrifiant tout au luxe, trouvent toujours trop chère l'éducation, et souvent élèvent leurs enfants sans leur rien faire enseigner ! Vous dirai-je quels désastreux exemples j'en ai eu sous les yeux, même chez de très hauts personnages, occupant des positions officielles, qui leur imposent une constante représentation !

Combien aussi considèrent l'étude comme une superfluité chez ceux de leurs fils que la fortune attend. A quoi bon travailler, puis-
qu'ils seront riches. D'autres même, qui n'ont

pas cette perspective de fortune, vont jusqu'à dire : « Nous leur trouverons une héritière qui les dispensera de tout travail. » Ils les entretiennent dans ce mirage de honte.

Tout homme, fût-il né sur les marches d'un trône, ne devrait-il pas pouvoir se dire avec fierté : J'ai dans les mains l'outil qui doit ou qui pourrait au besoin me faire vivre.

Les riches n'enseignent pas assez le travail à leurs enfants ; l'oisiveté glisse alors, dans ces cerveaux incultes, les caprices et la suffisance. Elle en fait des volontaires, des ignorants, d'arrogantes nullités.

Leurs filles se croient nées pour briller, pour courir le monde ; pour écraser dans le carrosse qui promène leur indolence, les travailleurs qu'on leur apprend à mépriser ; pour habiller et déshabiller leurs vaines personnes comme elles traiteraient une poupée.

Mères aveugles, enseignez plutôt à vos enfants l'honneur du travail ; montrez-leur les pauvres qui luttent ; ouvrez leur cœur à la compassion,

à la charité, au respect, au lieu de les vouer aux futilités d'existences inutiles, aux orgueils creux, aux mépris inconsidérés, aux précoces aspirations coupables. Montrez-leur, au lieu d'écouter leurs caprices, la reconnaissance qu'elles doivent à la destinée, les devoirs que leur impose cette dernière envers de moins favorisés. Montrez-leur ces innombrables jeunes filles, plus jolies, plus instruites qu'elles, et qui luttent tout le jour pour le pain de la vie. Intéressez-les à ceux que le sort n'a pas favorisés comme elles. Vous les rendrez meilleures, elles verront peut-être le mariage sous un jour plus raisonné et feront sûrement de meilleurs ménages.

J'ai cité ailleurs des sociétés de femmes qui savent purifier leur existence de grande dame en assumant à leurs heures le rôle de sœurs de charité, ou, plus proprement, de sœurs de l'humanité souffrante. Les unes s'occupent des misères douloureuses, les autres des enfants

abandonnés, celles-ci des filles tombées, celles-là des orphelines, des malades.

Eh bien, attachez-les à ces œuvres, au lieu de leur laisser traîner languissamment, quelque roman à la main, une existence empoisonnée dès l'enfance par toutes les perfides insinuations de l'oisiveté.

Préparez des femmes au lieu de préparer des poupées. Préparez des mères au lieu de préparer des recrues à l'adultère.

L'ÉDUCATION DES FILLES

L'ÉDUCATION DES FILLES



Avant de passer la plume aux autorités anglaises que j'ai consultées, donnons une courte statistique de l'éducation des filles en France.

Il y a actuellement quatorze lycées. Le lycée, impliquant l'intervention de l'Etat, n'existe pas en Angleterre. Il est remplacé par les *High schools*, qui correspondent à nos collèges. Ces derniers chez nous sont au nombre de dix-sept qui dépendent de l'Université, et de beaucoup d'autres qui sont des institutions libres. Il y a également, indépendamment des établissements laïques d'enseignement

secondaire, un grand nombre de cours à l'usage exclusif des jeunes filles. De 1852 à 1867, le nombre de ces cours a presque triplé. La Sorbonne, en 1867, constitua les siens, sous la dénomination d'Association pour l'enseignement secondaire des filles. Paris et la province les ont imités. En 1882, il en existait déjà 101, et leur chiffre a aujourd'hui dépassé 300.

M. Duruy avait proposé que l'enseignement secondaire fût régulièrement divisé en trois ou quatre années, chacune de six à sept mois d'études. Il voulait des devoirs, des compositions mensuelles, et un examen pour passer d'une année à l'autre. Un diplôme couronnait l'enseignement. C'est là-dessus que se sont appuyés M^{rs} Camille Sée et Paul Bert dans leurs projets de loi. La loi votée s'est légèrement écartée des idées de M. Duruy ; à l'issue de la période scolaire, qui est de trois ans, elle donne des sujets de composition et décerne quatre médailles. Des brevets de capacité sont en outre accordés aux bonnes élèves.

Je renvoie ceux que la question intéresserait, au remarquable ouvrage de M. Gréard,

vice-recteur de l'Académie de Paris, intitulé : « L'enseignement secondaire des filles. » Je recommande également « La Femme et l'Education » par M^{me} C. de Barreau, récemment nommée officier d'Académie, et enfin, dans un sens plus général, un livre anonyme (l'auteur est M. Léon Giraud) qui, sous le titre de « Essai sur la condition des femmes en Europe et en Amérique », offre une grande hardiesse de vues dans ses conclusions et présente une réelle valeur.

Les écoles professionnelles de filles commencent à nous préoccuper. Les écoles professionnelles en général ne sont pas encore nombreuses mais sont en bonne voie. Il faut citer à Paris celle que la ville a ouverte boulevard de la Villette (école Diderot) et trois autres en formation ; les écoles ménagères pour les femmes (il y en a cinq à Paris et d'autres en préparation) ; deux orphelinats érigés en institutions manuelles pour les femmes, l'une aux Andelys, l'autre à Vitry. Celle des

Andelys compte 300 jeunes filles de 12 à 21 ans, occupées à devider de la soie ; celle de Vitry 110 filles qui fabriquent des sachets et font l'emballage. Elles s'occupent en outre, dans ces deux établissements, de tous les devoirs de maison, d'éducation, de jardinage, etc. D'autres se sont créées depuis ; le mouvement est donné et s'accroît tous les jours.

La province en a fondé une centaine et en Angleterre elles sont fort nombreuses.

Leur multiplication ne saurait être trop encouragée. Saumur a donné l'exemple en 1884. M. Rigolage a annexé au collège dont il est le principal, une de ces écoles. Il fait observer qu'on crée des armées de bacheliers et de brevetés, tandis que trois cents jeunes gens seulement peuvent être reçus chaque année dans les écoles d'Arts-et-Métiers. L'école de Saumur, qui fait le plus grand honneur à son fondateur, prépare des élèves à l'école des Arts-et-Métiers d'Angers. De plus, les candidats refusés dans cette dernière école et

ayant passé l'âge d'admission, reçoivent une éducation compensative qui leur met en main des moyens pratiques de travail.

L'enseignement manuel compte en France un champion qui poursuit son œuvre en pionnier, c'est M. Salicis, inspecteur général de l'instruction publique. Il avait ouvert rue Thuillier une école spéciale, de laquelle soixante-douze instituteurs, en deux ans, étaient sortis pourvus du brevet manuel. Mais cette école a été fermée pour faire place au musée pédagogique. L'école normale supérieure de St-Cloud est la seule à ma connaissance qui forme chaque année de vingt à trente maîtres brevetés. Mais il y en a une qu'il faut citer, c'est l'école communale de la rue Tournefort établie en 1871, où M. Salicis a trouvé dans M. Laubier un auxiliaire qui l'a compris et a installé des ateliers à l'usage des enfants. Les résultats sont curieux, surprenants, et il y aurait un immense intérêt national à ce que ce système fût suivi dans toutes les écoles.

Les 90 écoles normales de France doivent, d'après la loi du 28 mars 1882, mettre leurs élèves en état d'inculquer aux enfants des écoles primaires, les premiers principes des métiers qu'ils peuvent être destinés à exercer. En cas d'insuffisance, la tâche revient à l'initiative privée, aux écoles professionnelles. Dans les grandes villes, les chambres syndicales peuvent fonder de pareilles écoles, comme elles ont créé rue Vieille-du-Temple une école d'horlogerie dirigée par M. Rodanet. Dans les petites villes, les conseils municipaux pourraient prendre la même initiative, ou, en attendant mieux, subventionner l'école primaire et y annexer des cours manuels.

Un mot des sociétés d'instruction avant d'en venir à l'Angleterre.

La plus ancienne en France est la Société d'Instruction élémentaire, fondée en 1815 par les grands philanthropes qu'on appelait J.-B. Say, Choron, de Laborde, Mérimée, Carnot,

Hachette, Larochefoucault - Liancourt, de Lasteyrie, etc.

Elle avait, dans le principe, imité le système Anglais d'enseignement mutuel ; elle fonda des écoles pour le propager et le répandit dans le monde entier.

Cette société, dont il serait intéressant de donner l'historique, fait, dans son local de la rue du Fouarre, des cours gratuits pour les jeunes filles. Plus de trois mille élèves suivent ces cours qui ont lieu tous les jours de dix à six heures, et passent les examens qui s'y rattachent. De plus, près de 7.000 enfants des deux sexes y ont pris part. Cette institution s'étend tous les jours, et dans Seine-et-Oise où elle a fondé, cette année même, une annexe de ces cours, plus de 450 écoles lui ont envoyé des élèves, dont le nombre s'élevait, au moment où j'écris, à 2.000.

Mentionnons également la société d'Instruction et d'Education, fondée en 1869 sous la présidence de M. Honoré Arnoul et la vice-présidence de M. Emile Loubens, et qui a rendu d'immenses services.

Son but est de propager et de favoriser, par tous les moyens, l'éducation et l'instruction du peuple, d'aider à la création de cours, à la vulgarisation de toutes les connaissances utiles, d'encourager les maîtres, de récompenser les élèves, de mettre en lumière tous les procédés d'instruction, de signaler à l'attention et à l'admiration de tous, ceux qui s'attachent à ce noble et consolant problème qui a pour résultat l'enseignement. (1).

Enfin il faut citer aussi la Ligue de l'Enseignement dont le récent congrès de Rouen a démontré toute la valeur.

En Angleterre, je voudrais citer l'autorité de Lord Brownlow, M. C. Fowler, M. P., du Dr Hannay, du Dr Paton, de l'archevêque de Canterbury, de la princesse Louise elle-même,

(1) Je renvoie pour plus de détails au *Petit Journal* qui a donné et ne cesse de donner in-extenso le mouvement de l'éducation en France.

et infiniment d'autres, mais je me contenterai de quelques observations que me fournissent l'évêque de Londres et M. Mundella, ministre de l'Instruction publique, et de laisser parler Miss Frances Thomson dont je donnerai les titres plus loin.

L'évêque de Londres d'abord :

Les années qui suivent l'âge auquel les enfants quittent l'école primaire ont une grande influence sur la formation de leur caractère. C'est à ce moment, où l'éducation devrait les prendre et les former, qu'ils sont au contraire les plus négligés. L'éducation du soir, pour ceux que le travail commence à réclamer, doit être, après les longues heures de fatigue, attrayante, récréative et pratique.

Les *Trade Councils*, se rendant à cette observation, ont demandé son assentiment au *School Board*, qui, non seulement s'est associé à ces vues, mais a pris à tâche de fournir des locaux commodes dans les écoles pour les classes du soir.

M. Mundella, qui navigue dans les mêmes eaux, demande à étendre l'instruction par tous les moyens. Il remarque qu'en Allemagne l'assiduité aux écoles du soir est obligatoire. Dans une seule ville, observe-t-il, six pour cent d'adultes suivent ces cours. Cette proportion porterait pour Londres à 240,000 le nombre de disciples. A Berlin, les enfants sont forcés de suivre l'école jusqu'à l'âge de 14 ans et, après cet âge, les classes du soir. Dans une seule école de Berlin, deux mille jeunes filles en trois ans avaient fait des études complètes.

Il réclame à grands cris les écoles d'application, les cours manuels pour la population ouvrière. Il rappelle la commission technique envoyée en Suisse sous la conduite de sir B. Samuelson, et ces mots recueillis dans le petit pays libre : « L'éducation est considérée par le riche comme une sauvegarde et par le pauvre comme son plus précieux héritage. »

Je laisse ici la place à Miss Frances Thomson pour nous parler des High Schools, de l'évolu-

tion des esprits en Angleterre et du mouvement de l'éducation. Miss Thomson est à la tête d'un des meilleurs collèges de jeunes filles de Londres, c'était une autorité à consulter et je transcris, tel qu'elle l'a elle-même écrit en français, l'intéressant aperçu qui suit :

« Depuis ces derniers vingt ans, un développement régulier et continu s'étant fait dans l'éducation des jeunes filles, il a fallu, pour répondre au mouvement de l'opinion publique, qu'une réorganisation entière s'effectuât dans les établissements d'éducation. Le progrès, en ce peu de temps, fut tellement rapide, que ceux seulement engagés dans la lutte purent en apprécier l'étendue et se rendre compte du mouvement parcouru depuis 1863, époque où s'assembla la première « Commission pour établir officiellement l'état des écoles et des pensions de jeunes filles. »

Ma propre expérience (c'est Miss Thomson qui parle) ne remonte pas aussi haut ; ce n'est

qu'en 1871 que j'ai entrepris la direction d'un collège de jeunes filles pour la haute bourgeoisie. J'avais l'enthousiasme et le courage, mais je n'étais pas absolument rassurée, et c'est uniquement pour m'être agréable que deux de mes élèves se présentèrent aux examens de l'Université de Cambridge. Elles réussirent, mais j'eus à subir les reproches des parents qui redoutaient les « idées avancées ! » et craignaient qu'un peu de savoir ne nuisit à la santé et à la beauté de leurs enfants, ne les empêchât même de se marier.

A cette époque, si près de nous pourtant, on croyait encore que l'instruction n'était nécessaire qu'aux institutrices ou autres malheureuses obligées de gagner leur pain. Eh bien, nous pouvons dire maintenant que *nous avons changé tout cela*. Les craintes se sont évanouies avec les préjugés. Mes deux petites héroïnes se sont mariées depuis longtemps, sont mères, et font aujourd'hui le bonheur de leur *homes*.

La grande majorité des jeunes filles de pension se présentent maintenant à ces examens

publics. C'est pour elles un moyen de s'assurer qu'elles ont atteint un degré suffisant d'instruction pour leur âge et, dans les cas spéciaux, qu'elles sont en état de commencer des études plus sérieuses.

C'est à Miss Frances Buss qu'appartient l'honneur d'avoir conçu l'idée des écoles publiques pour les jeunes filles de la bourgeoisie. Dès 1850, elle tenta de donner à la pension qu'elle dirigeait une organisation plus en rapports avec celle des écoles publiques, et dès ce moment elle consacra tout son talent, son infatigable énergie et une partie de sa fortune, à la réalisation du but qu'elle se proposait pour l'élévation de son sexe. Après 24 ans d'une lutte assidue, Miss Buss a eu le bonheur de voir l'indépendance et la stabilité assurées à son école, par une dotation de vingt mille livres que lui votèrent les « Commissioners of the Platt Charity » et, en 1878, par un don de trois mille livres de la « Cloth-workers Company. »

L'école originale comptait 60 élèves ; en 1870, le nombre avait augmenté jusqu'à 200, et aujourd'hui, en juillet 1886, 920 jeunes filles reçoivent leur éducation sous la direction de Miss Frances Buss. 197 se sont présentées l'an dernier aux examens des Universités de Londres, d'Oxford et de Cambridge.

L'histoire de cette école est une démonstration du changement radical qui s'est fait dans l'opinion des parents et du public, et le succès de Miss Buss a fait naître des imitateurs, des rivaux et des émules.

En 1872, une société publique s'est formée dans le but de pourvoir aux besoins intellectuels des jeunes filles de la petite bourgeoisie. Cette classe avait jusqu'alors été très négligée, se trouvant trop indépendante pour suivre les écoles de charité (National School) et ne pouvant entrer dans les écoles et pensions supérieures de la haute bourgeoisie et de la petite noblesse.

Cette société (Girls public day School Company), a commencé ses opérations par Londres. Ses High Schools ou Collèges ren-

dent les plus grands services aux enfants des milliers de boutiquiers de la capitale. Elle cherche à s'étendre dans tout le pays et compte déjà 29 grandes écoles bien organisées, en pleine activité, avec des cours suivis par plus de 5540 élèves.

On vise à donner à toutes ces jeunes filles une éducation solide et pratique, propre à les rendre capables de bien remplir les devoirs d'une vie active et laborieuse. Les élèves dont l'intelligence est plus développée et qui peuvent donner plus de temps à leurs études, y sont préparées pour les Universités.

Une pareille éducation, mise à la portée d'une classe autrefois privée d'instruction, aura certainement des résultats importants et aidera beaucoup à diminuer les distances et différences extraordinaires qui existent entre les classes sociales en Angleterre.

Mais l'élévation de la couche inférieure exige un avancement proportionné dans la haute bourgeoisie, qu'elle pousse en avant.

Des sacrifices nécessaires arrivent juste à un moment où les revenus de cette classe diminuent chaque jour sous le poids des crises agricole, commerciale et politique, qui accablent la Grande Bretagne.

A nouveau mal, nouveau remède. Pour venir en aide à cette classe supérieure, une société vient de se former qui fournit, à un prix modéré, de bonnes pensions où les jeunes filles peuvent recevoir la plus haute instruction, une instruction égale sinon supérieure à celle que trouvent leurs frères dans les écoles d'Eton, de Harrow, de Clifton, etc.

Cette généreuse idée est due à M. Brereton, chanoine prébendé de la cathédrale d'Exeter, qui, disciple du célèbre Dr Arnold, de Rugby, a hérité de l'enthousiasme sans bornes que possédait son maître pour l'éducation. Heureusement pour notre sexe, après avoir fondé des écoles et un collège de garçons à Cambridge, il consacre maintenant tous ses soins à assurer les mêmes avantages aux jeunes filles.

Il a réussi à donner un caractère officiel à

son collège de Cambridge : « Norwich House, » et à former la société des *Graduated County Schools*. Bien que cette société n'existe que depuis le mois de septembre 1884, elle compte déjà huit pensions dans les différentes parties du pays.

Il reste maintenant à porter la guerre contre l'ignorance féminine jusque dans les plus hautes régions, car les jeunes filles de l'aristocratie sont les plus en retard dans le mouvement général.

Rassurons ceux qu'effraie le développement des études. Les enfants, il est vrai, ont à pousser leur éducation plus loin que ne le faisaient leurs aïeux. Mais il ne faut pas oublier que les études se font dans des conditions beaucoup plus favorables ; ils ont hérité d'une aptitude plus grande au travail, le champ du cerveau est, de génération en génération, mieux préparé ; tout, logement, nourriture, vêtements, exercices physiques, jeux, etc, est meilleur et mieux compris. En un mot les

circonstances sont plus favorables à la tâche qui les attend. Parents, médecins, instituteurs, comprennent également mieux la direction à donner à l'enfance pour la rendre plus heureuse, malgré les exigences en apparence rigoureuses d'une vie plus laborieuse.

FRANCES THOMSON,
Vernon, Pembridge Villas.

Miss Thomson a modestement oublié d'ajouter qu'elle s'est enrôlée dans l'œuvre de M. Brereton, à laquelle son expérience et son habileté apporteront un renfort précieux.

PROTECTION DE LA FEMME

ET

SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

PROTECTION DE LA FEMME ET SOCIÉTÉS DE PRÉVOYANCE

L'OUVRIÈRE. — LES UNIONS.

Tant que chaque créature humaine
n'aura pas sa part de pain et d'amour,
nous aurons la folie du crime, la pro-
vocation à la désespérance.

E. Napollon. (1)

Le travail doit nourrir le travailleur.
Mouvement Social.

Il me reste à traiter l'intéressante mais poignante question de l'ouvrière. Ici il nous faut descendre de plusieurs échelons l'échelle sociale, et pénétrer dans un monde dont les clameurs, soupirs ou sanglots, ne montent pas

(1) Mme E. Napollon. Journal « *L'Humanitaire* » de Naples.

d'ordinaire jusqu'à nos oreilles. Ils sont nombreux les démocrates en chambre qui se déclarent prêts à tout faire pour le peuple, mais détestent son contact. Cependant c'est en voyant de près ses misères, âpre stimulant, qu'on se rend compte de la boue qui baigne la base de notre édifice social, de notre société qui se dit volontiers Athénienne. Plût à Dieu qu'elle fût un peu plus Spartiate !

Il y a dans la Grande Bretagne seule, sans compter l'Ecosse et l'Irlande, trois millions de femmes qui gagnent leur vie par le travail, dans les conditions les plus défavorables. Aussi l'organisation du travail dans les grandes villes est-elle une des plus importantes, peut-être même la base, de toute réforme sociale, et, jusqu'à ce que cette question soit résolue, il est difficile d'apporter un remède efficace à la prostitution et au paupérisme, qui forment le fond trouble de toute civilisation mal échafaudée.

Le 10 juillet 1875, le *Queen* publiait une lettre d'un grand négociant du West-end de

Londres, établissant qu'on paie deux pence (20 c.) une douzaine de boutonnieres. Une ouvrière répondit même qu'elle ne recevait que cinq pence pour trois douzaines. La façon d'une chemise se paie de un à deux pence. Les femmes employées à la chaussure recevaient deux schellings et deux pence (2 fr. 70) pour coudre une douzaine d'empeignes, et ce paiement réduit à 1 s. 10 p. (2 fr. 25) allait bientôt être porté à 1 s. 6 p. (1 fr. 85). Les femmes qui travaillent à la machine à coudre gagnent de 15 à 18 s. par semaine ; encore doivent-elles avoir leur machine et fournir leur fil. La plupart des ouvrières employées dans les clouteries reçoivent de 3 à 5 schel. par semaine ! Et ainsi de suite. Aussi y a-t-il à Londres seul plus de 60,000 ouvrières qui gagnent à peine de quoi vivre. Quoi d'étonnant que les carrières du vice soient encombrées ! Et malgré cela cependant, ces pauvres êtres fournissent les plus forts contingents au registre où le Coroner consigne la triste statistique des morts de faim. Dans la seule année 1878, on compte 77 ouvrières (parmi les cou-

turières, blanchisseuses et marchandes ambulantes) mortes de faim !

Tous les ans la classe des ouvrières augmente.

Ce nombre croissant est le cri d'alarme qui montre la menace sociale grondante. Il y a peu de temps, 145 places vacantes à l'administration des Postes furent données au concours; 2,500 jeunes filles, chiffre officiel, se présentèrent. Que sont devenues les 2,355 renvoyées les mains vides ? Ce fait, dont je pourrais multiplier les exemples, est-il une preuve suffisante de la nécessité du travail ?

Ce besoin se manifeste chaque jour sous de nouvelles formes et déborde sur toutes les professions. Dans ces derniers temps, nous avons remarqué un assez grand nombre de femmes et de jeunes filles *commis-voyageuses*. Elles sont persuasives et persévérantes, et l'annonce « On demande des femmes commis-voyageuses » commence à paraître dans les journaux.

Dans beaucoup de métiers, les femmes sont à peine payées le tiers des hommes, et dans d'autres elles reçoivent encore beaucoup moins. Un grand nombre cependant de ces courageuses femmes, malgré l'exiguïté de leur salaire, ont à entretenir leurs enfants, quelquefois ceux des autres, souvent de vieux parents, une sœur, un mari malade. Aussi n'est-il pas rare, triste extrémité, de voir ces travailleuses à peine payées, recourir aux bureaux de bienfaisance, aux sociétés de secours, aux charités locales.

Ces charités devraient-elles jamais être une considération dans le calcul des salaires ? C'est faire de l'Assistance une complice à laquelle des industriels peu scrupuleux feront de plus en plus la part plus large.

Et c'est là, dans ces rues indigentes où la misère gronde sur ces pauvretés laborieuses, que les plus tristes destinées s'accomplissent, à nos côtés, sous l'indifférence des repus de la

fortune et des pédants discoureurs de la politique.

C'est là que la scène réaliste pourrait aller puiser ses drames les plus poignants, au milieu des pauvres êtres que les hasards de la destinée ont condamnés à tous les écœurements de la pauvreté ; où l'oreille inquiète, au milieu des souffrances, croit entendre chaque nuit l'aile de la mort heurter la porte du bouge ; où le grabat entend les confidences douloureuses et repose mal les misères, que la grande nuit de l'éternel repos va bientôt calmer.

Les vies de douleur et les tragédies que révèlent chaque année les rapports de certaines sociétés, entre autres ceux du Congrès des Sciences sociales de Londres, déchirent les cœurs les plus endurcis et écrivent en lettres de sang la honte des civilisations, l'égoïsme et la lâcheté des masses (1).

Pourquoi les femmes sont-elles moins payées que les hommes ?

(1) Lire sur ce sujet le livre curieux de G. Sims
« *Horrible London.* »

Pourquoi cette violation de la formule économique : à produit égal, salaire égal !

On prétend que les hommes ont une famille à soutenir ; mais a-t-on jamais fait une différence entre le salaire de l'homme marié et celui du célibataire ? Les femmes d'ailleurs ont tout aussi souvent une famille à nourrir, car elles, au moins, n'abandonnent pas (les rares exceptions retombent sur la société) les enfants que tant de pères fuient et méconnaissent.

Et puis il y a les veuves. Dans le dernier recensement, sur 879,173 veuves, deux tiers environ appartenaient à la classe ouvrière.

On a encore prétendu pour justifier la différence des salaires, que l'ouvrage des femmes était moins bien fait, qu'elles produisaient moins dans le même temps, etc. Mais l'expérience a démontré l'inconsistance de ces assertions, et beaucoup de patrons ont eux-mêmes reconnu qu'il n'en était rien ; ils ont affirmé au contraire que les travaux exigeant de la délicatesse et de l'habileté, étaient mieux faits par les femmes.

Un grand fabricant qui fut entendu au ministère de l'intérieur au sujet des *Factory acts*, déclara que d'habiles ouvrières dont le travail exigeait une grande délicatesse de manipulation, résultat d'un long apprentissage et d'une intelligence docile, recevaient de 11 à 17 s. par semaine, alors que le travail le plus grossier et le plus inexpérimenté des hommes valait 18 s. (*Times*, 27 mars 1874).

Dans la fabrication des cigares, on confie aux hommes les produits supérieurs. Cependant les ouvriers habiles ont souvent fait défaut ; on eut alors recours aux femmes, qui firent le travail non seulement aussi bien mais plus vite, et elles étaient payées à raison de quarante pour cent de moins que les hommes. (*Bee Hive*, 25 janvier 1874).

Assurément les femmes ne sont pas propres à tous les ouvrages et il y en a, bien entendu, où l'on admet la supériorité de l'homme, mais je parle des travaux où ils se rencontrent sur le même terrain sans désavantage. Cela constitue environ vingt métiers où les femmes peuvent être employées.

Mais, se demandera-t-on, comment se fait-il qu'on n'ait pas cherché à remédier à ce mal ? Eh bien ! chose étrange, la première cause vient de la femme elle-même, de l'absence d'unité, d'unanimité dans les efforts tentés, de l'absence d'organisation, d'association, pour en appeler aux patrons et à ceux qui s'intéressent à leur cause. Pas plus le public que les patrons ne feront un pas en avant tant qu'elles-mêmes n'élèvent pas leurs voix unies contre l'oppression dont elles sont l'objet.

Tant qu'elles ne s'uniront pas, les producteurs sans scrupules seront un obstacle à l'augmentation des salaires, parce que ce serait forcer le concurrent à vendre plus cher que celui qui n'a pas consenti cette augmentation, et lui fermer les débouchés pour se les ouvrir.

Il n'y a pas bien longtemps, un puissant industriel, à qui la question était posée, répondit qu'il était prêt à augmenter la paie des femmes si les autres voulaient en faire autant ; mais, sachant quelle opposition l'on rencontrerait chez les intéressés, il insista

pour que les femmes s'unissent, en les y encourageant de toute sa sympathie.

Indépendamment des salaires modiques et des longues heures de travail, il y a des injustices et des exigences que l'union supprimerait bientôt.

Dans certains métiers, la confection par exemple, un dépôt d'argent, une espèce de cautionnement est réclamé par les patrons avant de remettre aux femmes les matériaux de l'ouvrage à faire à domicile. Combien de pauvres ménages ont engagé jusqu'à leur matelas pour pouvoir faire ce dépôt ! Et encore, des déductions, des retenues leur sont souvent imposées sous prétexte que l'ouvrage n'est pas assez bien fait.

J'extrais les lignes suivantes du *Midland Free Press*, au sujet des piqueuses et ourleuses :

« Les malheureuses femmes qui ne sont pas admises dans les filatures et travaillent chez elles en sous-main pour le compte des filateurs, gagnent un schelling par journée de

douze heures de travail, un penny (10 c.) par heure. (1) Et encore n'arrivent-elles à ce résultat que si elles sont habiles au maniement de l'aiguille, et si elles ont à leur côté un enfant assez âgé et assez adroit pour les aider. Eh bien ! un ou deux filateurs ont décidé de réduire encore ce penny par heure.

« Ce n'est pas tout, il y a des *middlemen*, sorte d'intermédiaires entre patrons et ouvriers aux pièces, sorte de tâcherons, qui tiennent des boutiques où ils insistent pour que l'argent soit dépensé en denrées, de sorte qu'ils paient les ouvrières en comestibles sur lesquels ils ont leur profit, sans que l'acheteuse puisse discuter même la qualité des provisions. C'est ce qu'on appelle *truck shop*, (boutique de troc).

« Cela provient de ce que cet intermédiaire tout puissant reçoit l'argent des patrons, paie

(1) Le mot en sous-main n'est pas juste car il semble impliquer un travail caché, alors qu'il n'est qu'un travail indirectement fait pour la filature sous les ordres d'un intermédiaire. Mais à moins d'employer un néologisme, nous n'avons pas de mot pour rendre l'idée.

et fait les commandes, retenant souvent encore deux pence sur douze à ces pauvres femmes, comme une sorte de commission ; recevant ainsi des deux mains, sans compter les profits de sa boutique. »

Dans une réunion tenue à Bristol contre ces abus, on constata qu'un seul manufacturier avait obtenu de ses ouvriers jusqu'à trois mille livres de dépôts (75,000 f.) en garantie de l'ouvrage emporté.

Signalons un autre abus par trop fréquent. Dans les magasins luxueux, les femmes sont astreintes à porter des robes de soie, et ce luxe, imposé dans le but de rehausser le ton de l'établissement, leur est déduit de leurs modestes appointements, de sorte que beaucoup n'ont absolument pas de quoi vivre et parent de chatoyants oripeaux un estomac souffreteux, un cœur plein d'amertumes, de convoitises et de vagues invitations à la vie facile. Aussi arrive-t-il à Londres que beaucoup de ces pauvres filles demandent leur

existence aux trottoirs en quittant leur comptoir.

Le Révérend Horsley, chapelain de la prison de Clerkenwell, où tant de malheureuses viennent échouer, s'exprime en ces termes à leur sujet :

« Il est inutile d'insister sur l'entraînement au crime et à la prostitution qui est la conséquence des salaires insuffisants. Le plus petit entre les maux qui menacent les ouvrières est la tentation d'engager au mont-de-piété l'ouvrage qui leur est confié chez elles, les couvertures, ou autres objets de leurs pauvres garnis. Je souhaite ardemment que le succès couronne vos efforts dans l'organisation du travail des femmes, pour relever leur désespoir et venir en aide à leur ignorance, pour combattre la jalousie et l'égoïsme des ouvriers mâles, et l'exploitation de cette tribu d'intermédiaires qui se nourrissent à leurs dépens. »

Les Unions sont les seuls remèdes à ces maux, et le fait suivant en fait foi :

Dans l'espace d'une seule année, l'Union protectrice des ouvrières de New-York a dû poursuivre 160 patrons qui, sous des prétextes fallacieux, avaient réduit ou retenu la paye déjà si mince de leurs ouvrières. La lutte doit être acharnée contre cet appât malsain du gain, mauvais conseiller qui endurecit les cœurs de ces affamés de fortune rapide.

On oppose à ces Unions l'appréhension des grèves ; mais les femmes ont soutenu beaucoup de grèves sans être unies et fort peu depuis qu'elles le sont. D'ailleurs l'avantage de l'union est d'éviter les coups de tête, les mauvais conseils, les passions indues, et de résoudre presque toutes les difficultés par une entente avec les patrons.

Lors de la grève récente des ouvriers filateurs de Belfast, plusieurs milliers d'hommes et de femmes protestèrent par la cessation de leur travail, contre une réduction de salaire. Les hommes, grâce à leur union, réussirent à diminuer de moitié la réduction proposée, tandis que les femmes, qui n'avaient pas d'union, durent subir la réduction entière.

C'est surtout aux femmes, qui ont tant besoin d'aide et de protection, que les avantages de ces unions sont précieux :

— Aide dans les crises, dans les dépressions commerciales, dans les jours de chômage.

— Facilité d'information au sujet des embauchages, des demandes d'ouvriers dans les localités diverses.

— Sauvegarde contre l'accumulation de l'offre sur un même point.

— Encouragement donné à la qualité du travail par le maintien d'un certain type d'excellence.

— Secours aux malades ; encouragement et force morale que l'on éprouve à se sentir soutenu, à s'appuyer les uns sur les autres, etc., etc.

25

Origine des Unions. Les exactions des patrons ont été aux Etats-Unis le point de départ des unions. C'était à New-York en

1871. On voulait diminuer le salaire déjà dérisoire des femmes employées à la confection des parapluies et des ombrelles. 900 femmes (à peu près les neuf dixièmes de leur nombre total à New-York) formèrent une association de résistance, et la réduction fut retirée.

Cette première Union ne fut pas dissoute, elle continua, grandit, prospéra ; et la présidente, une ancienne ouvrière, s'acquit les sympathies et la gratitude de toutes par l'habileté admirable qu'elle déploya à développer et gouverner cette association. Les salaires ont augmenté progressivement et il ne s'est plus produit de grèves. L'Union est riche, et les malades, les ouvrières sans ouvrage y sont généreusement aidées.

D'autres Unions semblables se sont formées sur divers points des Etats-Unis et réussissent parfaitement.

Un acte du Parlement (the factory acts) a réglé les heures de travail, non seulement dans les manufactures, mais même dans les ateliers. Disons malheureusement que beaucoup de patrons peu scrupuleux qui se sous-

traient facilement à l'inspection, ne tiennent pas compte de la loi. Ils savent que les ouvrières ne les dénonceront pas ; la crainte d'être renvoyées leur ferme la bouche, et puis elles-mêmes, pour obtenir une légère majoration de salaire, font volontiers des heures supplémentaires.

Les Unions seules peuvent exercer une surveillance effective.

Que dire également des locaux, quelquefois des greniers, des sous-sols, presque des caves, où les pauvres ouvrières sont cruellement reléguées, entassées, dans des atmosphères lourdes ou humides, parfois méphitiques, mal aérées, jamais ventilées, et toujours fatales à leur santé !

Les ouvrières, souvent des jeunes filles ou des fillettes, n'ont aucune expérience des affaires ; la nécessité d'un travail sans relâche pour gagner de quoi se cramponner à une peu enviable existence, ne leur donne ni le désir, ni le loisir d'étudier, de se réunir, de penser

en commun, de discuter, de se livrer au travail préparatoire, à la propagande nécessaire pour former des associations, l'organisation d'une protection mutuelle. Il faut, comme cela a été le cas, que des âmes généreuses viennent à leur secours, les groupent, les harangent, leur expliquent leurs intérêts.

Elles furent trouvées ces âmes généreuses, et ici les noms se pressent en foule sous ma plume : Mme Paterson, la fondatrice de la Ligue de protection et de prévoyance des femmes (Women's Protective and Provident League), l'infatigable et admirable philanthrope qui avec Thomas Paterson, son mari, ont fait plus pour les pauvres ouvrières que tous les bureaux de bienfaisance de Londres. La baronne Burdett Coutts dont le nom, béni des malheureux, est en tête de toutes les œuvres charitables, et dont un volume suffirait à peine à enregistrer les inépuisables bienfaits. Lady Brassey, cette puissante protectrice doublée d'un excellent orateur. Mistress Fawcett (femme de l'ex-Postmaster general), l'intelligente et active présidente des meetings

annuels de la ligue et une de ses plus généreuses propagatrices. Le Révérend Borradaile, Misses Williams, Blackburn, Crawshay, Browne, L. Bruce, Simcox, Whyte, etc., Miss Becker, la directrice du *Women's suffrage journal*; et les premières familles de la noblesse, les comtesses de Mar et de Mount Cashel, les vicomtesses Amberley et Harberton, Lady Langton, sœur du duc de Buckingham, Lady Bowring, Lady Kane, Lady Jane Moore, Lady douairière Emerson, Lady Wield, M^{me} Stuart Mill, Miss Taylor, et Miss Florence Nightingale, déjà si connue dans la guerre de Crimée, etc., etc.

J'ai cité, parmi ces dernières, plusieurs orateurs qui ont le don, non d'aligner des mots ou d'enfler des phrases d'estrade publique, mais d'arracher, du fond de leur cœur, ces accents émus qui forment les convictions et laissent dans les résolutions prises par l'auditeur, les traces fructifiantes d'une saine éloquence.

Miss Eva Lückes, matrone du *London Hospital*, est une de ces prêtresses de la vérité écoutée. Elle s'est, avec beaucoup de persévérance, occupée des écoles d'apprentissage organisées dans les hôpitaux pour former des garde-malades.

M^{me} Charles Mc Laren, orateur également, a un style clair, concis, pénétrant.

M^{me} Longshore Potts, docteur en médecine de Philadelphia, nous a fait entendre sa parole d'or dans un grand nombre de conférences, où elle s'est beaucoup occupée du mariage, de certains préjugés de toilette préjudiciables à la santé de la femme, de la question de tempérance, etc.

La comtesse de Portsmouth, la vicomtesse Harborton, Lady Goldsmid, M^{mes} Fawcett, F. Hoggan, M.-D., Arnold Toynbee, Misses Tod, Jane Cobden, Mears, Simcox, Whyte, sont aussi des orateurs d'une grande puissance.

Puisque j'ai cité ces admirables femmes, un mot encore de quelques institutions qui leur sont dues.

L'homme monte des clubs, des cercles, des lieux de plaisir, sous des formes infinies. Si la femme se met à la tête d'une société, c'est toujours qu'il y a la bienfaisance, le dévouement au fond.

Je n'ai pas besoin de rappeler la Société des Femmes de France, la Société de la Croix rouge, l'Association des Dames françaises, les orphelinats, etc.

Tout le monde s'incline avec respect devant des héroïnes du bien comme Miss Florence Nightingale, la Vicomtesse Strangford et tant d'autres.

La Croix rouge à Londres possède à sa tête les princesses royales, et la princesse de Galles n'est pas la moins active de ces anges réparateurs qui font oublier les bestiales horreurs des guerres.

Parmi les nombreuses institutions organisées par les femmes, il faut citer la *National aid society*, qui compte dans ses rangs d'admirables combattantes comme Lady Brassey (secrétaire de l'institution, à Londres) ; Lady Newport qui a créé une succursale à Birmin-

gham. La Princesse de Galles en est présidente.

M^{me} Gladstone a formé un *Home for young Girls* (maison ou refuge pour les jeunes filles) dans le but d'en arracher le plus grand nombre possible à la paresse et à la débauche.

Il existe d'autres institutions se rapprochant de cette dernière, telles que les maisons d'ouvrières (*Homes for Working girls*) où elles retrouvent la vie de famille en commun (ces maisons sont déjà au nombre de huit à Londres) et les *Work girls' protection society* (société de protection des ouvrières). Quand on remarque que le sud de Londres seul fournit cent cinquante mille jeunes filles aux ateliers, comme l'a relevé M. Nugee lui-même, on frémit aux désordres qui pourraient en résulter, si de telles sociétés n'existaient pas.

Citons aussi la maison, fondée par Miss Rye pour l'émigration des filles pauvres. Enfin n'oublions pas les comités de secours aux femmes de soldats et de marins, comités organisés par Lady Mary Waldegrave, Lady

Wilmot Horton, Lady Brind, Lady Anson, M^{mes} Wilson Noble et Lucas Chadwell. Et autres institutions similaires.

Toutes, dues à des initiatives charitables, sont des accusatrices muettes de l'imprévoyance des lois. Où la loi reste aveugle, indifférente, les femmes la tournent ou la suppléent par un bienfait qui fait oublier aux pauvres expectants les heures stériles perdues dans les Parlements.

Et l'on refuse l'immixtion de ces femmes dans l'administration sociale, quand elles dévouent leur existence à réparer les lacunes des lois, les oublis des législateurs.

Naissance des Unions à Londres. L'idée première était de former une Union nationale ayant une direction centrale, de pousser à la formation de sociétés séparées en groupant les ouvrières des divers métiers ; puis, plus tard, de

former une espèce de fédération de ces diverses sociétés.

L'on s'adressa d'abord aux femmes employées à la reliure, à Londres. Elles furent choisies comme point de départ pour deux raisons : d'abord parce que c'étaient celles qui avaient eu le plus à souffrir de la période de stagnation qu'avait traversée cette industrie, puis, parce que les femmes travaillant dans les mêmes ateliers que les ouvriers relieurs, étaient au courant déjà de leurs associations et à même d'en apprécier les avantages, en un mot se trouvaient mieux préparées.

Voici comment l'élan fut donné : On convoqua d'abord toutes les ouvrières employées à la reliure, à un meeting où *leur serait communiqué*, disait la circulaire, *un projet qui visait leurs intérêts*. Un certain nombre répondirent à l'appel. On leur exposa le but proposé, on leur demanda leurs observations, puis celles qui adhèreraient à l'idée d'Union étaient priées de mettre leur nom dans un registre qu'elles trouveraient à la sortie. Quand, à la suite de plusieurs meetings, on

se fut assuré un certain nombre de membres, on les pria de choisir douze d'entre elles qui formeraient le comité devant régir leurs intérêts, et une secrétaire. Pendant six mois on leur adjoignit une des promotrices afin de les initier à ces fonctions si nouvelles pour elles, puis elles se gouvernèrent ensuite elles-mêmes.

J'entrerais plus loin dans les détails de l'organisation.

On leur expliqua avec soin, afin de ménager leurs susceptibilités, que l'aide donnée dans des cas de maladie, de chômage, etc., n'était pas une aumône, mais bien leurs propres économies (1). Des médecins honoraires offrirent leurs services, et dans les cas de maladie, des membres de l'Union ou de la Ligue générale visitent les malades. Si le temps est rigoureux, on leur fait du feu, on les entoure d'un petit confort.

(1) Elles reçoivent en cas de maladie cinq schellings par semaine, indépendamment des soins et de quelques extras. Elles ont droit à ces cinq schellings huit semaines par an.

Si l'on s'aperçoit que les couvertures de laine ont disparu, (on sait toujours où les retrouver !) on les dégage et les leur rapporte. On leur donne des mets fortifiants pendant la convalescence. La ligue offre d'ailleurs encore d'autres avantages que je signalerai plus loin.

L'une de ces pauvres ouvrières me disait, les larmes aux yeux, que ces soins, ces attentions, plus encore que l'argent qu'elle recevait, étaient comme une douce Providence qui abrégait sa maladie. Elle ne se sentait plus seule, le moral était préservé du découragement, des attristantes solitudes.

Je connais même une grande dame dont je respecte le volontaire incognito, qui va s'asseoir à leur chevet et leur fait la lecture.

Après les religieuses vinrent les couturières, les modistes, les mantelières, et le mouvement une fois donné, les Unions ne firent que s'accroître, édifiées avec la seule ressource de la cotisation des membres et offrant pourtant

des bénéfices et des avantages de toutes sortes. C'est alors que fut créée, grâce à l'infatigable ardeur de *Mistress Paterson*, la Ligue Générale qui devait les relier toutes sous le titre de : Ligue de protection et de prévoyance des femmes.

23 meetings eurent lieu en une année et l'œuvre gagna bientôt les autres villes. Ce fut *Leicester* qui donna l'exemple en province.

Voici dans quelles circonstances l'attention y fut éveillée. C'était en décembre 1874. Un conseiller communal et l'un de ses amis qui avaient été vivement impressionnés par la navrante condition des ouvrières piqueuses et ourleuses, dont le salaire ne dépassait pas cinq schellings par semaine, réunirent les femmes, leur expliquèrent les bienfaits de l'Union et s'en firent les promoteurs. Une société fut établie à *Leicester* avec une succursale dans les environs, et une députation fut envoyée aux patrons. Ceux-ci consentirent à une augmentation de salaire, mais, ne pouvant tomber d'accord sur sa quotité, la difficulté fut réglée par arbitrage et les femmes obtin-

rent une majoration d'environ vingt-cinq pour cent.

La province compte maintenant neuf de ces Unions ; Londres en possède dix qui sont les suivantes :

Les ouvrières employées à la reliure (Union fondée en septembre 1874).

Les tapissières (avril 1875).

Les chemisières (juin 1875).

Les piqueuses à la mécanique (1876).

Les ouvrières travaillant pour tailleurs (mai 1877).

Succursale de cette Union pour les quartiers de Westminster et Pimlico (avril 1879).

Succursale pour les quartiers de l'est (décembre 1879).

Les couturières, modistes et ouvrières en confection (février 1875).

Caissières, teneuses de livres, etc.

Notons qu'en dehors de ces Unions, les femmes dans certains cas commencent à se réunir pour former des espèces de syndicats,

de travail coopératif, etc. Telle par exemple l'Imprimerie Coopérative des Femmes, où le *Journal de l'Union des Femmes* (the Women's Union Journal) est imprimé (1).

Elles forment d'ailleurs bien d'autres associations, non seulement dans la classe ouvrière, mais dans tous les rangs de la société. Il existe entre autres une société de femmes peintres comme l'Union des femmes peintres et sculpteurs de Paris.

Elles organisent même des expositions. Nous avons eu l'exposition industrielle des femmes à Clifton et l'exposition des industries de femmes à Bristol.

Elles ont même leurs clubs, comme le *Somerville Club* fondé en 1881, et d'autres.

L'emploi des femmes dans l'imprimerie est dû aux Italiens et remonte à 1481. La première française qui s'y adonna fut Carlotta Guillard ; elle fut imprimeur de 1506 à 1567.

(1) Women's printing society, Limited. 21 b. Great College Street, Westminster.

M. Paul Dupont à Paris fut le premier à employer les femmes comme compositeurs en 1862, c'est-à-dire l'année qui suivit l'établissement de ses ateliers à Clichy, où environ 300 femmes sont maintenant occupées.

Organisation des Unions. Les Unions sont soutenues par une souscription de deux pence (20 c.) par semaine payée par les membres, qui ont en outre à verser un schelling (ou 2 s. suivant les besoins de la société) en s'inscrivant. Du temps et des facilités leur sont cependant données pour ce paiement. Quand les deux pence de cotisation hebdomadaire n'ont pas été payés pendant douze semaines, la retardataire est priée d'avoir à *réduire* sa dette dans les deux semaines, et si, à moins de bonnes raisons pour son abstention, il n'en est pas tenu compte, elle perd ses droits aux bénéfices de l'Union jusqu'à ce que les arriérés soient payés.

Les avantages de ces Unions, en dehors de ceux que nous avons déjà mentionnés, sont les suivants :

Echange de renseignements commerciaux utiles, facilité par de fréquentes réunions.

Information donnée, aux membres et aux patrons, des demandes et offres de travail, évitant ainsi les pertes de temps, les dépenses, les déplacements, les fatigues, les chômages, les exigences des patrons au sujet des preuves de capacité. L'Union se charge de tout.

Une avance de salaire dans certains cas déterminés.

La facilité de se tenir au courant des besoins de la classe ouvrière, de s'assurer du fonctionnement des lois qui la concernent, des résultats qu'elles donnent, des avantages ou améliorations qu'il serait désirable de proposer ou de solliciter.

Le développement des connaissances utiles.

Ces Unions donneront aussi plus de stabilité au travail des femmes. Beaucoup, poussées

par les incertitudes de l'ouvrage à se rejeter sur d'autres moyens d'existence, ne s'y adonnent qu'avec intermittence, sans régularité, sans s'habituer à considérer le travail comme la vraie ressource de toute leur vie.

La Ligue offre en outre son appui, ses conseils et l'aide d'un *sollicitor*, à ceux de ses membres qui ont à se plaindre de quelque injustice. Elle s'offre comme arbitre dans tous les cas de discussion, de malentendu, de différend entre ouvrières et patrons.

Une caisse d'épargne y est adjointe où l'on peut déposer les plus modiques économies, voire un sou à la fois. De petites sommes sont avancées aux ouvrières nécessiteuses ou dans des cas de besoin, à un intérêt très bas.

Une société coopérative s'est également formée en 1880, pour leur permettre de se procurer des denrées et autres articles au prix du gros. Un établissement de bains spécial leur offre le soir des bains et des leçons de natation à un prix nominal.

Enfin, une maison de plaisance au bord de

la mer a été créée, grâce à la générosité de Lady Goldsmid et Miss Montefiore. Les membres, les convalescents surtout, peuvent obtenir le repos et les bienfaits d'un air pur et fortifiant à un prix extrêmement minime.

Des réunions mensuelles sont organisées au siège social ; des conférences, de la musique, des causeries, des plaisirs reconfortants et instructifs, leur font passer d'agréables soirées, donnent à ces pauvres déshéritées, qui travaillent sans relâche pour avoir le droit de passage en ce monde, un peu de courage, de confiance, d'espoir, et attirent des prosélytes.

Elles y trouvent aussi des livres et des journaux, qui sont au besoin loués à un prix insignifiant, à celles qui désirent les emporter pour s'instruire ou se récréer.

La Ligue s'occupe de leur trouver de l'ouvrage, les instruit, leur ouvre les yeux sur ce qu'elles sont en droit d'espérer, sur ce qu'elles doivent craindre ou éviter, et notamment sur les sociétés frauduleuses qui n'ont pas craint de s'élever pour exploiter ces victimes déjà si

éprouvées par les rigueurs de leur condition sociale.

En dehors des souscriptions, les donations de tous ceux qui s'intéressent à cette œuvre sont reçues avec reconnaissance. Elles permettent de la développer, de secourir des misères imméritées et d'arracher à une mort attentive, tant de petits êtres que de pauvres mères épuisées ne peuvent lui disputer.

Quelques dames charitables se sont formées en comité dans le but de fonder des établissements où les ouvrières pourraient trouver à très bon compte une nourriture saine.

A une objection soulevée par des rhéteurs toujours prêts à tout conspuer et qui prétendaient que la production à bon marché, la confection, la pacotille, enfin tout ce qui justifie les salaires réduits, était un bénéfice pour la société, une nécessité et un des principes de l'économie politique, M. Gladstone répondit :

« Ces doctrines que vous qualifiez de saine

économie politique, conduisent, dans leur application, à la misère et aux morts de faim. J'en conclus donc, non qu'il soit juste que des êtres doivent souffrir et mourir d'inanition plutôt que de violer vos lois prétendument économiques, mais que dans le fond celles-ci ne sont en aucune sorte des lois économiques, et que plus tôt nous les mettrons à néant pour appliquer les vraies lois, mieux cela vaudra. »

Je répondrai aussi à la crainte d'aucuns, qu'une augmentation de salaire, donnée aux femmes, n'augmente le prix des marchandises : supprimez le nombre des intermédiaires entre le producteur et l'acheteur, armée de parasites qui grossit chaque jour. Diminuez les commissions exorbitantes que touchent parfois ces intermédiaires, et tout en rémunérant la main d'œuvre convenablement et justement, les prix des marchandises diminueront au lieu d'augmenter, car ce n'est pas le travailleur qui en profite, c'est celui qui, sans responsabilité, simple entremetteur, reçoit souvent pour ce métier facile, un plus gros bé-

néfice que ceux qui produisent ou revendent au détail. Je voudrais pouvoir citer des exemples, mais cela m'entraînerait trop loin.

Disons aussi que le meilleur moyen de supprimer l'animosité des hommes à qui sont souvent préférées les femmes, qu'on paie moins, est dans l'égalité de salaire ou d'appointements, entre les deux sexes (1). La rivalité hostile disparaîtrait avec la concurrence à prix égaux, car le *meilleur marché* n'influencerait plus le choix des patrons.

Le congrès de la Ligue étudie en ce moment la question d'ateliers coopératifs et d'habitations également coopératives, des espèces de *Familistères* comme celui de Guise, qui fait tant d'honneur à son fondateur, M. Godin.

On s'est aussi occupé de la question des domestiques et de l'opportunité de provoquer des meetings de maîtresses et de servantes ; mais je ne m'aventurerai pas sur ce terrain brûlant.

(1) Ainsi que l'ont fort bien compris et demandé les ouvriers télégraphistes des États-Unis.

Au mois d'août 1883, une assemblée de plusieurs Unions fut convoquée dans le but de chercher à remédier aux divers abus dont j'ai parlé plus haut. Il a été proposé de former un « Conseil commercial ou Congrès des métiers de femmes », une espèce de *société féminine de prudhommes*, si je peux employer ce terme bien que les mots jurent dans leur accouplement. Ce conseil aurait eu pour but de s'occuper des intérêts ouvriers et notamment d'avoir le droit d'inspection des ateliers de femmes. Le ministre de l'intérieur avait promis de recevoir une députation à cet effet, mais jusqu'ici il n'y a pas eu de résultat. A plusieurs reprises et dans quatre meetings successifs, de 1878 à 1881, il fut convenu que l'on demanderait l'autorisation de nommer, parmi les ouvriers et ouvrières, des sous-inspecteurs des fabriques et ateliers.

On convint encore que les meilleurs moyens de protection étaient une entente entre les Unions et les patrons, plutôt qu'un appel à des lois nouvelles qui, en réduisant encore les heures de travail, amèneraient probablement

•

de nouvelles réductions de salaire. L'entente avec les patrons donne une plus grande liberté de discussion et d'arrangements, plus de garanties de succès. Les choses se passent en famille au lieu de mettre la loi entre les intéressés, cet instrument rigide qui détruit la cordialité pour recourir aux stricts droits et devoirs. Les patrons trouvent d'ailleurs autant d'intérêt aux Unions que les ouvriers eux-mêmes, et encouragent pour la plupart la Ligue.

Je suis loin d'avoir tout dit, mais je ne pourrais, sans dépasser le cadre que je m'étais proposé, faire usage de beaucoup de documents auxquels je dois renoncer. Me voici donc arrivé au bout de ma tâche et il ne me reste qu'à me résumer.

Sans préjuger les besoins de l'avenir, je crois que c'est répondre à un sentiment de saine justice que d'accorder le droit de vote aux femmes contribuables et propriétaires, qui ne sont pas en puissance de mari. (Avec

les réserves que j'ai dites plus haut en ce qui concerne les pays catholiques).

Que toutes les carrières qui relèvent d'une instruction spéciale devraient leur être ouvertes aux mêmes titres qu'aux hommes, pour en être usé par elles à discrétion suivant les cas, mais avec discrétion en général ; et j'ajoute, toutes les études devraient pouvoir être gratuites.

Enfin, et c'est ici surtout que la femme est le moins en état de se défendre elle-même, patrons, législateurs et philanthropes devraient s'occuper de l'ouvrière, s'entendre pour améliorer son sort, la protéger et lui accorder non seulement les mêmes droits et avantages qu'aux hommes, mais même octroyer des droits et avantages spéciaux aux mères, qu'on ne peut trop entourer d'aide, de respect et de sympathie.

On ne peut assez appuyer sur ces faits. Il faut à tout prix faire connaître la misère des travailleuses, c'est le seul moyen d'apitoyer sur leur sort la foule des indifférents, qui dans leur ignorance de cette question, la

traitent, comme toutes les autres questions sociales, d'ailleurs, à leur point de vue, sans les avoir étudiées.

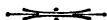
On doit s'appuyer sur ce principe : que tout être a droit au travail, que le travail doit nourrir le travailleur et que le salaire doit être suffisant pour que l'ouvrier puisse rester honnête.

Je ne veux pas finir sans saluer d'un hommage spécial notre grand Dumas, ce maître si bon, si généreux, qui de sa plume fine et puissante, nous a montré la femme sous tant d'aspects, et sait si bien, chaque fois que l'occasion s'en présente, enjamber les errements et les lieux communs, pour placer d'un mot juste la question sur son véritable terrain et se faire l'avocat éloquent de la plus belle cause qu'on puisse défendre.

LE MARIAGE

LE MARIAGE

LE MARIAGE ET LE CÉLIBAT
LE MARIAGE, CAUSE DE PROSTITUTION
LE MARIAGE DEVANT LA NATURE



L'argument favori des ignorants et de ceux qui sont d'une si prodigieuse force qu'ils peuvent d'un seul coup résoudre les problèmes sans les étudier, est que la femme doit rester l'ange domestique, son rôle étant exclusivement limité au soin de gouverner son intérieur et d'élever ses enfants.

Cette ineptie qui se grave sur les cerveaux sans réflexion, cette fausse monnaie qui s'est ouvert un cours forcé parmi les parasites du progrès, nous conduit nécessairement à une parenthèse sur le mariage.

Je n'ai pas l'intention d'étudier cette grave question si diversement interprétée chez tous les peuples et dans tous les âges, mais je tiens à dénoncer le lieu commun stéréotypé que je viens de citer, et à montrer à ceux qui le débitent qu'ils se jettent à la face leur propre égoïsme.

S'il était démontré que le rôle de la femme fût entièrement au coin de l'âtre ou du berceau, il faudrait admettre du même coup que toute jeune fille est condamnée au mariage forcé, et que ce mariage sera ou indissoluble ou renouvelé en cas de divorce et de veuvage. Le mariage deviendrait alors pour l'homme un devoir, presque une obligation légale ; sans cela, s'il y a une seule exception au mariage chez la femme, celle-là, fût-elle seule dans ce cas, a le droit au travail à défaut de foyer et de berceau.

Fort bien, mais il n'y a pas de loi qui force au mariage ; au contraire, nous voyons le célibat gagner du terrain, au point que dans certains pays il y a beaucoup plus de femmes non mariées que de femmes mariées.

En Angleterre il y a environ trois pour cent plus de femmes que d'hommes. Que faire de celles-là ? Messieurs les trancheurs de nœuds gordiens à la minute, vous n'avez pas l'intention d'obliger légalement un certain nombre de maris à cumuler. Vous n'aviez pas prévu ce million de bouches à nourrir. Celles-là au moins, vous l'avouerez, ont bien aussi droit au travail.

Or, remarquez-le bien, les célibataires sont presque tous des égoïstes qui gagnent leur petite vie de sybarite, juste assez pour se donner un peu de ventre. Ils veulent bien travailler pour se suffire, mais ne veulent pas travailler pour deux ou pour une famille. Ce serait, par un procédé plus doux que celui de Shylock, leur enlever quelques livres de leur sang. Fait notoire, ce sont toujours ces mêmes célibataires qui viennent vous débiter la petite

phrase toute faite que j'ai citée au début. Ce sont eux, les réfractaires du mariage, qui prétendent que la femme doit s'en tenir au ménage. Cette anomalie, cette inconséquence a gagné un tel terrain qu'elle est devenue comme un mot d'ordre.

Deux questions se dressent donc devant moi :

Pourquoi le mariage éloigne-t-il tant de sacrificeurs ?

Le mariage met-il vraiment la femme à l'abri du besoin et la dispense-t-il de tout travail salarié ?

Cette seconde question est résolue d'un mot : Dans la bourgeoisie et au-dessus, le mariage *peut*, sauf les réserves que l'on rencontrera plus loin, affranchir la femme. En dessous, c'est-à-dire dans la population ouvrière et même dans la petite bourgeoisie, il ne le peut que par exception. Le salaire de l'ouvrier peut nourrir son homme, mais il ne peut pas,

le plus souvent, faire vivre une femme et des enfants. Alors, la femme cherche à alléger les charges du ménage en apportant son appoint. Elle travaille, soit chez elle, soit dans les ateliers ou en journée.

La question du célibat s'applique surtout aux classes plus aisées. Le célibat est beaucoup plus rare chez l'ouvrier. Ce dernier, comme tout travailleur, est ordinairement moins égoïste ; il aime à avoir une compagne au logis et n'a pas le temps de courir les filles.

Pourquoi s'est-il propagé d'une façon si alarmante ? Je trouve tout de suite deux causes.

La première est que les jeunes filles éloignent les maris par des prétentions injustifiées. Elles croient apporter, en se donnant, un tel trésor que le mari ne peut le payer trop cher, et toujours elles espèrent, dans leur nouvelle vie, quelque chose de plus que ce qu'elles ont actuellement. Leurs rêves de toilette, de voitures, de plaisirs, d'installation, rappellent

au calcul forcé les prétendants inquiets. Ils supputent leurs ressources et se disent qu'à ce prix-là, le mariage coûte trop cher.

Alors, de deux choses l'une : ou ils cherchent une dot (ce qui étant l'aspiration mutuelle devient le cercle vicieux et aboutit nécessairement au célibat), ou bien ils tombent dans les liaisons qu'on peut rompre.

Les êtres ont un besoin mutuel de rapprochement ; si l'union par devant le maire entraîne à des responsabilités, à des engagements trop onéreux, les liaisons, ou, disons le mot récemment adopté, les mariages libres, sont si commodes et ils présentent de si grands avantages ! La femme, sentant l'abandon possible du mari, est d'instinct plus raisonnable, et ce genre d'union a pris chez nous une proportion qui augmente visiblement.

Interrogeons la statistique et nous verrons combien le mariage légal cède peu à peu la place aux ménages de contrebande. Beaucoup de ceux-ci, mieux consolidés par la nécessité où sont placés le mari et la femme de se retenir l'un l'autre, deviennent plus unis et al-

lèchent les prosélytes. S'il y a incompatibilité d'humeur, on se quitte sans formalité légale, et tout est dit.

Et c'est justement à cause des fausses séductions que fait miroiter cette situation qu'il y a danger grand ; parce que si cela se généralisait, les nouvelles générations d'enfants comprendraient une bonne moitié de bâtards abandonnés et nous pousseraient fatalement au système de Sparte, où l'Etat se chargeait des enfants et les élevait.

Je répète sans cesse ma question : Ces unions de fantaisie mettent-elles la femme à l'abri de la nécessité du travail ?

Non, l'avenir n'est pas assuré, la loi ne protège pas leur illégale association ; le travail est donc une ressource qui s'impose. Ce travail même les rapprochera plus intimement ; l'homme y verra un appoint au lieu d'une charge, et cette association de deux travailleurs convertira l'union libre en un mariage facile et désirable.

Donc, le mariage diminue, le célibat augmente, les unions libres ne sont pas une garantie. De plus en plus, par conséquent, la femme doit penser à subvenir à ses besoins. Elle n'a que deux ressources : le travail ou l'inconduite. Si vous ne voulez pas leur donner les moyens d'être honnêtes, elles n'ont que l'alternative du vice.

L'inconduite est encouragée par ces mêmes célibataires ; cela coûte moins cher que de se marier. Ces égoïstes, débitants de la phrase qui m'a servi d'entrée, sont donc, par le fait de leur célibat et par leur doctrine irréfléchie, les apôtres et les propagateurs du mal. Ils ne se marieront que s'ils trouvent une femme les mains pleines d'or ; le mariage n'est pour eux qu'une fin, alors qu'il devrait être un commencement, le commencement d'une vie remplie d'honnêtes labeurs, d'une douce lutte à deux. Qu'apportent-ils ? Des débris. Et pour ces débris, ils demandent en échange jeunesse, beauté, fortune. Il faudrait que la femme naquit riche, et ne naissant pas riche, ils veulent, se refusant à l'épouser et lui refusant

sa part de travail, la condamner à la misère.

C'est au travail que nous devons le progrès dont découle la civilisation ; il est le droit naturel au partage des fruits de la nature, cette mère qui enfante pour tous. C'est un droit sociétaire dont chacun doit avoir sa part.

Le travail, cette résurrection, cette liberté, devrait être une gloire au lieu d'être comme une flétrissure aux yeux de ceux-là mêmes qui jouissent de ses bienfaits.

Ainsi que je l'ai dit, nos jeunes gens cherchent la femme armée d'une dot quand ils n'ont rien à offrir en échange, et nos jeunes filles courent après la fortune quand elles n'ont également, comme capital de réciprocité, que leurs beaux yeux et leurs cheveux blonds. Tout cela veut dire : Ne rien faire, alors que nous allons de plus en plus vers l'heure où chacun devra payer de sa personne. Car il ne faut pas se le dissimuler, le nivellement social qui se fait lentement depuis 93, ébrèche peu à peu les grandes fortunes, élève graduellement le travailleur, et tout tend à un rapprochement

qui sera un jour l'égalité pour tous devant le travail.

LE MARIAGE, CAUSE DE PROSTITUTION.

En Angleterre, la facilité d'union a produit des effets désastreux. Deux jeunes gens se rencontrent, sans se connaître, sans se donner leur vrai nom, leur âge exact, sans explication sur leur famille, sur leur position ; ils peuvent, s'ils se plaisent, s'en aller un beau matin chez le *registrar*, comme on fait une simple course, inscrire leurs noms dans le registre officiel, déclarant se prendre mutuellement comme mari et femme ; tout cela sans le consentement des parents, lequel n'est d'ailleurs pas requis ; sans même les informer de leur union projetée ou accomplie. Et de même que nous avons chez nous cette monstruosité qu'on appelle des mariages de convenance, où les maris se trouvent improvisés par la famille *disposant* et par la loi *confirmant*, voici des maris improvisés par la fan-

taisie, sans la famille et sans autre loi qu'une formalité.

Quel est le résultat de ces unions ?

Leur facilité est un piège plein d'attirances ; il n'y a pas ces obstacles de la forme qui tempèrent les entraînements en laissant au temps le soin de provoquer les saines réflexions. Un grand nombre se contractent en fort peu de temps, souvent sous un faux nom, alors qu'on se connaît à peine, et sans qu'on ait calculé les ressources qui doivent faire marcher le ménage.

Aussi (je parle ici de la petite bourgeoisie, de la classe laborieuse et du peuple), aux premières difficultés, chacun s'envole de son côté. La jeune fille, qui croyait avoir rengainé l'aiguille pour une vie de ménage, se trouve, au bout de quelques mois, parfois de quelques semaines, sans ressources, obtient difficilement de l'ouvrage, a perdu l'habitude du travail, et c'est comme des flocons de neige que vous voyez tomber leur essaim sur le pavé.

Un inspecteur de police me disait que le nombre en est effrayant : Arrêtez au hasard

une douzaine de celles qui vous font comprendre, par un coup d'œil, qu'elles sont à votre disposition, ce sera toujours une *mistress*, rarement une *miss*. Détail curieux, elles donnent sans hésiter, non leur nom de fille mais leur nom de femme, et c'est le nom du mari qu'elles traînent ainsi à la remorque de leurs vices.

Le mariage, donc, en Angleterre, est subordonné à des lois dangereuses et, comme on le voit, conduit à alimenter fortement la prostitution.

Facile à contracter comme il l'est, il devrait, pour être logique, être aussi facile à rompre. Il rappelle dans sa forme les lois de notre première révolution : il lui faudrait par conséquent s'inspirer de ces mêmes lois dans son annulation. La jeune fille pourrait alors se remarier avec un peu plus d'expérience, et probablement fournir une union durable.

Il est certain que des entraves au mariage chez un peuple habitué à la liberté, amèneraient le *mariage libre*. Il ne voudrait pas de

ces unions entourées de paperasserie, d'autorisations, de délais et d'affichage. Les facilités d'union ont dû avoir un but moral, mais ce but a trompé l'attente parce que la loi n'a envisagé qu'un côté de la question.

LE MARIAGE DEVANT LA NATURE



Etant supposé que le mariage soit une solution, est-il pour la femme une garantie à vie?

Il faut bien le dire, les séparations, le divorce, les ruines, la maladie ou les vices du mari, rejettent trop souvent la femme dans les nécessités de pourvoir à son existence et à celle de ses enfants.

Je ne m'arrêterai pas ici à toutes ces causes ; mais il en est une qui est presque toujours au fond des mauvaises unions : l'adultère. Cette question a une si directe influence sur la vie

faite à la femme que je lui dois un court examen, non au point de vue de la morale (sur ce terrain elle est résolue depuis longtemps), mais au point de vue de la nature, c'est-à-dire de la bête qu'il y a en nous, ou, pour parler plus scientifiquement, au point de vue de la causalité sur notre être physiologique. Je laisse donc la convention de côté pour laisser parler cet être tyrannique que nous abritons et dont les moralistes font trop facilement bon marché.

Question brûlante où les femmes feront bien de ne pas me suivre.

Si l'homme et la femme étaient fidèles à leur contrat, le mariage serait une sainte institution ; il serait plus, il serait une grande solution sociale.

Mais ils ne sont pas fidèles.

Le peuvent-ils ?

La femme a plus de retenue, plus de pouvoir sur elle-même, ou des besoins moins vifs. Elle faillit cependant, mais plus souvent par

vanité, par surprise, par calcul que par tempérament. L'homme n'est pas si complexe, il se rapproche plus de l'animal ; chez lui c'est la nature qui parle, il cède au tempérament. Ses besoins sont, jusqu'à un certain point, une espèce d'alibi ou de circonstance atténuante. C'est sur la nature qu'il rejette éternellement sa faute ; il veut la faire complice de ses faiblesses. Il dit : La femme peut tenir bon contre ses voix intérieures ; nous ne le pouvons pas, la nature est plus forte.

Et le libre arbitre, disent les moralistes ?

Le libre arbitre est un mot qui n'a rien d'absolu, comme tous les autres grands mots derrière lesquels on a l'habitude de se retrancher. Notre libre arbitre est sous la tutelle de nos passions. Et, comme dit M. Godin dans ses *Solutions Sociales*, une morale qui place les devoirs en contradiction avec les lois impérieuses de la nature, n'est pas la morale mais l'immoralité. Détruisez l'hypocrisie d'une fausse morale, substituez-lui la vérité en la mettant d'accord avec les lois de la nature.

Aussi, en dépit des moralistes, des philoso-

phes, des métaphysiciens, la bête l'emporte presque toujours sur la raison ; elle revient à la charge, parle sourdement, chatouille les nerfs, distrait le travail de la pensée, provoque les appétits malsains, jusqu'à ce que, comme pour tous les autres besoins, elle obtienne satisfaction. Elle finit alors par influencer le raisonnement au point que celui-ci se met à son service, comme un rhéteur vénal, pour trouver des excuses ou des atténuations à sa faute.

Je n'ai pas encore rencontré l'homme dont la force morale ait pu éteindre les besoins passionnels dans leur moment d'éruption. Je veux croire qu'il existe, témoin Saint Bernard, mais ces rares exceptions n'infirmen t pas la loi de nature.

Il semble que je fasse l'apologie de notre faiblesse humaine ; je ne fais pourtant que relater les faits matériels, les théoriciens se posant toujours à une altitude que n'atteint jamais la réalité. J'ai constaté le fait, et le fait constitue l'excuse. Cette excuse, bonne

ou mauvaise, est-elle fondée ? Interrogeons l'humanité dans son histoire.

L'homme normal travaille tout le jour physiquement, c'est-à-dire qu'il obéit à sa conformation, en se servant des leviers et principes de force que la création a mis en lui, sous forme de muscles répartis dans des membres faits pour l'exercice ou le travail. Il a une certaine somme de forces à dépenser, et la dépense se mesure par le degré de fatigue, qui est une sorte de compteur, de manomètre, d'indicateur naturel de la quantité d'efforts permis.

L'homme qui suit ainsi la loi physique a des goûts simples. Sa nourriture, quelle qu'elle soit, est la bienvenue ; elle est réparatrice et ne se heurte à aucun caprice d'estomac. Il trouve tout bon ; de même, un voyageur affamé mange, avec un appétit et un plaisir inconnus, le modeste repas d'une ferme qu'il rejetterait avec dégoût de sa table. L'exercice, la fatigue, l'ont ramené à la vérité.

Ce travailleur, s'il n'est pas entraîné ou détourné, peut rester fidèle. Sa femme lui suffit, ainsi que sa simple nourriture. Quand la bête parle en lui, il se décharge d'un besoin, il est satisfait et reste honnête. Il se met en règle avec la nature par les repas simples et les minutes passionnelles que lui donne sa compagne. Ses besoins sont limités là par son travail. Le travail combat la fantaisie et le caprice ; il combat également les funestes oisivetés du cerveau et les errements qu'elles engendrent, provocateurs et vrais coupables. Ces errements malsains taquinrent la bête qui, une fois levée, veut qu'on l'écoute.

Les preux du moyen-âge, fidèles à leur belle, passaient leur vie à se livrer aux exercices corporels. Leur nourriture, moins complexe et moins raffinée, ne poussait pas la chair à des excitations entraînautes.

Philippe-le-Bel, par ses *Lois somptuaires*, avait cherché à arrêter des débordements au fond desquels il craignait les débauches. La nourriture était simple et les exercices corporels multiples. Nous y lisons entre autres cette

clause : *Que nul ne devait donner au grand mangier (souper) plus de deux mets et un potage au lard sans fraude, et au petit mangier (dîner) un mets et un entremets.*

A côté de cela, la dépravation des moines oisifs, poussés aux excitations nerveuses par la vie ascétique, avait pris de telles proportions que l'esprit ingénieux, tourmenté par les besoins de la chair, inventa, *modus vivendi*, l'existence des *incubes* et des *succubes*, démons familiers qui étaient supposés violer et enlever les femmes, alors que l'honneur de ces hauts faits revenait tout entier aux chevaliers de la tonsure.

Aujourd'hui, le travail corporel est l'exception. En dehors de la classe laborieuse, où encore on fait souvent travailler les machines à sa place, il est presque abandonné. En Angleterre, où les ménages sont plus unis, où les hommes se livrent encore aux sports de toutes sortes, on voit moins de vie galante, les maris sont plus fidèles. (Je ne parle pas

des débordements séniles de monstres vautrés dans le vice comme ceux que la *Pall Mall Gazette* a flétris et qui sont l'exception, comme l'est toujours le crime).

Dans nos écoles, on a surchargé les programmes et peu à peu remplacé les exercices corporels et la gymnastique par des heures d'étude qui, contradiction flagrante avec les lois de la nature, fixent l'enfant à son banc tout le jour, comme des galériens juvéniles. On en fait de jeunes vieillards ; à 16 ans ils parlent comme des hommes, et on sème dans leur jeune nature surmenée les germes de la névrose et du vice précoce. Elaguez vos programmes si vous voulez faire des hommes. A force de vivre du cerveau, les membres s'étiolent, les muscles s'atrophient et les nerfs dominent, inverse de ce qui devrait être.

Avec la vie factice, surtout chez ceux qui ne travaillent pas, est venu l'énervement, le besoin de changement continu. La femme légitime ne suffit plus, pas plus que le pot-au-feu ne suffirait à faire le fond de leur nourriture. Plus rien ne leur plaît, ne les

amuse, au-delà de la durée d'un caprice. Il faut du nouveau et du changement toujours.

Alors ce mariage que nous voyons moral, honnête et possible au début, que devient-il ? Il conduit à la formule : le mariage ne fait pas le ménage. Ce trop tôt blasé excipe de son tempérament qui l'empêche d'être fidèle, lequel pourtant est le résultat de causes qui ont détruit son véritable tempérament et lui en ont fait un nouveau.

Les Hindous, surexcités par une nature plus exubérante et plus chaude, trouvent notre mariage immoral. Ils se disent que si l'homme ne peut être honnête avec une femme, il faut lui en donner trois, quatre, dix. Il nous trouvent immoraux de faire appel à un principe de moralité que nous violons dans la pratique. Ils approuvent même à peine ceux qui, outre la femme légitime, ont des femmes illégitimes (maîtresses ou fantaisies passagères).

Croient-ils donc que nos petits-maîtres seraient plus heureux s'ils suivaient l'exemple des Mormons ? Non, leur nervosité les fatiguerait vite des femmes de tous les jours,

quelque nombreuses qu'elles fussent, tout comme ils se fatiguent de leurs chevaux et de leurs tableaux. Il faut encore un certain genre de constance pour vivre dans un harem. Ils sont tourmentés par la loi du changement qui s'impose à eux, et ils ne resteraient fidèles qu'à leur inconstance. D'ailleurs le sérail n'est un luxe qu'à la portée des riches, et, étant l'exception, il ne saurait être le remède.

Grâce à notre système de vie, le mal croît donc au lieu de décroître, à mesure que nous nous civilisons. Mais, dans le fait, nous civilisons-nous en allant du simple au composé, comme nous y poussent notre raffinement et notre vie à la vapeur ? Ou nous démoralisons-nous ?

Voguons-nous vers la perfection finale ou vers la sauvagerie et le chaos, c'est-à-dire vers une grande époque de ramollissement où il nous faudra, pour nous régénérer, être de nouveau conquis par des races plus jeunes, chez lesquelles l'homme est encore un homme ? Tel, en effet, a toujours été le dernier mot des

civilisations à outrance ; elles ont eu pour apogée, non un couronnement de progrès impérissable, mais un envahissement régénérateur, un retour aux sources de la nature.

Plus nous allons, plus les nerfs prennent les rênes de nos passions. Plus l'homme s'éloigne de la nature, plus il rend difficiles les conditions d'existence, parce que ses lois immuables deviennent problèmes insolubles dès que des appétits inavouables les transgressent.

Qui est le plus dans le vrai : l'homme des champs, le sauvage, le montagnard, ou l'animal perfectionné qui arpente son boulevard comme une cage, le carreau dans l'œil, en déclarant que tout est infect et idiot ?

Eh bien, dans l'état, notre situation pose le problème du mariage sur un terrain si brûlant que, outre les nécessités du divorce, on trouve au fond de la plupart des unions la lutte et les larmes, ou une complicité de faiblesses avec lesquelles il faut compter pour pouvoir établir un *modus vivendi*.

Vous croyez que je vais, en prophète dogmatique, poser le remède. Il n'y en a pas. Nous barboterons dans cette cage d'écureuil tant que nous ne reviendrons pas aux principes simples, qu'excluent malheureusement les civilisations ; tant que le travail pour tous n'aura pas conquis et annexé les oisivetés dissolvantes.

Ma conclusion est que, quelque part qu'elle se retourne, la femme ne peut trouver de garantie absolue, et que le plus tôt elle saura pouvoir se suffire, le plus tôt elle sera affranchie d'une position à présent injuste et anormale.

L'ÉGALITÉ DES SEXES EN ANGLETERRE

L'ÉGALITÉ DES SEXES

EN ANGLETERRE.



Il est temps d'arriver à condenser dans une conclusion les éléments qui justifient le titre de ce livre.

J'ai, dans chacun de mes chapitres, montré la lutte, les conquêtes acquises au mouvement, mais aussi les défaillances, la mauvaise foi, l'ignorance, les préjugés, tout, enfin, ce qui lutte contre la marche progressive de la femme.

C'est établir que l'égalité des sexes est encore loin d'être réalisée.

Mais, de combien d'années devons-nous remonter en arrière pour trouver la première pierre de l'édifice ? Vingt ans à peine. La lutte est toute moderne. Elle est, comme tous les grands mouvements sociaux qui se font aujourd'hui, une conséquence de 1793.

Après la grande révolution, quand les esprits, encore pleins des cahots de la profonde ornière creusée par les siècles, ont pu se recueillir ; quand les peuples, léchant leurs plaies, ont peu à peu guéri de la secousse des guerres napoléoniennes, les idées se sont dégagées de la fumée de la poudre, et l'on a vu poindre cet enfant de la révolution, fille sage d'une furie, qui montrait aux peuples un nouveau ciel : l'ère de la liberté, de la justice, de la vérité.

Nous en sommes loin encore ; mais que de chemin parcouru déjà en un demi-siècle ! Chaque jour nous faisons un pas en avant, et la femme marche à nos côtés.

J'ai posé mon étude sur le terrain de l'Angleterre parce que c'est le pays où la question est le plus sagement avancée en Europe.

C'est là aussi qu'il y a le plus de lacunes à combler, le plus de vices et de routine à combattre.

Pour bien le comprendre, pour bien se rendre compte de la grande évolution, de l'Angleterre d'hier et de l'Angleterre de demain, il faut donner un court aperçu de ce qu'est l'Anglaise.

Eh bien, je le dis avec conviction, l'Anglaise qui n'était rien, qui est encore peu de chose aujourd'hui, l'Anglaise sera tout au jour de la victoire définitive, parce que ses facultés, comparées à celles de l'homme, nous montrent que l'inégalité actuelle provient, non de la nature, mais de l'éducation.

Jusqu'à dix-huit ans, elle est plus intelligente, plus persévérante dans ses études que le garçon, elle a la perception plus vive. Mais tout d'un coup, l'éducation s'arrête, alors que celle du jeune homme commence. Elle quitte donc le champ de comparaison et se laisse devancer. Mais celles qui ont poussé jusqu'au bout le développement des études, ont montré

que la différence et l'inégalité s'effaçaient complètement.

Les deux êtres se côtoient, marchant à pas égaux avec leurs défauts et leurs qualités. Les défauts se modifient par l'éducation. A l'état naturel, les suivants sont ceux qui distinguent sa manière d'être et se rapportent le plus à la question qui nous occupe.

Jugeant par le sentiment plus que par le raisonnement, elle généralise trop facilement un détail ; elle dit : *toujours*, ou *jamais*. Ce penchant a aussi sa force dans une grande ténacité quand elle est persuadée.

Elle n'est pas toujours juste (qui l'est ?). Elle trouve facilement des raisons et des excuses. A la justice stricte, elle oppose souvent le sentiment pour l'adoucir, l'entravant quelquefois. Les *circonstances atténuantes* doivent avoir été inventées par elle.

Cela provient beaucoup de la tutelle où les lois l'ont toujours laissée, tutelle qui a provoqué chez elle l'astuce.

C'est cette astuce qu'à défaut de droits elle

apporte dans le ménage, l'homme, en faisant les lois, s'étant ménagé la part du lion.

L'égalité tuera chez elle ce sentiment.

Cette loi, qui ordonne à la femme l'obéissance au mari comme s'il était infallible, est d'un despotisme suranné ; pourquoi obéirait-elle à tous les caprices de l'homme ? Celle qui a été l'ange protecteur de notre enfance, le rêve ardent de notre jeunesse, la compagne de notre vie, a droit à une meilleure place. Et la loi la lui a déjà en partie restituée en lui octroyant la libre administration de ses biens propres.

Cette émancipation tuera, dit-on, le côté chevaleresque des unions. Au contraire, elle le fera renaitre. Quand la femme ne sera plus l'esclave du besoin, quand elle ne dépendra plus du mariage pour se faire une position, obligation qui la force souvent à se sacrifier contre l'inspiration de son cœur, il faudra, l'intérêt n'étant plus en jeu, gagner son affection, se rendre digne de son estime. Ce sera un nouveau tournoi, moins chevaleresque peut-

être, mais qui donnera des résultats plus durables.

Dans les siècles derniers, elle n'avait aucune instruction, elle tenait juste le milieu entre l'animal domestique et le maître du lieu. Ce dernier ne l'associait ni à ses pensées ni à ses affaires. Elle était absorbée dans la personne de son mari. C'était moins qu'une tutelle, sans être ni un asservissement ni un esclavage.

Et c'est encore aujourd'hui ce qui existe beaucoup ; la femme ignore entièrement ce que son mari fait là-bas, dans la *Cité*. Elle sait qu'il est *solicitor*, *mecdhant*, mais voilà tout. Quelquefois elle n'en sait pas autant ; il y occupe un bureau, mais elle ignore ses affaires.

Le grand étouffoir des facultés de la femme, de son libre arbitre, de ses ardeurs à la lutte, du mouvement de sa pensée même, a été l'étau de fer dans lequel le pieux libertin Henry VIII a précipité son pays, de sorte que la femme qui, avant cette époque, avait pris un commencement d'essor, s'est trouvée depuis

trois siècles circonscrite dans les horizons bornés de la Bible.

Jamais impulsion ne fut si profonde et ne sera si difficile à déraciner. Il n'a rien moins fallu qu'un 93 pour que les intelligences, en alerte par ce qui se passait en France, prissent la courageuse initiative de déclarer la guerre à la routine puritaine.

On entend souvent dire : « la religion n'est bonne que pour les femmes. » C'est une désastreuse erreur, car c'est aux femmes qu'elle a fait le plus de mal.

On a vu, par ce qui précède, quels progrès ont été réalisés en moins de vingt ans. On a vu quels terribles périls sociaux cet héroïque mouvement a à combattre :

En haut, la jalousie des détenteurs de vieux privilèges, la dissolution des mœurs, l'égoïste indifférence des riches.

Plus bas, dans la bourgeoisie, l'ignorance et les préjugés, préjugés de caste et de race.

Dans le peuple, l'ivrognerie, la bestialité, la corruption, l'abjection, la prostitution.

Voilà des adversaires réels ; mais il y en a encore un autre, peut-être plus terrible, c'est l'apathie, la tiédeur, l'indifférence ou l'ignorance des femmes elles-mêmes ; c'est d'amener à la conviction des pionniers la grande masse féminine ; et le premier pas qui s'impose est de relever la dignité de la femme, de redresser l'opinion même qu'elle a de son propre sexe.

Depuis trois siècles, elle s'est habituée à se reposer sur l'homme de toutes choses ; de là un ascendant qui, en diminuant chez elle l'opinion de sa propre valeur, l'a habituée à considérer ses semblables comme aussi incapables.

C'est là ce qu'il faut combattre. Si vous voulez réussir, commencez par avoir confiance en vous-même, en vos forces, en vos compagnes. J'ai fait plusieurs fois, dans les pages précédentes, un appel à la solidarité ; c'est la première condition pour devenir une force.

Ce mouvement est lent, mais il se propage.

La femme, en commençant à raisonner, a vu

l'injustice de son sort et a réclamé. Elle s'est fait écouter, et, en quelques années, elle s'est fait ouvrir toutes les voies de l'instruction et toutes les carrières libérales. Elle a frappé à la porte du Parlement, et les griefs justes de l'être faible, délaissé et persécuté, ont arraché quelques lois de réhabilitation à ces tièdes indolents qui tournent dans la cage d'écureuil de ce Parlement anglais, poussiéreux et verbeux.

Nous avons vu que la femme dans toutes les branches de la municipalité où elle est éligible (School Board, Poor Law Guardians, etc.), faisait de meilleur ouvrage que les hommes. Dans beaucoup d'industries et d'administrations on les préfère aujourd'hui.

Quand elle se sera acquis par le suffrage la considération des législateurs, quand ils auront à compter avec leurs votes, et quand pour leur donner satisfaction, pour les attirer à eux, ils auront fait les lois équitables qui leur donneront l'égalité civile avec l'homme, alors ce sera un vrai championnat ; le monde sera juge, par comparaison avec l'homme, de ce

qu'elle peut faire. Et ce jour-là, elle fera ce que l'homme n'a pu réaliser ; elle s'attellera avec dévouement là où il a failli dans sa tâche, et elle prendra courageusement corps à corps l'ivrognerie, la paresse, la débauche, la prostitution et tous les vices qui rongent la société anglaise.

C'est l'égalité des sexes seule qui résoudra ces problèmes :

— Parce que l'homme a prouvé son impuissance, et en grande partie son indifférence.

— Parce que la femme, jusqu'ici, a eu les mains liées. Libre, elle fera ce qu'elle a fait chaque fois qu'on lui a laissé une initiative. Elle se jettera toute entière dans ces œuvres sociales et, à force de patience, de courage, d'héroïque persévérance, elle tirera de son cœur des remèdes et les appliquera avec sa volonté.

L'égalité des sexes sera une ère de justice et de soulagement.

C'est alors qu'on pourra répéter avec Michelet : « L'homme et la femme sont les deux moitiés d'un tout. » Et ce tout, ayant réalisé

sa force, fera une enjambée de géant dans les difficultés sociales que nous traînons comme un boulet.

A voir le chemin parcouru depuis vingt ans par les femmes, bien que leur nombre dans cette petite armée soit encore fort limité, on sent à quelle force vitale on vient de toucher. C'est par centaines, par milliers que chaque année s'accroissent leurs rangs.

Il y a cinquante ans, tout était ignorance. Aujourd'hui, il y a l'instruction obligatoire ; les grandes familles ont des institutrices, des maîtres ; les jeunes filles de la bourgeoisie se font un honneur de passer des examens publics ; le peuple a ses écoles.

Le livre a pénétré partout, la femme se met au courant de tout, elle fait son éducation pour la lutte.

Elle est plus tenace et plus persévérante, elle a un sentiment du devoir moins élastique et il est inconcevable que nos états modernes ne l'aient pas compris et ne se soient pas emparés de cette force pour s'en servir.

Avec un peu moins de Bible, qui restreint la

tolérance et entretient la routine, avec un peu moins de romanesque, qui fausse les idées, en se mettant sur un terrain mixte, elles arriveront, avant que le siècle ait dressé son bilan, à une égalité qui sera le point de départ des grandes réformes.

Tout cela se fait là, tranquillement, sans menaces, sans appel à la révolution, et c'est ce qui permet au mouvement de s'accomplir, parce qu'il n'effraie personne.

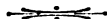
Aussi, alors que les autres pays n'en sont encore qu'à discuter la question, en Angleterre elle est entrée dans la pratique.

Chez la plupart des autres peuples, il n'y a pas la maturité suffisante, il y a des dangers toujours menaçants, le mouvement a trop d'entraves, il ne se fait pas assez simplement, et c'est ce qui fait que l'Angleterre aura l'honneur d'être la première à donner à l'Europe le spectacle de L'ÉGALITÉ DES SEXES.

Le chapitre suivant, qui s'applique plutôt à nos pays qu'à l'Angleterre, c'est-à-dire aux

pays où l'égalité des sexes est regardée comme une utopie, est, dans l'état actuel encore, spéculatif. C'est regarder l'avenir par le petit bout de la lorgnette ; mais c'est un avenir qui grandit à chaque heure et dont chaque jour nous rapproche.

LA FEMME, RÉSERVE DE L'AVENIR.



Le progrès social, latent avant 93, craintif dans son expansion, semble depuis avoir pris une course folle.

Des hommes de génie ont vu par dessus les générations, ils ont enjambé d'un siècle le mouvement vertigineux. Leurs écrits semblent accentuer ce mouvement, alors qu'en réalité ils n'en sont qu'une expression, un frein même à un déchaînement irréfléchi, car ils ont tracé l'orbite qu'il ne faut pas dépasser. Ces utopistes d'hier peuvent dans leur glorieuse

tombe s'enorgueillir de voir aujourd'hui en pratique quelques-unes de leurs théories les plus controversées. Et quand, dépassant toute borne, le peuple lancé aux quatre vents, sans direction, à la recherche de l'idéal démocratique et social, se prendra à ses propres pièges, les grands penseurs méconnus apparaîtront comme le génie prévoyant qui avait pacifiquement posé toutes les solutions et qu'on n'eût eu qu'à suivre. Ces révolutionnaires de la pensée, bafoués par leurs contemporains, seront alors vénérés comme des sages.

La pente que nous descendons accentue la chute dans une progression qui multiplie le besoin de progrès par la vitesse acquise. Chaque concession ne fait qu'aiguiser un appétit insatiable ; chaque revendication satisfaite, chaque étape parcourue est oubliée dans l'ardeur du rêve vers de plus grandes exigences. Le programme est sans limites, et le mot d'ordre est toujours d'exiger davantage. L'heure viendra où l'appétence aura pris des allures dictatoriales, où l'on ne pourra plus capituler avec la force envahissante. Il faudra laisser

passer le torrent déchaîné ; le cyclone révolutionnaire sapera l'édifice séculaire laborieusement établi ; et à force d'avidité vers le progrès, le progrès se fera chaos.

De socialisme en socialisme, l'égarement, l'aliénation populaire nous fera rouler vers la furie aveugle des caprices criminels de l'anarchie, de la dictature brutale.

C'est alors que la femme, ce facteur négligé, la grande force en réserve émanée de ces mystères providentiels qui planent sur nos agitations, la femme, conservatrice par instinct, apportera son appoint, son veto, son influence faite de rayonnement, de fascination, d'une sorte de magnétisme latent, de faiblesse et de puissance. Force qui défie toute discussion comme elle défie toute analyse, mais qui est, qui vit d'instinct aux heures calmes ; de passion, d'héroïsme dès que sa nature vibre sous l'excitation. Le moment de la discuter sera passé, il faudra la subir.

Elle se fera Force et Flambeau.

Flambeau parce que, terrain neuf, tout ce qui y est semé germe avec une manière de

voir différente de la nôtre, et peut nous ramener à la vérité quand nous nous égarons. Nous lui apportons des théories toutes faites où elle n'a été pour rien ; elle les analyse avec son instinct pratique, les contrôle, relève souvent nos erreurs, les redresse quelquefois.

La science, qui est la grande vérité et le grand flambeau, survit à tout. Les politiques changent, les modes passent, les religions même tombent sous le poids de leurs erreurs. La science reste, et quand, peu à peu, elle aura pénétré chez la femme, plus lentement mais plus sûrement, elle reviendra à nous tamisée et scrutée, elle s'y reflètera pour rejaillir sur nous le jour où les masses affolées l'auront désertée. Elle sera devenue, en s'acclimatant dans leur cerveau tenace, le flambeau dont elle éclairera nos erreurs sociales, avec lequel elle nous rappellera à la vérité que cette science même lui aura enseignée.

La femme sera aussi la Force :

Elle viendra arracher des mains, à cette foule égarée, son instrument de destruction ; et, fièrement campée dans l'attitude d'une

puissance provoquée qui se réveille à la conscience de sa force, elle lui dira : Je suis la famille, je suis la mère, j'ai, par vos enfants, l'avenir dans ma main, et je ne veux pas le sacrifier à l'affolement de votre course aveugle. Je suis la mère, c'est-à-dire l'autel de vos désirs, le temple où vos fureurs se brisent, où les monstres se prosternent ; vous n'irez pas plus loin si vous ne voulez vous éloigner de nous.

La coalition de la femme, cette arrière-garde en réserve, nous sauvera comme si, seconde incarnation divine, elle avait pour mission de répéter au flot humain ce mot tout puissant : Tu n'iras pas plus loin.

La femme, inconsciente encore du rôle que lui a tracé, dans sa prévoyance, l'ouvrier céleste, inconsciente de la mission finale qui doit opposer à son heure le drapeau de la raison aux débordements de la brute déchaînée, la femme sera le vrai sauveur de nos civilisations et elle fera reculer le flot humain.

Sa frivolité tombera à l'heure du danger, la grandeur de sa nature rayonnera seule dans

la lutte ; de son pied frêle elle écrasera l'hydre en nous montrant le ciel. Elle se fera loi ; elle nous ouvrira l'éclaircie finale sur le seul apogée de progrès ici-bas, et nous y verrons inscrits, à côté des mots lutte et souffrance, ceux de Charité et de Fraternité. Kant dit *moi*, la femme dira *nous*.

La femme est la réserve de l'avenir.

Tous ses tâtonnements, tous ses efforts actuels pour briser le lien de fer où l'étreint l'homme, est une intuition du danger prochain. Elle s'essaie et se prépare à la grande lutte humanitaire, de même qu'enfant elle s'essaie à être mère avec des chiffons et des poupées.

Assurément, de grands problèmes sociaux nous dominent ; mais je ne crois pas à leur réalisation sans ce facteur de pondération, de charité, de justice, qui est dans la femme à son insu, qui surnage à toutes les faiblesses, à toutes les frivolités, et qui est toujours, à son heure, un formidable levier.

FIN

~~~~~  
GRANDE IMPRIMERIE DU CENTRE  
HERBIN A MONTLUÇON  
~~~~~


VIENT DE PARAÎTRE, DU MÊME AUTEUR

LA MUSIQUE

AU PAYS DES BROUILLARDS

Etude humoristique et anecdotique

de l'état actuel de la musique en Angleterre.

Ce livre, cinglante satire, a soulevé en Angleterre une longue polémique qui n'est pas encore apaisée. Les critiques les plus autorisés lui ont consacré des colonnes et des pages ; les journaux en ont reproduit des chapitres entiers. A l'étranger, il a été jugé à un autre point de vue, tout en reconnaissant que cette critique, consacrée à l'Angleterre, s'étend dans une grande mesure à la société des autres pays.

Les offres de traduction et la reproduction en langues étrangères est la meilleure preuve du but atteint.

La forme amusante du livre en a assuré la lecture par ceux qui s'intéressent le moins à la musique, et de rapides éditions successives lui ont assigné une place parmi les ouvrages les plus remarquables de ces dernières années.

Les Éditeurs.

PARIS. — **A. Ghio**, Palais-Royal. 1, 3, 5, 7, Galerie d'Orléans.

LONDRES. — **Martin et Hubert**, 5, Prince's Buildings, Coventry Street.

BRUXELLES. — **L'Office de Publicité**.

MILAN. — **Gio-di-Ricordi**.

Grande Imprimerie du Centre. — Herbin à Montluçon.

Librairie de LA NOUVELLE REVUE.

EN PRÉPARATION :

MA MISSION A ROME EN 1849

SUIVIE DE

MES RELATIONS AVEC MAZZINI

Par **Ferdinand de LESSEPS**

Un volume in-8. — Prix. 6 fr.

HISTOIRE GÉNÉRALE DE L'EXPOSITION DE 1889

Par **Edgar MONTEIL**

*Institution de l'Exposition, Organisation, Administration,
Instruction, Exploitation, Art, Science,
Industrie, Commerce, Agriculture, etc., etc., Juries et Récompenses.*

EN VENTE :

OUVRAGES DU COMTE PAUL VASILI

LA SOCIÉTÉ DE BERLIN, in-8 Prix : 6 »
LA SOCIÉTÉ DE VIENNE, in-8 — 6 »
LA SOCIÉTÉ DE LONDRES, in-8. — 6 »
LA SOCIÉTÉ DE MADRID, in-8. — 6 »
LA SOCIÉTÉ DE SAINT-PÉTERSBOURG, in-8 — 6 »

OUVRAGES DE M^{re} ADAM

COUPABLE. Comédie en un acte. — Prix. . 1 fr. »
LA PATRIE HONGROISE (Souvenirs personnels). 1 vol.
in-8. — Prix 6 fr. »
LE GÉNÉRAL SKOBELEFF, accompagné d'un portrait du
général, dessiné par *Georges Roux*. 1 volume in-8
carré. — Prix 2 fr. »

LA CITÉ CHINOISE, par *G.-Eug. Simon*, ancien Consul
de France en Chine, anc. élève de l'Institut agrono-
mique de Versailles. 1 vol. in-18. — Prix . 3 f. 50
ÉTUDES SOCIALES, PHILOSOPHIQUES ET MORALES, par *B.
Gendré* (M^{re} Nikitine). 1 vol. in-18. — Prix : 3 f. 50
QUINZE MOIS DE RÉGIME LIBÉRAL EN ROUMANIE, 1 vol.
in-8. — Prix 6 fr. »
AMOURS, par M^{re} la princesse TROUBETZKOÏ. 1 volume
in-18. — Prix 3 fr. 50
PRÉCIS POLITIQUE ET MILITAIRE DES CAMPAGNES DE 1812 A
1814. Extr. des Souvenirs inédits du général JOMINI.
Avec une notice bibliographique et des cartes, plans
et légendes publiés par *F. Lecomte*, Colonel fédé-
ral, directeur de la *Revue militaire suisse*. (2 vol.
in-8 carré. — Prix. 20 fr. (Épuisé).

This book should be returned to
the Library on or before the last date
stamped below.

A fine of five cents a day is incurred
by retaining it beyond the specified
time.

Please return promptly.

5155205

CANCELLED
MAR 2 1976
MAR 2 1976 H

Soc 4895.14

L'egalite des sexes en Angletterr

Widener Library

002638888



3 2044 088 994 736